

Où sont-ils passés



La communauté internationale face au calvaire des réfugiés

Des centaines de Kurdes meurent chaque jour à la frontière turque

L'ombre de Nuremberg

POUR la plupart, prudents, hier encore, dans leur engagement militaire contre un Saddam Hussein coupable d'invasion et d'annexion d'un État souverain, les ministres des affaires étrangères de la Communauté internationale, lundi 15 avril, à Luxembourg, que le dictateur de Bagdad soit jugé par un tribunal international pour crimes de guerre et tentative de génocide.

L'idée de déférer Saddam Hussein devant un nouveau tribunal de Nuremberg avait été un moment évoquée par le président Bush, mais c'est le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, qui l'a proposée à ses onze collègues européens. Selon lui, les trois critères retenus pour juger les anciens dignitaires nazis s'appliquent dans ce cas aussi : une guerre d'agression, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Le premier de ces points est l'agression manifeste, puisque la guerre d'agression menée contre le Koweït a déjà été sanctionnée par la communauté internationale, représentée par le Conseil de sécurité - même s'il n'a imposé à ses conditions - un cessez-le-feu en bonne et due forme avec l'Irak.

La répression menée contre les Kurdes du nord et les chiites du sud de l'Irak relève bien, en revanche, du crime contre l'humanité, même si l'accusation de génocide est plus difficile à établir. Saddam Hussein cherche plus à mater ses minorités et à en faire fuir une bonne partie au-delà des frontières de l'Irak qu'à éliminer physiquement et méthodiquement tout un peuple.

Ces nuances ne seront considérées que comme des arguties par ces dizaines de milliers de Kurdes en marche vers l'exil, qui doivent abandonner au bord du chemin les cadavres des plus faibles d'entre eux. Elles n'en doivent pas moins être prises en compte si les Douze sont vraiment animés par la volonté de définir une nouvelle et plus juste pratique du droit international, excluant tout vœu pieux visant surtout à se donner bonne conscience.

COMMENT, d'ailleurs, oublier que la plupart d'entre eux acceptent aujourd'hui l'idée d'un gouvernement cambodgien comprenant les Khmers rouges de Pol Pot, dont les crimes contre l'humanité n'ont rien à envier à ceux du dictateur irakien ? Personne non plus ne songe à inquiéter le fort peu sympathique président de l'Éthiopie, Mengistu Haile Mariam, qui en a beaucoup fait en matière de répression et de déportation de ses minorités.

Saddam Hussein, au demeurant, n'est pas près de comparaître devant des juges internationaux, même s'il est possible de la Convention de Genève sur les génocides. Ne serait-ce que parce qu'il est toujours au pouvoir, contrairement aux abîmes de Hitler. Les Douze ne se font d'ailleurs aucune illusion et reconnaissent que leur démarche vise plus à isoler le criminel sur la scène internationale qu'à le conduire « manu militari » dans un quelconque tribunal. Faut-il comme une autre d'histoire, façon comme une autre de Bagdad, nommer une commission de vérité qu'elle aurait tout intérêt à faire elle-même le ménage. Rien, malheureusement, n'indique qu'on en soit à la veille.

Lire page 3 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M0147 - 0417 0 - 6.00 F



Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 15 avril à Luxembourg, ont proposé que le président irakien Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide » contre la population kurde, aux termes de la convention des Nations unies de 1948. Entre 400 et 1 000 réfugiés kurdes meurent chaque jour aux abords de la frontière irako-turque, « la plupart de malades qui pourraient être évités », a indiqué le porte-parole du département d'État à Washington. Au total, plus de 2 250 000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers, selon les derniers chiffres rendus publics par les organisations humanitaires à Genève.

Entre l'exil et la peur

par Jean-Pierre Longellier

Nation orpheline, recrée d'épreuves, les Kurdes vivent un nouveau calvaire, l'un des pires de leur longue histoire. Familier des défaites et des trahisons, le plus nombreux des peuples sans patrie disait n'avoir que ses montagnes pour amis.

Dans le nord de l'Irak, deux millions de Kurdes les ont pourtant quittés, et affrontent aujourd'hui l'impossible choix entre l'exil et la

mort. Ce n'est ni leur premier exode, ni la plus grosse - loin de là - des hématies humaines en cette fin de siècle qui vit s'enfuir, parmi beaucoup d'autres, dix millions de Bengalis et six millions d'Afghans. Mais rarement une fuite éperdue aura réuni, si vite, tant de monde et dans des conditions aussi terribles. En outre, cet exode kurde diffère des précédents par son ampleur et sa nature.

Lire la suite et nos informations page 3

SCIENCES • MÉDECINE

Le Koweït sous un soleil noir

« Inimaginable, effroyable »... Les mots manquent, même aux habitués des grandes pollutions, pour décrire le désastre écologique qui frappe le Koweït. Des puits en feu, par centaines, détruits, selon les spécialistes, par de véritables « experts ». Un « travail de sabotage » tellement parfait qu'un ou deux ans au moins seront nécessaires pour endiguer la catastrophe. Le pays entier est en permanence plongé dans une nuit artificielle, comme éclairé par un « soleil noir ». C'est comme si cet « hiver nucléaire » tant redouté, consécutif à une guerre atomique, avait frappé le pays.

De plus, apparaissent les premiers symptômes de troubles chez les habitants du Koweït : asthme, maux de gorge, migraines, allergies. Des affections que le système de santé koweïtien n'est pas en mesure aujourd'hui de traiter. L'Organisation mondiale de la santé estime que 4,1 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir un programme de santé d'urgence dans l'émirat.

Lire les articles de VÉRONIQUE MAURUS, JEAN-YVES NAU et YVONNE REBEYROL

■ Ménopause sous influence ■ Univers de violence : la traque des sources de rayons gamma. pages 13 à 15

Urbatechnic à livre ouvert

L. - Un dossier ancien et sans secrets

Feuilleton complexe, à la fois financier, judiciaire et politique, l'affaire Urbatechnic fait l'objet de simplifications dans le feu de la polémique. Aussi faut-il en revenir aux faits qui, abondants, n'en sont pas moins limpides. Tel est l'objet de la série de trois articles dont nous commençons aujourd'hui la publication et qui retracent d'abord l'origine d'une affaire qui remonte à 1986.

par Edwy Plenel

Les « affaires » ne font pas bon ménage avec la clarté. La confusion y règne, créant une atmosphère de suspicion généralisée et d'inquisition douteuse alors même qu'il n'y a guère plus de secret à dénichier. Celle d'Urbatechnic ne déroge pas à la règle. Sa

complexité autorise des visions réductrices, où la mauvaise foi le dispute à l'intérêt partisan. À gauche, les socialistes tentent de faire oublier l'origine discutée de la loi d'amnistie de janvier 1990 à laquelle le dévoilement, en avril 1989, de leur système national de financement n'est évidemment pas indifférent.

À droite, certains parlementaires, du RPR aussi bien que de l'UDF, tentent de se faire pardonner leur participation à cette opération, leur vote favorable ou leur abstention au nom d'un armistice général sur le front des affaires qui avaient empoisonné le climat de la cohabitation.

En somme, l'hypocrisie est de rigueur, aucun des deux camps n'ayant vraiment intérêt à regarder la vérité en face. Celle-ci est pourtant facile à établir, tant le dossier est public, étalé à tous vents, au grand dam de certains des neuf inculpés encore en

Selon les experts de l'INSEE

Pas de reprise économique en France avant l'été

Deux mois après la fin de la guerre du Golfe, la reprise économique se fait toujours attendre en France. Dans une note publiée mardi 16 avril, l'INSEE estime que les signes avant-coureurs d'une reprise de l'économie mondiale étant limités, la croissance française ne devrait pas s'accroître avant l'été. Le produit intérieur brut marchand augmenterait à un rythme annuel de 1,5 %. En 1991, l'inflation devrait rester modérée. Les prix ont augmenté de 0,1 % en mars, d'après l'indice provisoire. L'apathie de l'économie française pourrait se traduire par un gonflement du nombre des chômeurs et par une aggravation des déséquilibres publics.

Le gouvernement à rude épreuve

par Alain Vernholes

Les mois qui viennent vont être difficiles pour l'économie française. Le chômage va augmenter, les déficits financiers de l'État et de la Sécurité sociale vont se creuser, rendant nécessaires des mesures de redressement. Ces difficultés, qui seront ressenties par beaucoup de Français, risquent de peser lourd sur la vie politique du pays. Elles généreront considérablement l'équipe au pouvoir, et d'abord le premier ministre et son

ministre de l'économie et des finances, auxquels on reprochera de n'avoir pas su profiter des années de forte croissance (1987-1989) pour réduire nettement le chômage ou pour faire disparaître les déficits publics.

Au socialisme austère et sérieux des années 1983-1985 risque ainsi de succéder l'image d'un socialisme dépensier. Et la dépense publique peut apparaître créatrice de chômage...

Lire la suite page 19

Un entretien avec M. Boris Eltsine

« Il faut essayer de travailler avec M. Gorbatchev » nous déclare le président de la Russie



Lire page 4 les articles de SYLVIE KAUFFMANN et de MARCEL SCOTTO

« Il faut essayer de travailler avec ceux qui détiennent des postes de responsabilité, y compris avec le président Gorbatchev », a notamment déclaré, lundi 15 avril à Strasbourg, dans un entretien accordé au Monde, M. Boris Eltsine, actuellement en visite privée en France. Le président de la fédération de Russie, qui a fait l'objet de vives critiques de parlementaires socialistes, notamment M. Jean-Pierre Cot, a été reçu par les responsables du parlement européen et du Conseil de l'Europe. Mardi, il devait rencontrer MM. Valéry Giscard d'Estaing et Javier Perez de Cuellar.

Les hésitations de M. Rocard

Le premier ministre se donne un délai de réflexion sur la réforme du mode de scrutin régional page 7

La marée noire en Méditerranée

A titre préventif, le plan Pollmar a été déclenché sur la Côte d'Azur page 9

Un Chagall méconnu

La Fondation Gianadda, à Martigny, révèle des œuvres inédites du peintre page 10

La CEE

et l'Afrique du Sud Les Douze lèvent partiellement les sanctions contre l'apartheid page 6

M. Henri Krasucki va quitter la CGT

Il serait remplacé par M. Louis Viannet en 1992 page 17

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

Cartier LA BOUTIQUE

Cartier L'ART D'ÊTRE UNIQUE

23, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORÉ, PARIS. 42.65.79.81

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Afrique, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L. ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (Miami), 2,50 \$.

سكزا ابن الاصل

حکومت الاحمل

DÉBATS

Un entretien avec M. Federico Mayor

« Il faut élaborer une morale du développement », nous déclare le directeur général de l'UNESCO

La première session du comité de coordination des agences des Nations unies se tient à Paris, au siège de l'UNESCO, du 17 au 19 avril. A cette occasion, dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Federico Mayor nous livre son analyse du nouveau contexte international. Il affirme notamment qu'une paix durable suppose une éthique du développement.

« On parle d'un nouvel ordre international ». Vous avez récemment évoqué une « autre paix ». Sur quelles bases de récomposition des rapports internationaux devrait-elle s'établir ?

« C'est un devoir absolu de l'humanité de travailler à cette « autre paix », parce que le rétablissement de la paix de l'après-guerre mène à un nouveau conflit. Tout le monde s'accorde sur ce que nous entendons par la paix : la coexistence entre les peuples et les États, les échanges équilibrés, le dialogue entre les cultures... Pourtant, on continue de vivre au quotidien les guerres, l'intolérance, l'horreur des massacres et des injustices. Nous avons poursuivi depuis 1945 un idéal universel et celui-ci semble reculer à mesure que l'on s'en approche. La paix, pour paraphraser Tacite, « se retire dans les lieux purs et innocents et garde la jouissance d'un séjour sacré ». Il faut donc revoir notre façon de penser.

« Un idéal n'est efficace que s'il transforme la réalité. Ce nouvel ordre, dont on parle – je préfère l'expression d'un nouveau monde – doit naître d'une saine appréhension des réalités mondiales : les trois quarts de la population, qui seront les quatre cinquièmes en l'an 2000, vivront dans le sous-développement et, malgré les efforts considérables déployés depuis les années 60, les bilans tracés aussi bien par la commission Willy Brandt que par la South Commission, présidée par Julius Nyerere, sont accablants sur le déséquilibre séparant l'hémisphère nord de l'hémisphère sud.

« Quelle stratégie de développement faut-il mettre en œuvre ?

« La paix passe par le développement, mais pas par l'importer quel développement ! Une paix durable suppose une éthique du développement qui soit commune à tous ceux qui ont en charge le devenir économique, technologique, culturel des États du monde. Nous devons élaborer en commun une morale du développement, qui, au-delà des taux d'intérêt, des transferts de technologie, du prix des matières premières, des flux

financiers, des barrières tarifaires et non tarifaires, etc., contribue à l'élaboration de modes de développement dont on soit tous fiers, parce qu'ils intègrent des valeurs universelles et transhistoriques, celles du droit et de la justice notamment. Voilà, de mon point de vue, ce qui doit désormais diriger la réflexion de ceux – politiques, économistes, entrepreneurs, scientifiques – dont dépend l'après-guerre.

« Comment élaborer des modes de développement humain qui puissent éviter ces flux migratoires immenses – qui génèrent une humanité diasporée – ces inégalités devant la nourriture, la santé, l'éducation, l'accès aux savoirs scientifiques et techniques qui frappent des centaines de millions d'individus, les menaces qui pèsent sur la biosphère et l'environnement en général, ces fléaux que sont la perte de la diversité culturelle et biologique, des valeurs, des anciennes solidarités, la solitude, la drogue ? De la réponse à ces questions dépendra en grande partie la récomposition des rapports internationaux...

« La réforme des Nations unies est à l'ordre du jour ? Que pensez-vous de cette réforme, et quelle part l'UNESCO devrait-elle y prendre ?

« Les Nations unies doivent accompagner mieux – anticiper – le rythme des temps. Et à quel rythme avons-nous vécu depuis deux ans ? La communauté internationale a profondément changé de configuration et de préoccupations, et l'adaptation, d'ici à 1995, de l'Organisation définie par la Charte de San-Francisco doit logiquement en résulter. C'est un processus complexe dont l'instruction appartient au secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, mais dont la signification politique relève avant tout de la souveraineté des États membres. L'UNESCO fait partie de la famille des Nations unies. Toute rénovation aura des conséquences inévitables pour l'agence que je dirige, qui a déjà accompli, par la force des faits et la volonté de changement, des réformes considérables. D'ailleurs je compte poursuivre, avec l'aide du conseil exécutif et de la conférence générale, une réflexion approfondie sur les missions qui sont imparties à l'UNESCO et sur les modalités les plus pertinentes de leur mise en œuvre. Ce sera la tâche prioritaire des deux prochaines années.

« La coopération internationale a-t-elle encore une utilité ?

« Pour répondre à votre question – que beaucoup de personnes peuvent légitimement se poser – je l'inverserais : peut-on mettre en doute l'intérêt d'aborder à l'échelle



internationale des problèmes aussi

vastes, aussi urgents que le développement économique durable, la protection de l'environnement, l'importance de l'éducation pour tous, l'impératif démocratique ? Dans quel cadre, autre que multilatéral, faire émerger cette « conscience écologique » commune qui avait déjà pris corps avec le très important rapport de la commission Brandtland, qui s'est incarné dans la déclaration de Vancouver sur la survie de l'humanité à l'aube de l'an 2000, adoptée au Canada en septembre 1989, et qui devrait trouver sa forme et sa force contraignante à l'occasion de la conférence mondiale sur l'environnement et le développement qui se tiendra en juin 1992 au Brésil ?

« On pourrait en dire autant de l'éducation pour tous, devenue priorité planétaire à l'issue de la conférence mondiale qui s'est tenue à Jomtien en février 1990. Je n'insisterai pas, mais nous ne pouvons plus nous satisfaire d'un pragmatisme au jour le jour. Nous devons voir haut et loin. Il est évident qu'en privilégiant l'approche multilatérale on peut espérer mieux conjurer la crise d'un monde complexe et global. C'est évident quand on lie le développement et la démocratie...

La dimension culturelle de la démocratie

« Précisément et s'agissant de démocratie, quelles sont les leçons que vous tirez des bouleversements politiques de l'Europe de l'Est ?

« La démocratie occupe désormais le vide qu'on laisse les idéologies. Elle devient l'affaire de cha-

cun, restituée dans sa quotidienneté. Au-delà des événements qui se sont produits depuis deux ans en Europe de l'Est, un mouvement plus large se développe vers le pluralisme politique et la liberté individuelle. Qu'il s'agisse de pays à fort développement, comme de ceux qui le cherchent encore, un nouveau modèle de démocratie émerge : celui qui se fonde d'abord sur la citoyenneté consciente. Cette notion de démocratie cognitive, qui permet au citoyen de se voir restituer le savoir et le pouvoir, et donc la responsabilité, au-delà de la vulgarisation médiatique, est commune à tous ceux qui cherchent à réconcilier le pouvoir politique et la société civile.

« Aristote faisait de la participation à la vie politique le facteur de cohérence de la société civile : la *koinonía*. C'est cette cohérence que l'on cherche intuitivement partout dans le monde. Elle repose sur la constatation que lorsque les citoyens ont un esprit démocratique, un comportement démocratique, bref une culture démocratique et qu'un cadre juridique propice en est une condition nécessaire, bien sûr non suffisante.

« Cette dimension culturelle de la démocratie était au cœur de la réflexion engagée lors du congrès international sur la paix dans l'esprit des hommes, qui s'est tenue à Yamoussoukro, en juillet 1989. Elle inspire la déclaration adoptée à Montevideo en novembre 1990, sur la culture démocratique et le développement. Cette déclaration, placée sous les auspices de l'UNESCO et de l'Uruguay, a été approuvée par treize gouvernements d'Amérique latine. Avec le président Vaclav Havel, l'UNESCO organisera en septembre 1991, à Prague, un forum international sur les rapports entre la culture et la démocratie.

« Cette confrontation d'envergure fera encore progresser la réflexion. Elle associera aux personnalités qui se sont illustrées dans la lutte pour les droits de l'homme des intellectuels et des penseurs de tous horizons. Parce que tout le monde devient progressivement pluri-ethnique et pluri-culturel, il faut établir un « rapport amical » entre chaque individu et la société à laquelle il appartient. La force de la démocratie réside dans la qualité de ce rapport. C'est donc une affaire de culture et pas seulement de droit constitutionnel.

Propos recueillis par JEAN PERRIN

REVUES

PAR FRÉDÉRIC GAUSSEN

Peurs de l'Est

Libérée du communisme, l'Europe de l'Est est à nouveau déchirée par l'affrontement entre les peuples qui la composent. Comme si l'effacement de quarante ans de totalitarisme faisait ressurgir, intactes, les rivalités entre des populations tenaillées par la peur réciproque qu'elles s'inspirent.

Comme il se rendait dans son bureau présidentiel, pour la première fois depuis son élection, Vaclav Havel fut saisi d'un sentiment étrange : après l'exaltation qui l'avait porté pendant toute la période précédente, allant de la prison au pouvoir suprême, il ressentait soudain une sorte d'abattement. Cette « gueule de bois », comme il l'appelle, avait un nom : c'était la peur. Peur de l'avenir, évidemment, devant la tâche immense qui l'attendait. Mais peur aussi du passé. De voir ressurgir – et de devoir regarder en face – la lourde succession de haines et de catastrophes qui a martyrisé cette partie du monde. « Chez nous autres, citoyens de l'Europe centrale, la peur de l'histoire n'est pas seulement une peur de l'avenir, mais tout autant une peur du passé. »

Et c'est ce devoir d'assumer le passé qui l'a conduit, dans le beau discours prononcé au Festival de Salzbourg qui publie la Règle du jeu, à proférer, en face de Kurt Waldheim, ces phrases terribles : « L'une des illusions de l'Europe centrale, c'est celle qui nous fait croire que nous pouvons impunément nous fuir à travers l'histoire à force de ruses, d'esquives et de faux-fuyants, réécrire notre propre vie. Celui qui tente une telle falsification fait tort à lui-même. Il fait tort également à ses concitoyens, car la liberté n'est pas entière là où la vérité entière ne peut se faire jour. » La peur du passé, dit Vaclav Havel, ne peut s'extirper que par l'aveu.

Dans la même mesure de la Règle du jeu, l'écrivain yougoslave Danilo Kis, mort en 1989, raconte que l'enquête qu'il mena pour retrouver les traces de son père, inspecteur des chemins de fer juif, mort à Auschwitz le mena dans les asiles psychiatriques où ce dernier avait été interné. De quoi était-il atteint ? De délirium tremens. Mais celui-ci, contrairement à ce qu'on avait cru, n'était pas seulement dû à l'alcoolisme, mais plus sûrement à une « névrose de la peur ». « Ce changement de diagnostic, dit Danilo Kis, fut pour moi une véritable révélation... A la lecture de livres de psychopathologie, certaines choses devinrent pour moi tout à fait claires. J'apprends avant tout que la névrose de la peur était considérée comme une maladie endémique de l'intelligentsia juive d'Europe centrale. »

Les Juifs et les Tsiganes

Cinquante ans plus tard, les Juifs ont pratiquement disparu d'Europe centrale, du fait du génocide, et pourtant, par une cruelle continuité de l'histoire, l'antisémitisme est toujours là. Claude Lanzmann, l'a rencontré en Pologne, en tournant Shoah, comme il le rappelle dans les Nouveaux Cahiers de l'Est. Il est là aussi, peut-on lire dans ce même numéro, en Hongrie, en Roumanie, en URSS. Et pas seulement l'antisémitisme : le racisme contre les Tsiganes est, lui aussi, toujours virulent.

S'interrogeant sur les résurgences de ces « archaïsmes » après des années d'immobilisme, Pierre Pachet y voit plutôt une permanence des mécanismes du bouc émissaire chers aux régimes communistes. En encourageant les affrontements racistes, ceux qu'effraient les évolutions en cours s'efforceraient de faire la preuve de l'incapacité de la démocratie à assurer la paix sociale.

Regarder en face les blessures du passé, reconnaître les différences, affronter ses propres peurs, refuser les diktats de l'histoire, de la raison d'État, de « l'esprit de méthode »... telle est, pour Vaclav Belohradsky, la démarche du « sujet dissident » dans la lutte contre le totalitarisme, comme il l'explique dans le *Messenger européen*. « La résistance antitotalitaire n'était pas une attitude politique, mais plutôt ce travail de « relèvement des nappes souterraines ». La dissidence peut être définie comme la reconstruction d'un monde à partir des traces des œuvres et des hommes disparus, rejetés, obliés. »

L'axe austro-hongrois.

Marquée par la triple tragédie du nazisme, de l'extermination des Juifs et du communisme, l'Europe centrale se trouve devant un amas informe de souvenirs disloqués, de vestiges anonymes, d'exodes et de trahisons... Pour exorciser cette peur qui réactive la nouvelle puissance allemande, peut-être faudrait-il d'abord, comme le suggère Pierre Béhar dans *Commentaire*, donner à ces pays, écrasés par l'histoire, un poids politique leur permettant d'exister entre les deux grandes puissances, germanique et russe.

C'est pourquoi il suggère la constitution d'une fédération danubienne organisée autour de l'axe austro-hongrois. « La problématique du déséquilibre européen, écrit-il, ne vient pas de la réunification, naturelle et donc normale, de l'Allemagne, il vient de la destruction de l'ensemble austro-hongrois qui la contrebalançait. Puisqu'il était vain de s'opposer à la réunification allemande, le seul moyen de rétablir l'équilibre européen est de restaurer la complexité danubienne. Ce nouvel ensemble se fonde sur l'axe essentiel constitué par la Hongrie et l'Autriche actuelle (...). Il comprendrait la Tchécoslovaquie, reconnue cette fois dans l'intégralité de ses droits, ignorés par le compromis de 1867. Il devrait enfin compter la Pologne, que sa culture comme ses frontières apparentent naturellement à la Tchécoslovaquie. A chacun de ces États, il garantirait un poids politique spécifique face à tous les autres membres de la confédération. »

Au moment où l'on assiste à une récomposition générale de l'Europe, il est temps, en effet, pour toutes les nations du Vieux Continent de réfléchir à la façon de guérir cette région martyrisée de l'instabilité qui est à l'origine des terribles collectives et des entreprises de ségrégation et d'exclusion.

L'Europe de l'Ouest a évidemment un rôle essentiel à jouer dans ce travail de réconciliation. Et on lira avec intérêt, de ce point de vue, l'étude de Haim Shemer, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, qui rappelle comment l'effacement de la France et de l'Angleterre a permis à Hitler, lors de l'arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938, de prendre la part de la Hongrie contre la Tchécoslovaquie, ce qui lui ouvrait la route du Danube.

La reconstruction de l'Europe, dans sa diversité, sera l'œuvre de tous les Européens. Leur première tâche étant de débarrasser le « maison commune » de la peur de l'Autorité.

► La Règle du jeu. N° 3. Janvier 1991. 88 F. 54, rue des Saints-Pères 75007 Paris.

Les Nouveaux Cahiers de l'Est. N° 1. 110 F. POL. 8, villa d'Alsia 75014 Paris.

Le Messenger européen. N° 4. 130 F. Gallimard.

Commentaire. N° 53. Printemps 1991. 100 F. Julliard.

Revue d'histoire diplomatique. 1990. N° 1-2. Ed. Pedone. 13, rue Soufflot. 75005 Paris.

REVUE DES DEUX MONDES

LA SANTÉ EN QUESTIONS

Hiroshi Nakajima - L'impact de tous les progrès sanitaires
Jean Bernard - Humanisme, prédition, éthique
Philippe Lucas - Les biotechnologies de l'éthique
Marceau Long - Réflexions sur notre système de santé
Robert Launois - Concurrence et santé
Philippe Séguin - Médecine et protection sociale
Guy de Thé - Virus, cancers, sida
Philippe Meyer - Identité et médecine
André Goussard - Humanisme et formation médicale
Bruno Souhtran - Information et formation du médecin
Jean de Kervadoul - Enjeux pour l'hôpital
Claude Bebear - Revient à l'asthme une maladie ?
Alain Pompidou - Une recherche médicale européenne
Claude Göt - Les mécanismes décisionnels
Gérard Dubois - Aspects de la prévention
Igor Landau - L'ambiguïté du marché de la santé
Hervé Guérin - Pharmacie : avenir du cercle vertueux
Christian Boiron - Remettre la médecine
Jean-Noël Maillard - Dire la vérité
Jean Hamburger - 2084 ou l'anti-Orwell

BULLETIN D'ABONNEMENT À LA REVUE DES DEUX MONDES
170, rue de Grenelle, 75007 Paris.

M., Mme, Mlle
Adresse _____
Code postal _____ Commune _____ Pays _____
abonnement pour un an (11 numéros) : France 485 F, 1 étranger 700 F
un exemplaire du numéro spécial Santé au prix de 65 F (55 F + 8 F de port)
Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de la Revue des Deux Mondes.

COURRIER

Le devoir d'ingérence

Il faut la tragédie kurde pour que les Nations unies prennent enfin conscience de la nécessaire harmonisation du droit international avec le droit des gens. Voilà déjà plusieurs décennies que les organisations non gouvernementales internationales revendiquent et pratiquent quotidiennement le droit à l'ingérence, avec l'approbation tacite de la plupart des gouvernements, peu soucieux d'opposer leur souveraineté nationale aux regards des nations, afin de ne pas trop ternir leur image.

C'est au nom de ce droit naturel à l'ingérence qu'ont pu être réalisées des missions d'enquêtes et d'observations judiciaires apportant à l'opinion publique internationale et aux commissions des droits de l'homme des preuves irréfutables de violations de droits de l'homme dans certains pays : c'est ainsi qu'ont pu être montés des missions d'aide médicale ou humanitaire qui ont réussi à sauver tant de vies humaines avec le soutien, lorsqu'il était besoin, d'une véritable solidarité internationale.

Il reste à parcourir le chemin allant du droit d'ingérence des peuples au devoir d'ingérence des gouvernements. C'est ce que vient timidement d'envisager la résolution 688 du Conseil de sécurité. Il faut aller au-delà, et par cette première brèche, construire et réplémenter un véritable droit d'inter-

vention des Nations unies en présence de violations massives des droits fondamentaux de la personne humaine, comme c'est le cas actuellement au Kurdistan irakien.

Jusqu'à la crise du Golfe, les gouvernements, et particulièrement ceux des superpuissances, ne se sont inquiétés de la souveraineté nationale des autres États que lorsque cette inquiétude était conforme à leurs intérêts. L'URSS s'était-elle inquiétée, en 1968, de la souveraineté nationale de la Tchécoslovaquie avant d'y envoyer ses chars ? Le gouvernement des États-Unis a-t-il eu des états d'âme en ce qui concerne la souveraineté nationale de Panama lorsqu'il s'est agi de se débarrasser du dictateur Noriega ?

C'est dire que la doctrine de la souveraineté nationale absolue a vécu et que, dans de nombreux domaines, des abandons de souveraineté ont été souvent librement consentis pour permettre l'amorce d'un véritable droit international. Si l'on veut instituer, comme on le dit, un nouvel ordre international, cet ordre ne peut être fondé que sur le respect exigeant par tous les gouvernements, sous le contrôle des Nations unies, du corpus des droits de l'homme contenu dans les pactes et conventions internationales signés et ratifiés.

Daniel JACOBY
président
de la Fédération internationale
des droits de l'homme.

ÉTRANGER

La situation au Kurdistan et la réaction européenne

De quatre cents à mille réfugiés meurent chaque jour à la frontière turque

Le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a déclaré, lundi 15 avril, que, selon les estimations des secouristes internationaux sur place, entre 400 et 1 000 réfugiés irakiens meurent toutes les vingt-quatre heures, aux abords de la frontière irako-turque. « La plupart périssent de maladies qui pourraient être évitées », a ajouté M. Tutwiler; chaque jour qui passe, les autres s'affaiblissent. « L'armée américaine continue à augmenter ses capacités de transport pour la plus vaste opération de secours lancée dans l'histoire moderne », a-t-elle poursuivi, indiquant que 8 300 militaires américains sont désormais sur place en Turquie.

Selon les responsables du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) en Turquie, les réfugiés dans ce pays sont répartis sur douze sites le long de la frontière, dont deux seulement sont accessibles par des engins motorisés. Pour les autres les distributions de secours ne sont possibles que par hélicoptère.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué que les militaires américains pourraient pénétrer en territoire irakien. « Nous aurons des gens qui entreront et sortiront », a-t-il dit, tout en soulignant que ce ne serait pas en grand nombre et en rappelant que les Etats-Unis espèrent pouvoir laisser les organisations internationales prendre le relais le plus tôt possible. Jusqu'à présent, huit zones de largage ont

été établies pour les parachutages de secours, cinq en Turquie et trois en Irak, et des représentants des organisations internationales sont présents sur quatre d'entre elles, a indiqué M. Tutwiler. Elle a reconnu que l'organisation de la distribution des vivres demeurait un problème. Les avions américains, britanniques et français ont effectué 152 vols, larguant 1 029 tonnes de vivres, médicaments, couvertures, tentes et sacs de couchage pour les quelque 800 000 réfugiés en majorité kurdes qui se trouvent de part et d'autre de la frontière irako-turque.

2 250 000 personnes déplacées

M. Tutwiler s'est dit incapable de confirmer ou démentir des informations selon lesquelles des soldats turcs auraient ouvert le feu sur des réfugiés ou pillé des stocks de vivres. Les Etats-Unis vérifient ces informations et « nous espérons évidemment qu'elles ne sont pas correctes », a-t-elle déclaré. Le premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut, a, pour sa part, déclaré, lors d'un entretien avec le chef du gouvernement britannique, que les troupes de son pays empêchent les réfugiés de traverser la frontière.

Conformément à la promesse faite par le gouvernement d'Ankara, un premier convoi a transité lundi 2 000 réfugiés kurdes d'Isliveren, dans la montagne, vers des

lieux d'hébergement aménagés et plus accessibles, mais ce mouvement est particulièrement lent.

Selon les derniers chiffres rendus publics lundi par les organisations humanitaires à Genève, plus de 2 250 000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers et sont répartis aux frontières avec la Turquie et l'Iran. Le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, M. Sadako Ogata, qui se trouve en Iran depuis samedi, a indiqué que le nombre de réfugiés kurdes irakiens dans ce pays s'élève à 901 120. Par ailleurs, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont une mission a séjourné dans la région récemment, indique que 750 000 Kurdes irakiens sont en ce moment en route vers la frontière iranienne.

Les Nations unies pourraient se voir confier la surveillance et le ravitaillement de plusieurs itinéraires en territoire irakien pour faciliter le rapatriement des réfugiés kurdes massés aux frontières turque et iranienne, a-t-on appris lundi de sources diplomatiques à l'ONU.

Le président Saddam Hussein s'est rendu dans la ville de Kirkouk, dans le Kurdistan d'Irak, a indiqué, lundi 15 avril, l'agence irakienne INA. La ville de Kirkouk, chef-lieu de la province la plus riche en pétrole de l'Irak, a été reprise aux insurgés kurdes fin mars. Le président avait visité samedi dernier Irbil, autre ville du Kurdistan. (AFP, Reuters)

Les Douze proposent que M. Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide »

Les Douze entendent que M. Saddam Hussein rende des comptes comme criminel de guerre. Réunis lundi 15 avril à Luxembourg, ils se sont ralliés à une suggestion qui leur était présentée par M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, et ont chargé leur président en exercice, le luxembourgeois Jacques Poos, d'examiner avec M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies qu'il devait rencontrer mardi 16 avril à Strasbourg, d'indiquer dans quelles conditions et selon quelle procédure Saddam Hussein pourrait être jugé, en application de la Convention des Nations unies de 1948 sur le génocide.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre envoyé spécial
« Les ministres des affaires étrangères de la Communauté tiennent Saddam Hussein comme personnellement responsable du crime de génocide tel qu'il est défini par cette Convention (...) Un signal politique clair est ainsi adressé au dictateur irakien, ainsi qu'à tout dictateur qui pourrait être enclin à imiter son exemple », a commenté M. Poos. « Nous estimons », a ajouté pour sa part, le ministre belge M. Marc



Eyskens, que Saddam Hussein est personnellement responsable pour le sort fait à la population kurde, qui est une tentative de génocide.

Les Douze prennent de moins en moins de précautions oratoires pour proclamer, à l'instar de M. Eyskens, que « tout serait évidemment plus facile si nous étions débarrassés de Saddam Hussein ». C'est cependant un thème - l'attaque personnalisée contre le dictateur irakien - que n'aborde guère les Français. En revanche M. Elisabeth Guigou, le ministre chargé des affaires européennes qui conduisait la délégation à Luxembourg, a exposé devant le Conseil le plan soumis à New-York afin d'aider les réfugiés à retourner chez eux, avec l'assistance et la protection des Nations unies.

L'aide aux réfugiés

L'idée inscrite dans ce plan de créer des points d'appui au-dessus du 36-parallèle et d'y décentraliser l'aide médicale et alimentaire dans des camps protégés par l'ONU, a été reprise à leur compte par les Douze. Ceux-ci ont constaté que l'exécution du programme d'aide alimentaire au profit des réfugiés kurdes (700 millions de francs sur le budget communautaire) décidée la semaine passée par les chefs d'Etat et de gouvernement, s'opérerait sans retard. Un tiers des crédits disponibles ont déjà été engagés. Selon M. Abel Matutes le commissaire responsable, la CEE pourra ainsi fournir vivres, médicaments et vêtements à 600 000 personnes pendant deux mois. Les Français

ont insisté pour qu'une partie plus importante de l'aide soit orientée vers l'Irak où se rassemblent un nombre croissant de réfugiés. Le commissaire Matutes a invité les Etats membres à consentir un effort logistique plus important et en particulier à mettre des hélicoptères à la disposition de la Communauté ainsi que des ONG qui opèrent sur le terrain. Il souhaite également avoir accès aux stocks militaires, notamment des couvertures, qu'on ne trouve pas sur le marché en nombre suffisant.

L'intervention de M. Matutes a révélé qu'au-delà des dissensions de nature politique, nombre de rigidités subsistent du côté européen, susceptibles de gêner le bon déroulement de cette opération de survie. Il a ainsi déploré qu'à part en Belgique, en France et aux Pays-Bas, les ONG ne se soient pas tout manifestées pour mettre en œuvre l'aide financée par la CEE. A l'entendre, la mobilisation de l'opinion au profit des Kurdes ne s'effectue pas au rythme que commanderait l'urgence de la situation.

« Notre objectif est aussi de leur assurer un avenir dans la dignité. Nous poursuivons notre réflexion sur la protection des minorités. La Communauté réfléchit à ce qui pourrait être une stratégie globale par rapport au problème kurde », a encore indiqué M. Poos, confirmant que les sanctions décrétées par l'ONU contre l'Irak ne seraient pas levées tant qu'une solution satisfaisante au problème immédiat des Kurdes n'aurait pas été trouvée.

PHILIPPE LEMAITRE

Deux journalistes occidentaux libérés à Bagdad

Deux journalistes occidentaux, Alain Buis, photographe français de l'agence Gamma, et Frank Smyth, radio-reporter américain de CBS News, ont été libérés lundi 15 avril à Bagdad, après dix-huit jours de captivité en Irak. Les deux hommes avaient été arrêtés le 29 mars à Kirkouk, quelques heures après l'intervention des troupes irakiennes contre les rebelles kurdes qui tenaient la ville depuis près d'un semaine.

Par ailleurs, l'Antenne 2 a annoncé lundi que l'une de ses équipes de reportage, composée de Richard Bini, Didier Dahan, et Fabien Briand, avait disparu depuis le 9 avril dans le sud de l'Irak. « Cette équipe a été vue pour la dernière fois par des militaires américains sur la route menant à Nassiriyah », a précisé la chaîne dans un communiqué.

Les derniers soldats français ont quitté l'Irak

Les sept cents derniers soldats français encore présents dans le sud de l'Irak ont quitté, lundi 15 avril, leur camp situé près de la ville de Salman, à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, pour regagner l'Arabie saoudite. Cette unité, qui devait embarquer avant la fin avril du port de Yabou, sur la mer Rouge, à destination de Toulon, était le dernier contingent occidental de la coalition à se trouver encore en Irak aux côtés des Américains. D'autre part, assaillies par des centaines de réfugiés qui les implorant de rester, les forces américaines ont évacué lundi presque toutes leurs positions dans le sud de l'Irak pour rejoindre la zone démilitarisée qui sera contrôlée par des observateurs de l'ONU, à la frontière irako-koweïtienne, en vertu du cessez-le-feu officiel entré en vigueur jeudi dernier. Cette zone s'étend sur une bande de 10 kilomètres en territoire irakien et 5 kilomètres en territoire koweïtien. (AFP, Reuters)

Manifestation à Paris en faveur du peuple kurde. - A l'initiative de l'Association des démocrates et de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, plusieurs personnalités, parmi lesquelles M. Simone Veil, M. Pierre Guizoni et Bernard Tapie, appellent à un rassemblement, mardi 16 avril, à 18 h 30, sur l'esplanade des Droits de l'homme, au Trocadéro, pour « protester contre la tentative de génocide du peuple kurde » et pour demander que l'ONU protège « les enclaves nécessaires à la survie des réfugiés ».

Entre l'exil et la peur

Suite de la première page

Les 300 000 réfugiés qui en 1975 trouvèrent asile en Iran étaient, pour l'essentiel, liés par la famille ou le clan, aux Peshmergas, que le brusque « lâchage » de Téhéran venait de plonger dans la débâcle. Les 65 000 villageois échoués en Turquie en 1988 avaient, eux, survécu aux bombardements chimiques qui firent 5 000 morts dans la région de Halabja. Cette fois, c'est un peuple tout entier - des paysans aux hommes d'affaires - qui a abandonné sa terre natale.

Cet exode rappelle, à certains égards, celui des Arabes de Palestine en 1948. A l'époque, la massacre par l'Argonne de Menahem Begin de 230 villageois à Deir-Yassin, amplifié par la propagande des Etats arabes, alimenta une formidable réaction en chaîne qui aura jeté au total sur les routes de l'exil quelque 600 000 personnes, d'autant plus apeurées qu'elles avaient cru à une foudroyante victoire sur les « bandits sionistes ». Traqués par les soldats d'un régime dont ils ont une vieille et amère expérience, terrorisés par les pluies de napalm et les bombes au phosphore, les Kurdes d'Irak ont, eux aussi, obéi d'instinct à un réflexe de peur.

Ce parallèle, qu'il serait hasardeux de prolonger, entre la Palestine de 1948 et l'Irak de 1991, a un mérite : mettre en lumière les risques des départs précipités. Quarante-trois ans après ce que les Palestiniens appellent la « première calamité », une partie des réfugiés de 1948 continuent de vivre dans les camps de l'exil, Israël leur ayant toujours dénié le « droit au retour », tandis que le monde arabe refusait de les intégrer. Et près de la moitié des réfugiés kurdes de 1988 se trouvent encore dans les camps de Turquie orientale où leurs frères en détresse s'apprêtent à les rejoindre en plus grand nombre.

Arabisation forcée

L'exil des Kurdes ne pourrait que combler d'aise un Saddam Hussein, soucieux depuis toujours de déraciner - au sens fort du mot - cette minorité trop indocile, fille d'une nation éclatée sur cinq pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie et URSS) et qui revendique chez elle l'autonomie politique et culturelle, faute d'oser croire encore à une improbable indépendance de l'entière diaspora. Les Kurdes, qui ont la « mémoire arabe » douloureuse - leur plus ancien poème connu décrit les exactions commises au septième siècle par l'envahisseur

mahométan - font les frais depuis près de trente ans de la politique d'« arabisation » forcée, que le parti Baas remet périodiquement à l'honneur, au nom d'une oppressive unité nationale.

Rompant des équilibres millénaires entre un peuple montagnard et ses villages, ses pâturages et ses vergers, le régime baasiste regroupa, au cours des années 70, des milliers de Kurdes dans des « hameaux stratégiques » et en déporta deux cent mille, à l'autre bout du pays, dans les villages arabes du Bas-Euphrate. Ces déplacements de population étaient cyniquement légitimés par des considérations politiques - le souci d'éloigner les Kurdes d'une région « sensible » car frontalière et riche en pétrole - ou par les « exigences du développement interne du travail », comme disait joliment M. Tarek Aziz en 1975.

En retour, on organisa l'installation de colons arabes irakiens sur les terres fertiles des environs de Kirkouk et l'on fit même venir, avec un sens très particulier du parasitisme, des paysans égyptiens et yéménites entre Irbil et Soulaymaniyah.

Les craintes d'Ankara

Ces mesures de grande envergure allaient de pair avec une répression plus « quotidienne », justifiée par la lutte contre la rébellion des Peshmergas - et qui dégénérait parfois en politique de la terre brûlée - 4 000 villages rasés en 1988 - ou en début de génocide - 8 000 partisans de Massoud Barzani arrêtés puis « disparus » sans laisser de trace en 1983. Pour Saddam Hussein, le dépeuplement du Kurdistan, résultat d'un exil forcé, serait une « solution finale » inespérée, en ces lendemains d'humiliante défaite au Koweït.

Vue de Turquie, l'arrivée à ses frontières d'un tel flot humain, impossible à endiguer, ressemble à une vengeance démographique ourdie à Bagdad contre un pays à la pointe du récent combat antirakien. Les craintes d'Ankara sont multiples et fondées. L'afflux massif de réfugiés risque d'y déstabiliser une économie fragile, de stimuler le nationalisme de la minorité kurde - un Turc sur quatre - voire de grossir les troupes du PKK. Seule formation kurde ouvertement indépendantiste, ce « parti des travailleurs du Kurdistan », qui pratique le terrorisme, est responsable de la mort d'au moins 2 600 personnes depuis 1984.



DANIELE
SALLEVAVE
LE DON DES MORTS
sur la littérature

nrf

GALLINARD

1250

سكنا من الاحل

EUROPE

Le voyage en France du président du Parlement de Russie

«Ceux qui occupent des postes si élevés dans l'Etat ne peuvent se comporter en jeunes filles capricieuses»

nous déclare M. Boris Eltsine

Poursuivant sa visite en France, M. Boris Eltsine, le président de la fédération de Russie, devait notamment rencontrer mardi 16 avril MM. Valéry Giscard d'Estaing, Javier Perez de Cuellar et Laurent Fabius. Lundi, à Strasbourg, il avait eu des entretiens avec des responsables européens. Mercredi, M. Eltsine rencontrera le maire de Grenoble, M. Alain Carignon, et M. Jacques Chirac.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

M. Boris Eltsine est perplexe. Chez lui, à Moscou, il y a un président qui fait sortir trois cent mille sympathisants dans la rue et un autre président qui se fait huer par ces mêmes trois cent mille personnes. Le premier, c'est lui, Boris Eltsine, président du Parlement de Russie, figure de proue de l'opposition démocratique. Bien placé pour devenir, le 12 juin prochain, le premier président de la République de Russie (150 millions d'habitants) élu au suffrage universel. Le second, c'est Mikhaïl Gorbatchev, président d'une Union soviétique qui part en morceaux, menacé de toutes parts, par un mouvement de mineurs en grève, par un Etat pratiquement en cessation de paiement, par des communistes conservateurs frustrés, par le mécontentement populaire. Et pourtant, lorsque lui, Boris Eltsine, arrive en Occident - Strasbourg, porte de l'Europe - c'est pour constater qu'on n'y connaît ni, surtout, qu'on n'y reconnaît qu'un seul Russe : Gorbatchev.

«Démagogue» et «irresponsable»

Dure journée que ce lundi 15 avril pour le président russe, qui faisait grise mine lorsqu'arriva l'heure des interviews, après une épreuve particulièrement rude infligée par le groupe parlementaire socialiste européen (voir ci-contre). M. Eltsine ne s'attendait sans doute pas, en effet, à se faire traiter tout de go de «démagogue» et «irresponsable» par le président de ce groupe, le Français Jean-Pierre Cot, qui lui reprocha ensuite de «représenter l'opposition à Gorbatchev, avec qui nous nous sentons davantage en sécurité», avant de lui montrer «la porte, si vous ne souhaitez pas entendre des choses désagréables». M. Cot qui, toujours au nom du socialisme européen, était allé soutenir aux dernières élections libres hongroises, en mars 1990, la présidente d'un parti «social-démocrate»

qui fut littéralement balayé dès le premier tour, aurait sans doute plus de mal à tenir ce discours devant une foule moscovite. Mais M. Eltsine n'est pas au bout de ses peines, puisque ses efforts pour être reçu par le président Mitterrand pendant son séjour parisien étaient toujours vains, lundi soir.

Ce mur d'incompréhension et les contradictions du socialisme avaient donc mis M. Eltsine et son chargé de presse de fort mauvaise humeur, au point de leur faire oublier, à l'un comme à l'autre, toute forme de politesse, faisant le naturel de l'apparatchik communiste soviétique reprendre le dessus. «J'ai eu un programme saturé aujourd'hui, je ne peux pas dire que j'en sois ravi, je suis fatigué de répondre toujours à la même question, Gorbatchev-Eltsine, Gorbatchev-Eltsine!», commença par expliquer, excédé, le président de Russie.

«Nous devons collaborer»

Il faudra bien, pourtant, en parler puisque, moins de deux mois après avoir demandé la démission de M. Gorbatchev de manière fracassante à la télévision, M. Eltsine se déclarait prêt à participer à une table ronde avec lui. De toute évidence, l'heure est à la conciliation entre les deux rivaux dont on dit que l'un ne peut exister sans l'autre. Qu'est-ce qui a donc changé entre-temps? «Rien n'a changé», affirme M. Eltsine dans un entretien au Monde. Aujourd'hui, Gorbatchev n'est pas démissionnaire, il est président du pays. Il faut essayer de travailler avec ceux qui détiennent des postes de responsabilité, y compris avec le président Gorbatchev. Ceux qui occupent des postes aussi élevés dans l'Etat ne peuvent pas se comporter en jeunes filles capricieuses - ça, ça me plaît, ça, ça ne me plaît pas... Nous devons collaborer, nous devons travailler de telle manière que la Russie et tout le pays n'en pâtissent pas. Et ce, bien que nous soyons en désaccord, Gorbatchev et moi-même, sur plusieurs questions de principe.

Mieux : «Il n'y a aucun conflit personnel entre Gorbatchev et moi, il n'y a pas d'allergie morale. Je me suis éloigné du président Gorbatchev lorsqu'il a renoncé à faire avancer la perestroïka, la glasnost et la démocratie. Mais si nous sentions que cette démocratie est menacée par une offensive des forces de droite, je suis prêt à changer d'avis et à utiliser tous les moyens de nous unir». M. Eltsine serait-il donc prêt à participer à un gouvernement de coalition avec M. Gorbatchev? La question suscite un très long silence de la part du pré-

sident russe, qui finit par répondre laconiquement : «C'est à discuter dans le cadre de la table ronde».

Cette table ronde, il ne la conçoit évidemment pas tout à fait de la même manière que M. Gorbatchev. Chakhmazov, l'un des conseillers de M. Gorbatchev, qui évoquait récemment la possibilité d'une réunion de «toutes les forces politiques autour du plan anti-crise» du président soviétique. Dans la conception de M. Eltsine, «il s'agit de réunir les forces susceptibles d'obtenir dans le pays une certaine stabilisation, l'arrêt des grèves et les premiers pas de la réforme économique. Cela veut dire : les dirigeants des Républiques, le président du pays (M. Gorbatchev), les dirigeants des divers partis politiques et mouvements sociaux, les mouvements de travailleurs, les syndicats, les représentants des comités de grève des mineurs. On peut imaginer une série de tables rondes, qui s'emboîteraient au fur et à mesure que des décisions seraient prises ou des problèmes résolus».

Si l'on prend l'exemple des mineurs, qui ont cessé le travail «dans plusieurs Républiques, en Russie, au Kazakhstan, en Ukraine», poursuit M. Eltsine, «seule une action coordonnée, conjointe, peut les amener à cesser leur mouvement, à condition qu'on leur donne des garanties politiques et économiques».

Dans cette table ronde, le parti communiste ne serait «pas forcément» représenté pour chaque République; «le PCUS tout court, peut-être». En Russie par exemple, le parti communiste de la Fédération de Russie n'a pas été enregistré, alors que le PC d'Union soviétique l'a été. Malgré la similitude de noms, il ne faut pas voir là, observe M. Eltsine, une «copie conforme» de la table ronde

polonaise de 1989. Même si, se souvient-il, «nous avons rencontré personnellement le président Lech Walsia, nous avons longuement discuté, quand il est venu chez nous, de leur long cheminement vers ces accords, de leur nouvelle révolution...»

L'avenir de l'Union

Moins disert sur l'avenir de l'Union, M. Eltsine se contentera de dire qu'elle devra se passer des Baltes, de la Géorgie et de la Moldavie, et de citer trois domaines susceptibles de relever de la compétence de l'Union : la défense, le transport ferroviaire et l'énergie nucléaire. Qu'on ne parle pas non plus au président du Soviet suprême de Russie des «pouvoirs spéciaux» que le Congrès des députés de Russie vient de lui voter - il hait l'expression : «Le Congrès ne m'a pas accordé de pouvoirs spéciaux, rétorque-t-il. Le Congrès a adopté une résolution sur une nouvelle répartition des compétences entre les organes de la Fédération de Russie : le Congrès des députés, le Soviet suprême, le président du Soviet suprême (M. Eltsine), le conseil des ministres et le premier ministre. Je ne dispose donc d'aucuns pouvoirs spéciaux, bien que les médias occidentaux se soient appliqués, je ne sais pourquoi, à répandre cette terminologie, également utilisée par la presse du parti chez nous».

Quoi qu'il en soit poursuit-il, «cela va être de courte durée car le 12 juin, le président de Russie sera élu parmi plusieurs candidats» (au suffrage universel). Soudain, dans cette sombre journée, le visage de M. Eltsine parut alors s'éclaircir d'une lueur de satisfaction.

SYLVIE KAUFFMANN

Le président de la Géorgie appelle à la «désobéissance civile»

Dans un décret publié, mardi 16 avril, par la presse locale, le président de la Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, a décrété la désobéissance civile de la République du Caucase, dont il est, dimanche, le premier président.

Ce décret, le premier pris par M. Gamsakhourdia en vertu des nouveaux pouvoirs que lui a conférés le parlement qui l'a élu par acclamation, ordonne aux organes

de l'Etat géorgien d'agir contre les intérêts soviétiques dans la République par la «désobéissance nationale et civile».

Selon le texte, «les ministères, services et organes administratifs doivent concentrer tous leurs efforts afin d'observer une désobéissance nationale et civile totale, déclarée par les organisations politiques participant à la table ronde», la coalition majoritaire au parlement. Le

M. Jean-Pierre Cot entre la courtoisie et la raison d'Etat

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Mal en pris à M. Boris Eltsine de décliner l'offre des démocrates-chrétiens du Parlement européen pour accepter celle des socialistes, invité à se prêter au jeu des questions et des réponses, dans l'après-midi du lundi 15 avril, le président du Soviet russe a eu la mauvaise surprise d'entendre, en guise de bienvenue, M. Jean-Pierre Cot (PS), à la tête de la gauche européenne depuis juillet 1989, dire de lui : «Personnalité à la fois sympathique et démagogue qui s'entoure de quelques sociaux-démocrates et libéraux et surtout de beaucoup d'extrémistes de droite»...

«Cessez de moraliser»

Comme si ce n'était pas suffisant, M. Cot a ajouté : «En Occident, nous admirons M. Gorbatchev pour son rôle dans la démocratisation des pays de l'Est et l'unification allemande». M. Eltsine a tenté d'endiguer le flot du président des socialistes en lui lançant : «Cessez de moraliser». Fort de son auditoire, M. Cot a forcé la dose : «Nous sommes ici dans un Parlement élu démocratiquement; si vous ne voulez pas m'entendre, vous pouvez partir». M. Eltsine est resté. Mais sans se coller, il a tout de même souligné qu'il ne méritait pas «ces accusations» et a rappelé qu'il était à Strasbourg «sur invitation, notamment celle

de M. Enrique Baron Crespo, président du Parlement européen». Il est vrai que l'élu du PS avait prévenu, en ouvrant la séance, qu'il allait se montrer «quelque peu provocateur». Est-ce suffisant pour expliquer de tels propos à l'égard d'un invité? Comme si les responsables européens voulaient à tout prix «se dédouaner» vis-à-vis du Kremlin, chacun y est allé de sa petite phrase pour indiquer que M. Eltsine avait en quelque sorte forcé sa porte. M. Baron a fait savoir qu'il ne l'avait pas invité. Au cours de l'entretien avec son homologue russe, le président de l'Assemblée a précisé que le Parlement ne pouvait avoir des liens institutionnels qu'avec «le Soviet d'Union soviétique».

M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, qui avait pris la précaution, dès le semaine dernière, de dire qu'elle rencontrait M. Eltsine à la «requête» de ce dernier, n'a guère été plus encourageante : «Il faut attendre les résultats de la négociation sur l'Union pour déterminer le type de relations à établir avec la Russie. En attendant, notre interlocuteur c'est l'URSS».

On peut vouloir donner des leçons au monde entier et prendre en considération la raison d'Etat. Mais rien ne justifie un manque d'élémentaire courtoisie, surtout avec un président de Parlement - pas forcément moins démocratique que beaucoup d'autres - qui représente cent cinquante millions d'habitants.

MARCEL SCOTTO

Arrivée à Moscou de l'ancien dissident Vladimir Boukovski. - Vladimir Boukovski, «échangé» en décembre 1976 contre le secrétaire général du Parti communiste chilien Luis Corvalan, est arrivé, lundi 15 avril, à Moscou. Il s'agit du premier retour en URSS de l'ancien dissident qui vit maintenant en Grande-Bretagne. Il avait été condamné une première fois en 1967 à trois ans de prison pour avoir protesté contre la détention d'un autre dissident, Alexandre Guinzbourg, puis à nouveau, en 1972, à douze ans d'emprisonnement. - (AFP)

ALLEMAGNE : M. Helmut Kohl évoque sa succession

M. Wolfgang Schauble est le favori du chancelier

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, en octobre 1982, le chancelier Helmut Kohl a évoqué publiquement la question de sa succession et désigné l'homme qui lui semble le mieux capable de l'assumer : M. Wolfgang Schauble, quarante-sept ans, ministre de l'intérieur.

BONN

de notre correspondant

Ces confidences du chancelier avaient pour cadre, samedi 13 avril, une auberge de Kaiserslautern où il se restaurait en compagnie de quelques journalistes et amis politiques à l'issue d'un meeting électoral. Pour être l'ambiance mornose qui règne chez les chrétiens-démocrates de Rhénanie-Palatinat à la veille des élections régionales du 21 avril a-t-elle influé sur le moral d'un Helmut Kohl qui voit la CDU en chute libre dans cette Heimata, ce terroir natal qu'il évoque toujours avec fierté et nostalgie. Toujours est-il que, calcul politique ou moment de faiblesse, le chancelier a lancé le débat sur sa succession et exprimé sa préférence pour M. Wolfgang Schauble, vers lui, selon lui, «tout converge, car il n'y en a pas d'autres».

Victime, il y a six mois, d'un attentat commis par un déséquilibré qui l'a rendu paraplégique, le ministre de l'intérieur a fait la preuve d'un courage et d'une volonté de revenir aux avant-postes de l'action politique qui force l'admiration. M. Kohl ne

tarit pas d'éloges sur son ministre, qu'il n'hésite pas à comparer à Franklin Roosevelt, qui fut, lui aussi, contraint de se déplacer sur un fauteuil roulant.

Il semble que chez M. Schauble, l'attentat ait produit des effets psychologiques traversés de ceux que l'on avait pu constater chez M. Oskar Lafontaine, qui fut poignardé en avril 1990 par une déséquilibrée. Alors que le ministre-président de Sarre, qui s'est fort bien remis physiquement, était saisi d'une sorte d'angoisse existentielle l'amenant à s'interroger sur le sens de la vie, M. Schauble était, lui, rendu encore plus ambitieux et volontaire par le défi de sa diminution physique.

Une hécatombe parmi les prétendants

On l'a vu mener de main de maître de difficiles négociations avec les syndicats de la fonction publique, et il a récemment posé sa candidature à la présidence du groupe parlementaire CDU/CSU, dont le titulaire, M. Alfred Dregger doit se retirer pour raison d'âge à la fin de l'année. Il lui arrive même, rapporte le Süddeutsche Zeitung, de faire de l'humour noir sur son infirmité avec M. Lambsdorff, le chef des libéraux qui a une jambe artificielle : «J'ai moins de mal que toi à supporter les réceptions debout!» lui a-t-il lancé.

Il est difficile de donner tout à fait tort au chancelier lorsqu'il affirme que M. Schauble est le seul membre de la CDU qui puisse prétendre aujourd'hui à la chancellerie. L'an passé, on a constaté une hécatombe parmi les «papabiles»

chrétiens-démocrates : M. Lothar Späth est tombé à cause de ses liens financiers trop étroits avec les industriels de son Land, le Bade-Württemberg. M. Walter Wallmann s'est retiré de la vie politique après sa défaite électorale en Hesse, et l'ancien secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler paie encore sa tentative de putsch contre M. Kohl de l'été 1989.

Seul M. Kurt Biedenkopf, vieil adversaire du chancelier dans la CDU du début des années 80 fait un retour remarqué comme ministre-président de l'un de ces fameux «nouveaux Lander», la Saxe. Cette mise en orbite de M. Schauble par le chancelier pour une succession dont il n'a, bien entendu pas fixé l'échéance, est peut-être aussi une manière d'empêcher M. Biedenkopf, pour lequel Helmut Kohl a une aversion marquée, de se frayer un chemin vers le sommet.

LUC ROSENZWEIG

Ouverture du procès de Mathias Rust. - La cour d'assises de Hambourg a ouvert, lundi 15 avril, le procès pour tentative de meurtre de Mathias Rust, le jeune pilote allemand qui s'était rendu célèbre en se posant en avion sur la place Rouge en mai 1987. Agé aujourd'hui de vingt-trois ans, il est accusé d'avoir frappé de deux coups de couteau, en novembre 1989, un élève infirmier de dix-huit ans qui lui refusait un baiser, alors qu'il effectuait son service civil dans un hôpital de Hambourg. Le procès doit durer trois jours. Mathias Rust risque une peine de trois à vingt ans de prison. - (AFP)

ITALIE : nouvelle crise

Le Parti républicain refuse de soutenir la coalition gouvernementale

Moins de trois jours après sa naissance, le cinquième gouvernement transalpin depuis la guerre a perdu, lundi soir 15 avril, le soutien du Parti républicain, l'une des cinq formations qui s'étaient engagées à lui voter la confiance. L'écroulement de cette crise, qui n'a pas de précédent dans l'histoire de la République, a contraint M. Giulio Andreotti, le président du conseil, à repousser d'un jour au moins la présentation de son cabinet au Parlement.

ROME

de notre correspondant

Après cinq longues heures de réunion, les instances dirigeantes du Parti républicain, s'estimant trahies par M. Andreotti qui avait promis le ministère des postes et télécommunications à l'un des leurs, avant de l'attribuer «par surprise» à un social-démocrate, ont finalement décidé de sortir de la majorité. Le ministère en cause est certes d'importance puisque lui devra attribuer les fréquences de radios et télévisions prévues dans le cadre de la nouvelle loi sur l'audiovisuel.

Ce que M. Giorgio La Malfa, secrétaire général démissionnaire du Parti républicain, n'a pas admis, c'est de s'être fait piéger comme un débutant par celui qu'on appelle ici «Belzebuth», à savoir M. Andreotti. Lui le leader du parti le plus proche de la démocratie chrétienne, lui qui s'était tant battu pour que la coalition au

pouvoir soit reconduite et que soit ainsi épargné au pays une nouvelle élection générale anticipée, le voilà aujourd'hui qui ouvre une nouvelle crise pour laver ce qu'il appelle «une inacceptable offense politique». Il a rappelé «la violation grave des engagements pris et des rapports de confiance qui doivent, selon lui, régner à l'intérieur de la coalition», puis a déclaré, qu'en conséquence, son parti n'était «pas en mesure de voter la confiance au gouvernement».

Interrogé cependant sur le point de savoir si ses députés républicains - un peu moins de 5 % de l'Assemblée - voteraient contre le pouvoir, en compagnie de l'opposition, M. La Malfa, soucieux de ne pas fermer toutes les portes à un éventuel arrangement de dernière minute, a prudemment

répondu : «Nous verrons». Le document approuvé par les quarante-cinq membres de la direction rappelle d'ailleurs fort à propos qu'en l'état actuel des choses «il n'y a pas de solution alternative à l'actuelle majorité de gouvernement» et qu'en conséquence les républicains continueront «de rechercher une issue positive à la crise de manière à éviter des élections anticipées». Arithmétiquement parlant, le gouvernement tout frais de M. Andreotti, même amputé de trois ministres républicains, jouit encore de la confiance et de la participation de quatre partis : la démocratie chrétienne, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux qui forment toujours une confortable majorité parlementaire.

PATRICE CLAUDE

HONGRIE : un ex-communiste remporte une élection partielle. - L'élection d'un candidat du Parti socialiste (PSH, ex-communiste) dans une législature partielle à Budapest et le boycottage massif de deux autres scrutins partiels, dimanche 14 avril, sont considérés par les observateurs comme un sévère avertissement aux conservateurs au pouvoir en Hongrie mais aussi à l'opposition libérale, un an à peine après les premières élections libres depuis 1947. Dans la capitale, M. Pal Fiko, un imprimeur de 32 ans, membre du PSH formé par l'aide réformatrice de l'ancien Parti communiste, emporte le siège qui était détenu par M. Gabor Demszky, le maire libéral

de Budapest, avec plus de 13 % d'avance sur les autres formations politiques. A peine plus de 25 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. - (AFP)

BULGARIE : vingt mille manifestants demandent à Sofia, la tenue d'élections anticipées. - Quelques vingt mille manifestants, rassemblés lundi 15 avril dans le centre de Sofia, ont demandé la tenue d'élections législatives en juin pour mettre fin à la majorité absolue du parti socialiste (PSB, ex-communiste) au Parlement. Selon un sondage effectué au début d'avril, 33 % des Bulgares voteraient actuellement pour l'opposition contre 25 % pour le PSB. - (AFP)



Première notation
de SICAV françaises.

Les SICAV monétaires de La Poste
remportent la note **AAAm.**

Qui a fait **O**h?

Pour la première fois, une agence indépendante, Standard & Poor's - ADEF, a évalué des SICAV françaises. Cette pratique est courante dans de nombreux pays et La Poste a décidé d'y soumettre ses deux SICAV monétaires. Au terme de cette analyse, Latitude et Poste Gestion ont remporté la meilleure note: AAAm. Cette note couronne non seulement la qualité de la gestion de ces SICAV depuis leur création, mais aussi la sécurité apportée par le dépositaire (la Caisse des dépôts et consignations).

C'est un prix d'excellence qui ne surprendra certainement pas les 22 millions de clients qui font confiance à La Poste pour la gestion de leur compte et de leur patrimoine.

*Pas de problème,
La Poste est là.*

AUTRE, SOUS, L'AMÉRIQUE, DIRECTOR, 04/91

هكذا ان الاصل

DIPLOMATIE

En visite d'Etat au Japon

Le président Gorbatchev va tenter de dissiper la méfiance réciproque

L'empereur Akihito et l'impératrice du Japon ont accueilli mardi 16 avril le président soviétique et M. Gorbatchev, en visite d'Etat pour quatre jours au Japon, au cours d'une brève cérémonie solennelle organisée devant le palais d'Akasa, à Tokyo.

TOKYO

de notre correspondant

Depuis la visite, il y a exactement un siècle, du tsarévitch Nicolas Alexandrovitch, futur tsar Nicolas II, aucune personnalité russe de marque ne s'est rendue au Japon. M. Gorbatchev est le premier dirigeant soviétique à fouler le sol nippon. Mais alors que la visite du tsarévitch n'est restée dans l'histoire qu'en raison de la tentative d'attentat dont fut victime le prince à Otsu, celle de M. Gorbatchev ouvrira un nouveau chapitre des relations nippo-soviétiques.

Quels que soient les résultats immédiats de cette visite, la nature des relations entre les deux pays — encore prisonniers du carcan de la guerre froide, qui en a fait les seuls belligérants du second conflit mondial à ne pas avoir de traité de paix — ne seront plus les mêmes. Un compromis sur la question posée par les Kouriles du Sud, occupées par les Soviétiques depuis 1945 et revendiquées par les Japonais, est la condition de ce rapprochement, mais, plus profondément, il faudra aussi surmonter une vieille méfiance réciproque. Depuis Gengis Khan, les Russes ont eu plus de déboires que de satisfactions avec les Asiatiques. Le Japon coula leur flotte en 1905, Mao Zedong les trahit, et Tokyo s'est drapé depuis la guerre dans un irrédentisme sans nuance.

Les Japonais ont toujours perçu les Russes comme une « menace », depuis qu'à la fin du dix-huitième

siècle un Hongrois à la tête d'une bande de marins en rupture de ban, échappés du Kamchatka, sema la panique en Hokkaido en brandissant le spectre d'une invasion par le nord. La brutale rupture par Staline du pacte de non-agression nippo-soviétique, l'entrée en guerre de Moscou au lendemain du bombardement d'Hiroshima, la poursuite des hostilités après la reddition japonaise (qui aurait fait 200 000 morts en Mandchourie), et enfin la détention dans les camps staliniens de 600 000 prisonniers dont un dixième sont morts, n'ont pas amélioré l'image des Soviétiques dans l'opinion publique nipponne.

M. Gorbatchev devrait exprimer à Tokyo son regret pour ces détentions. Il a déjà fait un geste de réconciliation à Khabarovsk (Extrême-Orient soviétique), première étape de son voyage, en se rendant au cimetière japonais. Il doit en outre apporter avec lui la liste des morts dans les camps et la localisation des tombes identifiées.

Un dialogue délicat

Des gestes qui témoignent du changement de climat entre les deux pays. Cette évolution a pour toile de fond un souci partagé par Moscou et Tokyo de dégelé les relations nippo-soviétiques de l'impasse. Le Pacifique est clairement l'un des axes de la politique de M. Gorbatchev depuis son discours de Vladivostok en 1986. La crise économique de l'URSS ne rend que plus impératif une ouverture sur la région la plus dynamique du monde économique, riche en capital et en technologies.

Pour Tokyo, tisser de meilleures relations avec l'URSS est également un impératif. Les Japonais craignent notamment que les industriels coréens, très actifs dans l'Extrême-Orient soviétique, ne leur taillent

des croupières. Bien qu'encre de la mer du Japon, le projet d'une zone économique de la mer du Japon, où se conjugueraient capitaux et technologies nippons et coréens, main-d'œuvre chinoise et ressources naturelles soviétiques, suscite des appétits.

Mais s'il existe un souci partagé de rapprochement, le dialogue s'annonce délicat. Pour M. Gorbatchev, le succès de cette visite dépend de son habileté à obtenir le plus d'engagements économiques possible en échange d'un minimum de concessions politiques, tandis que pour Tokyo il s'agit d'obtenir le maximum sur la question territoriale.

Le président soviétique n'entend pas « passer pour un traître » vendant le territoire, comme il l'a dit à Khabarovsk. Il veut sortir les relations nippo-soviétiques de l'impasse, mais s'il concède trop il ébranlera davantage sa position sur le plan intérieur. Le dynamique gouverneur de Sakhaline, M. Vladimir Fedorov, hostile à la moindre concession territoriale, ne fait pas partie de la suite de M. Gorbatchev. Il n'en est pas moins à Tokyo, multipliant les interviews. La question territoriale est si complexe du fait que les Kouriles dépendent administrativement de la République de Russie et que M. Eltsine a donc aussi son mot à dire.

Les entretiens préliminaires à cette visite semblent avoir dégagé une voie permettant de sortir les relations nippo-soviétiques de l'ornière : reconnaissance officielle par le côté soviétique de l'existence d'un contentieux territorial (ce que Moscou a virtuellement admis) et accord formel pour entamer des négociations sur cette question. Ce qui signifierait un retour à la déclaration commune de 1956, rédigée à l'occasion de la restauration des relations diplomatiques entre les deux pays.

Si la voie pour sortir de l'impasse paraît tracée, la suite — l'échec des négociations, la date de la signa-

ture d'un traité de paix, le compromis qui pourra être envisagé pour les deux autres îles (Kunashir et Itoupou) — l'est beaucoup moins. Une formule consisterait à inscrire cette question dans le cadre plus large d'un nouvel ordre stratégique dans la région, axé sur une délimitation de la zone, les îles bénéficiant d'un statut à définir de condominium.

M. Gorbatchev devrait proposer à Tokyo un accord de sécurité multilatéral pour la région Asie-Pacifique, comportant une diminution du potentiel militaire soviétique et l'organisation d'une conférence tripartite avec les Etats-Unis, destinée à réduire la tension, et étendue à des consultations avec l'Inde et la Chine.

Afin de favoriser un compromis, les Japonais semblent prêts à se montrer plus souples sur le principe du lien entre questions économiques et contentieux territorial. Il a été d'ores et déjà décidé qu'indépendamment de toute évolution concernant les « territoires du nord », le Japon fournira une aide de 500 millions de dollars à l'URSS, sous forme de crédits à l'exportation et de crédits non liés.

PHILIPPE PONS

Un homme armé d'un poignard a été arrêté à proximité de la résidence de M. Gorbatchev. — Un homme armé d'un poignard, soupçonné par la police d'être un militant d'extrême droite, a été arrêté mardi 16 avril non loin du palais des hôtes étrangers où le président soviétique Gorbatchev doit résider durant sa visite à Tokyo, ont indiqué des sources policières. Une manifestation de l'extrême droite s'est d'autre part déroulée dans un parc du centre de Tokyo. — (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : en réponse au processus de démantèlement de l'apartheid

Les Douze lèvent partiellement les sanctions contre le régime de Pretoria

Les ministres des affaires étrangères des Douze se sont mis d'accord, lundi 15 avril, à Luxembourg, pour lever une partie des sanctions encore en vigueur contre le régime de Pretoria. Cette décision autorise à nouveau les importations dans la CEE d'acier, de fer et de pièces d'or en provenance d'Afrique du Sud, qui étaient interdites depuis 1986. Seul reste en vigueur l'embargo sur les ventes d'armes et le pétrole. Les Douze ont pris cette décision à la suite de la présentation, le mois dernier, par le gouvernement sud-africain, devant le Parlement, de textes abolissant les lois sur l'habitat séparé et sur la terre, considérées comme les piliers du régime d'apartheid.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

SKS L'Afrique du Sud redresse la tête et pourra bientôt, selon une expression chère au président Frederik De Klerk, « regarder la communauté internationale dans les yeux ». En décembre, la CEE décidait de lever les interdictions sur les nouveaux investissements. Fin mars, une délégation du Comité international olympique laissait entendre que les Springboks pourraient être invités, sous certaines conditions, à participer, en 1992, aux Jeux olympiques de Barcelone. La décision européenne vise encore à récompenser le régime de Pretoria pour s'être engagé sur la voie de l'abolition de l'apartheid.

« Les gouvernements européens ont respecté leur parole », a commenté M. De Klerk, jugeant qu'il s'agit là d'une étape importante pour « l'Afrique du Sud et ses peuples » sur la voie du redressement économique. Le ministre des finances, M. Barend du Plessis, s'est réjoui de voir son pays de nouveau en mesure de faire jeu égal avec d'autres exportateurs d'acier et de pièces d'or. Il a émis l'espoir que la décision européenne

inciterait à « la levée définitive des sanctions ailleurs dans le monde ».

Le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, s'est félicité du courage de la Communauté européenne, qui agit en faveur de « la stabilité économique et politique de l'Afrique du Sud et de l'Afrique australe, et dans l'intérêt des individus dont l'avenir dépend du développement économique ». Le jour où « le démantèlement de l'apartheid est devenu irréversible, la levée des sanctions est devenue inéluctable », a-t-il conclu.

Une décision « inappropriée »

Les milieux d'affaires ont réagi avec la même rapidité que les hommes politiques. La Chambre des mines a rappelé qu'à cause des sanctions « un nombre considérable d'emplois, plus spécialement dans les mines de charbon, ont été supprimés ». Pour la Chambre de commerce d'Afrique du Sud, « les sanctions appartiennent déjà au passé ». Selon le vice-président de l'Anglo-American, M. Leslie Boyd, « la réouverture des marchés européens aux exportateurs sud-africains ne pourrait pas tomber à un meilleur moment ».

Avant 1986, entre 400 000 et 500 000 tonnes d'acier sud-africain étaient exportées vers l'Europe. « Aux prix et taux de change d'aujourd'hui, cela représente environ 350 millions de rands », a expliqué M. Boyd qui croit possible de revenir à « ce niveau d'exportation dès l'an prochain ». Constatant que les Etats-Unis sont maintenant « le seul marché significatif toujours fermé à l'acier sud-africain », il a émis l'espoir que « la loi américaine qui régit les sanctions sera abrogée au cours du prochain semestre ».

Le Congrès national africain (ANC), qui plaide pour le maintien des sanctions, sans trop se faire d'illusions, a jugé la décision européenne « inappropriée ». Un porte-parole du mouvement nationaliste a expliqué que l'ANC allait se lancer dans une campagne bilatérale d'explications pour essayer de faire revenir chaque pays de la Communauté sur sa décision.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Après la réunion de Luxembourg

Les Douze restent divisés sur l'union politique européenne

Les Douze restent divisés quant à l'opportunité de progressivement mettre en œuvre une politique de défense commune et cela constitue le principal obstacle à surmonter par la conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité devant transformer l'actuelle Communauté en une union politique. Ils divergent aussi fortement sur l'étendue des nouveaux pouvoirs à accorder au Parlement européen. Dans les deux cas, c'est le Royaume-Uni qui se montre le plus réticent à aller de l'avant.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Les ministres des affaires étrangères des Douze ont travaillé lundi 15 avril sur la base de deux textes de compromis informels qui leur étaient soumis par la présidence luxembourgeoise. Le premier concerne la politique étrangère et de sécurité commune (la PESC), comme on l'appelle désormais, le second le pouvoir de codécision, en matière législative, à accorder au Parlement.

Il appartiendra au Conseil européen d'indiquer les domaines dans lesquels les Douze souhaitent mener des actions communes en matière de politique étrangère et d'en définir alors les principales orientations. Le projet luxembourgeois suggère que les décisions de mise en œuvre soient arrêtées par les ministres des affaires étrangères, à la majorité qualifiée. Quatre pays, à savoir le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande et le Portugal, préfèrent — et c'est un premier clivage important — qu'on maintienne en la matière l'obligation d'unanimité.

Le projet luxembourgeois traite en termes vagues et peu engageants, le volet défense et sécurité. « C'est un compromis tout à fait minimal », a estimé le ministre espagnol, « le seuil de crédibilité est à peine atteint », a affirmé son collègue grec. Au stade de cet accord, on attendait une hypothétique politique de défense commune, le lien

établi par ce projet entre l'union politique et l'UEO (Union de l'Europe occidentale) est des plus légers. « Une vraie coquille vide », déplorait un haut fonctionnaire de la Commission. Huit pays souhaitent que le traité fasse explicitement référence à une politique de défense européenne et estiment que, de manière générale, le projet luxembourgeois est trop timide.

Divergences persistantes

Quatre Etats membres — les pré-crits — récusent l'idée d'une subordination de l'UEO à l'union politique. Les Britanniques entendent qu'en matière de défense les choses restent en l'état. A leurs yeux, les auteurs du traité seraient bien inspirés d'indiquer que les questions de sécurité ayant des implications militaires « restent dans la compétence de l'UEO et de l'OTAN ». Ces divergences persistantes ne troublent pas outre-mesure les participants. Certains décèlent, sans doute non sans raison, une amorce de mouvement chez les Danois, voire chez les Irlandais.

Le Royaume-Uni, le Danemark et le Portugal sont hostiles à l'idée d'accorder au Parlement européen un large droit de codécision en matière législative, aux côtés du conseil des ministres. L'Allemagne et l'Italie plaident au contraire avec force dans ce sens. « Il n'est plus admissible que l'institution qui est l'expression de la volonté de nos citoyens soit tenue en marge du processus législatif de la Communauté et que le dernier mot reste dans ce processus au seul conseil. Le Parlement européen doit fondamentalement pouvoir participer à un tel processus, à égalité de droit avec le conseil » lit-on dans une déclaration commune transmise voici quelques jours par MM. Hans-Dietrich Genscher et Gianni De Michelis, les ministres allemand et italien. Les Belges, les Néerlandais et les Grecs les soutiennent, tandis que les Français défendent une position nuancée.

PHILIPPE LEMAITRE

Au cours d'un bref voyage à Pékin

L'ancien président Jimmy Carter a fait preuve d'une grande fermeté sur la question des droits de l'homme

PÉKIN

de notre correspondant

Après M. Richard Nixon, qui, face aux dirigeants chinois, n'avait pas hésité à employer un langage très ferme sur la question des droits de l'homme immédiatement après Tienanmen en 1989, l'ancien président Jimmy Carter, autre « vieil ami » de Pékin, s'est permis de leur tenir des propos de la même portée.

Au cours d'une brève visite à Pékin achevée lundi 15 avril, M. Carter a déclaré qu'il tenait le premier ministre Li Peng personnellement responsable d'une promesse que celui-ci lui avait faite, permettant aux quelque cinquante mille étudiants chinois qui se trouvent aux Etats-Unis de revenir en Chine sans crainte d'être emprisonnés pour leurs convictions politiques.

Il n'est pas clairement établi que, dans l'esprit des dirigeants chinois, cette promesse s'applique aux activistes de l'opposition en exil qui ont fui illégalement le pays en 1989. Toutefois, M. Carter a été d'une fermeté jusqu'à présent inégalée par un personnage public étranger de ce rang, sur la question ultrasensible des droits de l'homme. M. Carter a refusé la conception occidentale. Le régime, a-t-il jugé, a « réagi de manière excessive » à l'agitation en 1989 et se doit à présent de prononcer un

« Coopération nucléaire sino-algérienne » à des fins pacifiques. — L'Algérie et la Chine entretiennent une coopération scientifique dans le domaine nucléaire à des « fins exclusivement pacifiques », a indiqué, samedi 13 avril, l'agence APS, citant un responsable du ministère des affaires étrangères. Le quotidien américain, Washington Times, avait indiqué, jeudi, que l'Algérie mettrait au point, avec l'aide de la Chine, un programme d'armement nucléaire, comportant notamment la construction d'une centrale nucléaire sur la côte méditerranéenne. — (AFP.)

Le sommet américano-soviétique et le désarmement. — Le président

amnistie générale à l'intention de tous les dissidents non violents détenus. M. Carter s'est vu rétorquer par ses interlocuteurs, dont le secrétaire général du parti communiste, M. Jiang Zemin, que les droits de l'homme prioritaires ici étaient ceux de se nourrir, d'exister souverainement et de se développer.

Ce à quoi il a répondu que la réforme économique et le progrès de la liberté d'entreprise comportent « de manière quasi inhérente et inévitable un élément de réforme sociale ».

La mise en œuvre de ce discours pourrait donner lieu à de nouvelles complications sino-occidentales si, comme l'a dit M. Carter, le professeur Fang Lizhi a bien l'intention de revenir en Chine « en citoyen loyal, afin de reprendre sa vie d'ancien enseignant et de chercheur » en astrophysique. Le savant dissident et son épouse, Mme Li Shuxian, avaient trouvé refuge dans l'ambassade américaine à Pékin avant d'être autorisés, l'an dernier, à gagner les Etats-Unis. La manière dont pourraient être traités les dissidents exilés en cas de retour en Chine pèserait lourd, au Congrès américain, sur le débat imminent concernant le renouvellement, dans les échanges commerciaux sino-américains, de la clause de la nation la plus favorisée, dont Pékin a un besoin vital.

FRANÇOIS DERON

George Bush fait dépendre la tenue d'un sommet américano-soviétique du règlement des problèmes concernant le traité sur les armes conventionnelles en Europe (CFE) et non de la signature d'un accord de désarmement stratégique (START), a indiqué, lundi 15 avril, la Maison Blanche. « Nous sommes très préoccupés par le traité CFE (...). Il est juste de dire qu'il nous faudra résoudre des problèmes majeurs à ce propos avant que nous soyons prêts à tenir un sommet », a déclaré M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. Un sommet, prévu pour février dernier à Moscou, avait été reporté officiellement en raison de la guerre du Golfe et de la lenteur des négociations sur le désarmement. — (AFP.)

EN BREF

ALGERIE : les islamistes lancent un avertissement à l'armée. — Le Front islamique du salut (FIS) « combattrait l'armée » jusqu'à l'annulation de celle-ci pour l'empêcher d'organiser une grève générale, a annoncé, dimanche 14 avril, à Tlemcen, M. Abassi Madani. Le chef du FIS, dont les propos sont rapportés, lundi, par le quotidien, le Soir d'Algérie, a, en outre, menacé le président Chadli d'appeler au « djihad » (guerre sainte), dans le cas où il ne répondrait pas à son exigence d'organiser dans les trois mois des élections législatives et présidentielle anticipées. Quant au Front de libération nationale (FLN), il reste « réservé » sur d'éventuelles alliances avant les prochaines élections législatives, mais il appellera à une « large coalition nationale » pour former le nouveau gouvernement après cette échéance, a annoncé son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri. — (AFP.)

AFGHANISTAN : le président Najibullah offre une amnistie générale aux réfugiés. — Le chef de l'Etat afghan a offert, lundi 15 avril, une amnistie générale à tous les ressortissants vivant à l'étranger qui accepteraient de retourner au pays. Un porte-parole officiel a assuré que tous ceux qui choisiraient de revenir seraient libres de quitter à nouveau le pays. Cette offre, selon le ministère des affaires étrangères, concerne tous les Afghans qui ont quitté l'Afghanistan avant le 21 mars dernier « pour quelque raison que ce soit ». — (AFP.)

BÉNIN : retour à Paris du président pour des soins médicaux. — M. Nicéphore Soglo, le nouveau chef de l'Etat, a quitté Cotonou, samedi 13 avril, pour la France afin d'y recevoir des soins et d'y prendre « surtout du repos », comme il l'a dit dans une allocution radiodiffusée, prononcée avant son départ. Il est monté à bord d'un avion militaire français, soutenu par son aide de camp, M. Soglo qui avait contracté une crise de sciatique, avait déjà été soigné, fin mars, à l'hôpital parisien du Val-de-Grâce. — (AFP.)

HAITI : un mort lors de pillages. — Une personne a été tuée et plusieurs autres ont été blessées par les forces de l'ordre lors de scènes de pillage qui se sont déroulées lundi 15 avril à Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays. Environ un millier de manifestants, des jeunes des quartiers populaires, qui entendaient protester contre la vie chère et d'éventuels stockages de riz par des particuliers, ont participé à ces pillages. — (AFP.)

MAROC : grâce royale pour 555 détenus. — Le ministère marocain de la justice a annoncé, lundi 15 avril, que le roi Hassan II a gracié 555 détenus — dont l'identité n'est pas connue — à l'occasion de la fête de l'Aïd el Fitr qui marque la fin du ramadan. — (AFP.)

TOGO : ouverture d'une enquête. — Le gouvernement a décrété un deuil national, mardi 16 avril, à la mémoire des dizaines de personnes retrouvées mortes, la semaine dernière, dans la lagune de Lomé. Les habitants du quartier de Bè rendent les soldats responsables de leur mort. Le gouvernement a démenti toute implication de militaires et annoncé l'ouverture d'une enquête dont les conclusions seront rendues publiques. D'autre part, l'agence Reuter a démenti une dépêche dont nous nous étions fait l'écho dans nos premiers éditions du 16 avril, selon laquelle le président Eyadéma avait prononcé, lundi, un discours pour annoncer une accélération du processus de démocratisation. — (AFP.)

ZAIRE : mot d'ordre de grève générale. — L'Union pour la démocratie et le progrès (UDPS), a lancé, lundi 15 avril, un mot d'ordre de grève générale pour le 22 avril au cours d'un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dans un stade de la banlieue de Kinshasa. D'autre part, une personne blessée au cours d'une réunion politique, samedi, à Lubumbashi, a succombé, lundi, a annoncé le gouverneur de la province du Shaba. — (Reuter.)

سكنا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

نوعا من الامم

Le gouvernement s'empresse auprès des élus de la Réunion

par an » pour rattraper le retard sur la métropole en matière d'encadrement dans l'enseignement secondaire, l'engagement de l'Etat de financer dix mille logements neufs par an, un renforcement de la démocratie locale par la création d'arrondissements communaux ou de communes nouvelles.

**Chorus
contre M. Sudre**

Le Président du conseil général, M. Eric Boyer qui présidera la séance, partira dès la semaine dernière, la représentation départementale de l'UFPE, et le président du conseil régional, M. Pierre Lagourgue, ancien député UDF, sont également choristes contre le président-directeur général de Télé-France-2, M. Jacques Chénou, qui a déclaré : « Je suis tous deux comme un homme « dangereux ». Ils ont fait savoir, lundi, au cours d'un déjeuner de presse, qu'ils s'opposeraient fermement à tout montage qui permettrait à celui-ci de jouer un rôle de premier plan dans la situation politique que traverse la région. Les deux présidents sont toutefois partagés sur une telle opportunité. De l'avis de M. Lagourgue, le marché des réunions de la publicité est trop étroit pour rendre viable une quatrième chaîne de télévision, sans parler de royaumes de la presse écrite. M. Boyer se montre plus nuancé.

Les considérations de politique locale risquent de peser, toutefois, sur ces rencontres de travail. Evoquant à la fois les divers entretiens accordés la semaine dernière à M. Sudre par l'Elysée et le ministre des DOM-TOM et le rendez-vous accordé, mardi à 12 heures, par le président de la République à son maître socialiste de Saint-Denis de la Réunion, M. Gilbert Annette, M. Eysiey, mis en garde contre l'existence d'un « circuit parallèle » : « Les risques d'être marginalisés, ce n'est pas souhaitable, a-t-il déclaré. Nous ne pouvons pas nous permettre un échec. Il faut que toutes les forces de la Réunion s'entendent. »

Le Parti communiste de l'île prédit de nouveaux troubles sociaux

formule du président socialiste de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Michel Sapin : « accompagné » les émeutes de Chaudron, M. Vergès se pare comme un caméléon, suivant les circonstances, des habits de l'apprenti sorcier ou de ceux du météorologue.

L'« explosion » sociale ? C'est fait des années que nous en parlons, dit-il. Ce n'est pas parce que le météorologue annonce le cyclone qui se prépare qu'on peut l'accuser d'en être l'origine. Il est vrai que le secrétaire général du PCR est l'un des rares hommes politiques locaux à développer une vision à long terme pour la Réunion en affichant un certain mépris pour les petites querelles où complaisamment se complaisent d'autres élus, droite comme à gauche, y compris dans les rangs communistes. « Il est trop tard », aime à dire M. Vergès, qui revendique l'organisation d'états généraux du développement à la Réunion.

M. Poher saisit le Conseil constitutionnel

Le secrétaire général du PCR est accusé de jouer aux apprentis sorciers depuis qu'il a prêté quitus à l'ancien ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, à la Réunion. Il a évoqué notamment la situation difficile des planteurs de canna à sucre et le tollé des responsables d'un temple de la Réunion, Saint-André, pour le sens de voir le tracé d'une route, quatre fois passer directement à l'arrière d'un lieu de culte. Le secrétaire général du PCR s'est fait également, par avance, le porte-parole des chômeurs qui ne sauraient accepter « sans réagir » que des ouvriers indiens viennent travailler sur le territoire d'une centrale minière. Il a aussi évoqué l'indignité de la non-prise en considération de la canna à sucre) en cours de construction près de l'usine sucrière de Bois-Rouge.

En tentant de prendre ainsi le
devants du mécontentement popu-
laire, le PCR renoue avec une tra-
dition qui veut qu'il se présente
comme l'héritier naturel du com-
bat des anciens esclaves du temps
de la colonie.

ALIX BLONDI

هكذا من الاعمال

POLITIQUE

Le manifeste pour la « refondation »
de la gauche

M. Fiterman
se défend de créer
une « tendance communiste »

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, a commenté la publication du manifeste « Refondations » diffusé lundi 15 avril, à l'initiative de M. Charles Fiterman, par trente-deux personnalités favorables à une reconquête de la gauche, en estimant que cette initiative « peut être positive à condition qu'il y ait une idée de rassemblement et non pas de division ». M. Queyranne a ajouté : « Le rôle du PS est de jouer cette refondation de la gauche, je ne crois pas qu'on puisse construire une troisième force de gauche à côté du PS et du PC ».

M. Charles Fiterman devait s'expliquer, mardi matin 16 avril, devant les autres membres du bureau politique du Parti communiste, à propos de la diffusion du manifeste paru dans le Monde daté du même jour, dont l'Humanité a publié des extraits en rappelant les propos tenus à ce sujet, dès dimanche, sur RMC, par M. Georges Marchais.

« Petit reproche »

Répondant au secrétaire général du PCF, qui lui avait fait le « petit reproche » de rester « un peu trop au bord de la route » et de regarder « passer le train », l'ancien ministre des transports, qui était à son tour, mardi, l'invité de RMC, a notamment déclaré : « S'il s'agit de s'insérer dans le train des décisions prises par la majorité du parti, (...) de me demander de renoncer à mes convictions et de m'aligner, alors, non, ce n'est pas possible. Je ne le ferai pas et je ne crois pas que cela corresponde à l'intérêt du parti. S'il y a un débat d'orientation, très bien, et je suis prêt, modestément, à prendre ma place dans cet effort. Mais il faut que les propos soient suivies d'actes concrets ».

M. Fiterman a souligné que le manifeste ne constituait « ni une tendance communiste ni une machine de guerre contre les formations existantes », encore moins l'embryon d'un « nouveau parti », mais un appel à la réflexion et à la construction de « terrains de rassemblement nouveaux » lancés par des hommes et des femmes qui constatent que dix ans après l'élection de François Mitterrand la déception est immense, que des milliers de gens se détournent de l'action politique, ce qui crée une situation dangereuse, et qui souhaitent plus de justice, plus de démocratie, plus de fraternité. Je ne vois pas, a conclu l'ancien ministre, en quoi cela pourrait gêner qui que ce soit ».

Ancien dirigeant
de la Résistance immigrée

Edouard Kowalski
est mort

Edouard Kowalski, qui avait été, avant et pendant la guerre, l'un des dirigeants des organisations du Parti communiste parmi les immigrés, est mort le 5 avril dernier à Varsovie, où ses obsèques ont eu lieu le 13 avril. Samuel Goldziuk, dit Edouard Kowalski, dit Tchorny (le Monde du 16 avril), était né en Pologne en 1905 et avait émigré, dans les années 20, en France. Militant communiste, il dirigeait le « groupe de langue yiddish de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) », structure du PCF regroupant les adhérents étrangers. Journaliste, bon orateur, il entretenait des relations avec la Ligue contre l'antisémitisme de Bernard Lecache et avec des parlementaires de plusieurs groupes de gauche.

Pendant l'Occupation, numéro trois des Francs tireurs et partisans-MOI, sous la direction de Louis Grojnowski, dit Brunot, Edouard Kowalski avait joué un rôle important dans l'organisation de la résistance communiste à Paris. Bien que peu respectueux des consignes de sécurité, il avait échappé aux arrestations. En 1948, il avait été de ceux qui, à la demande du PC polonais, avaient rejoint leur pays d'origine pour y être les cadres de la « construction du socialisme ». Il avait subi, en 1967, la vague d'épuration antisémite déclenchée par la direction du parti dans l'appareil d'Etat polonais et avait été mis à la retraite, mais il était resté à Varsovie.

P. J.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
45-55-91-82, poste 4336

Urbatechnic à livre ouvert

Suite de la première page

L'affaire Urbatechnic peut se lire à livre ouvert. Au-delà du débat légitime sur le dessaisissement expéditif d'un juge d'instruction, son récent rebondissement judiciaire tient du faux « scoop ». Redécouvert par le juge marseillais Thierry Jean-Pierre, grâce au témoignage du journaliste Jean Montaldo, les célèbres cahiers manuscrits de M. Joseph Delcroix, où le fonctionnement quotidien d'Urbatechnic est décrit par le menu, sont sur la place publique depuis un an et demi (le Monde du 10 octobre 1989).

Aucun fait nouveau non plus dans les déclarations d'un ancien député régional d'Urbatechnic pour les Pays de la Loire, entendu sans avocat par M. Jean-Pierre à la veille de sa perquisition discutable au siège national du bureau d'études-chargé du financement du PS. Elles n'offrent guère qu'une version sommaire de ce qui a déjà été amplement reconnu par les dirigeants d'Urbatechnic, minutieusement détaillé dans le cabinet parisien de M. Pierre Culié, chargé d'instruire l'affaire des fausses factures de la SORMAE, enregistré sur procès-verbal, dévoilé par la presse depuis plus d'un an et, parfois même, confirmé par les intéressés lors d'entrevues.

Ainsi, le 29 septembre 1989, M. Delcroix, ancien directeur administratif d'Urbatechnic, répondait aux questions de M. Culié. Extraits : « Ce que nous appelons entre nous les retombées, c'est l'argent qui va au Parti socialiste. (...) Notre société a été créée pour moraliser les circuits d'argent alimentant le PS. (...) C'est une décision du PS : 40 % étaient pour les frais de fonctionnement des structures, 30 % pour la trésorerie nationale et 30 % pour l'écologie régionale, du moins en principe. (...) Je n'ai pas accès à la comptabilité des dépenses et donc à ce que nous appelons l'irrigation ou les retombées en faveur du PS. Tout est centralisé dans les services parisiens du GIE sous la responsabilité de Gérard Monard ».

PDG d'Urbatechnic et de Gracco, ainsi qu'administrateur du GIE GSR, M. Monard est interrogé à son tour par M. Culié, le 20 octobre 1989. Extraits : « Nous sommes surtout en rapport avec des municipalités socialistes ou de gauche. En fait, tout le monde dans le bâtiment sait qui je suis et n'ignore pas qu'il y a une liaison entre Urbatechnic et le PS, même si elle n'est que morale et non structurelle. (...) Il est exact que

la vocation de notre groupement, et par conséquent d'Urbatechnic, est de participer au financement du PS et de ses fédérations. (...) Peut-on dire que vous avez redistribué, pour le financement du PS et de ses campagnes électorales, 60 % des factures encaissées ? », demande M. Culié. Réponse : « En 1988 et 1989, oui, mais pas en 1987 où mon chiffre d'affaires a été trop faible pour dégager une telle marge ».

Et pour que tout soit bien clair, l'ancien leader syndical policier précise : « Je pourrais aussi bien sponsoriser des équipes sportives. Au lieu de cela, je sponsorise le Parti socialiste. (...) Un mois et demi plus tard, le 6 décembre 1989, dans une interview au Monde publiée la veille du vote en première lecture à l'Assemblée nationale de la désormais fameuse loi d'amnistie, M. Monard reprendra mot à mot cette formule, ajoutant : « Le lien politique est simple. J'ai été désigné par le parti. (...) Les cadres de direction, les délégués régionaux, sont des militants mais on n'exige pas l'adhésion au parti pour le reste du personnel. J'ai une totale liberté de manœuvre. Le parti est informé, le trésorier sait ce que je fais, la commission de contrôle vient examiner mes comptes, mais c'est moi qui répartis l'argent dans la plus grande clarté ».

Fausses factures à Marseille

Comment en est-on arrivé là, à ces confessions si explicites, à ces « aveux » en forme de revendication ? Le point de départ de l'enquête remonte à 1986, année où un modeste entrepreneur de maçonnerie marseillais, M. Paul Bernard, est inculpé de faux, usage de faux, escroquerie et complicité : sa société servait d'intermédiaire - de « taxi » - selon le vocabulaire des limiers des brigades financières - pour la réalisation de fausses factures quand une grande entreprise avait besoin de justifier une « commission politique ». Les policiers du SRPJ de Marseille démasquent trois des bénéficiaires : les Travaux du Midi, la société lyonnaise Groupe de recherches et de construction (GRC-Emin) et la Société auxiliaire d'entreprise Rhône-Alpes-Méditerranée (SORMAE), filiale pour le Sud-Est d'un grand du BTP, la SAE.

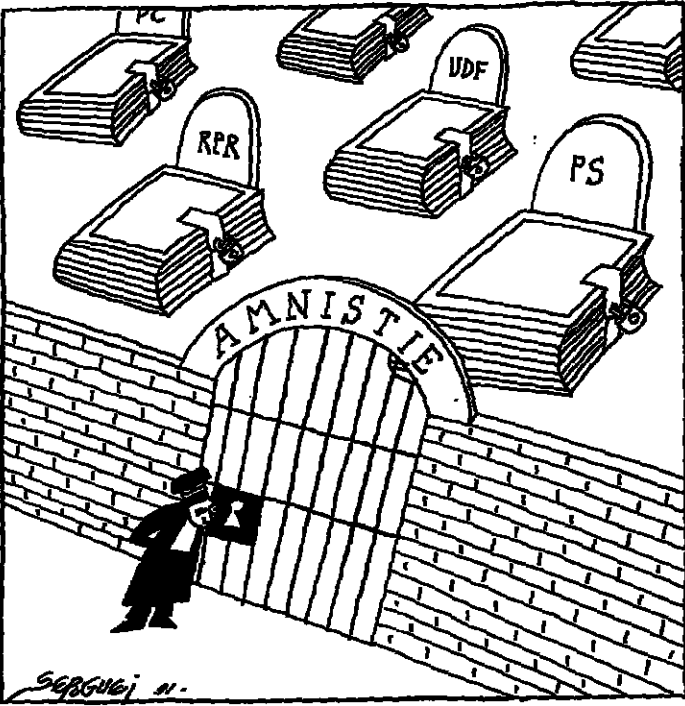
A Lyon, où le relais sera pris par le SRPJ local, la piste GRC-Emin est toujours suivie puisque M. Pierre Jeambrun, sénateur cen-

triste du Jura, a rejoint en mars dernier, parmi les inculpés, M^{me} Evelyn Emin, son mari Patrick, respectivement PDG et directeur général de GRC, M. Gérard Monard, M. Jean-Jacques Gastebois, PDG de Valorimmo, une autre société du GIE socialiste GSR, et M. Pierre Lacour, sénateur (CDS) de Charente. Au centre de ce dossier : d'éventuels passe-droits pour l'implantation des centres commerciaux de grandes surfaces, les deux sénateurs inculpés étant membres de la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC), chargée du tri des candidats.

Mais c'est de Marseille que viendront les principales découvertes. A partir de 1988, l'enquête y est menée tambour battant par les inspecteurs Antoine Gaudin, révoqué depuis, et Alain Mayot, sans lesquels, sans doute, le débat national sur ces pratiques inavouables n'aurait jamais eu lieu. Elle progresse brusquement avec l'audition, le 1^{er}

senier sous deux formes : soit par la remise de fonds en espèces, soit par la facturation de prestations injustifiées dans leur principe. Il s'agit là de prestations facturées par des bureaux d'études ou assimilés. (...) Généralement, cette facturation injustifiée est en pourcentage du chiffre d'affaires de l'opération concernée et varie entre 1 % et 3 % du montant des travaux hors taxes. (...) Les bureaux d'études sont spécifiques des Partis communiste et socialiste, tels respectivement Sud-Est Equipement et Urbatechnic. (...) Les autres types de bureaux, communication, publicité ou études de marché, sont l'apanage des partis de droite et n'obéissent à aucune règle systématique ».

Cette confession explosive va entraîner, le 15 janvier 1989, après l'annulation d'une partie de la procédure marseillaise, l'ouverture d'une information judiciaire à la chambre d'accusation de Paris, visant exclusivement les fausses factures de la SORMAE et confiée à



et le 2 février 1989, de M. Paul Peltier, directeur général de la SORMAE.

Ce dernier met en cause vingt-trois hommes politiques, de tous horizons, donne des détails sur les sommes versées, et décrit le système dans sa généralité : « Notre activité est étroitement liée au pouvoir de décision municipal, départemental et national. L'obtention des marchés dans le secteur de la construction est très souvent et trop souvent obtenue a posteriori et a priori à des décidents ou leurs représentants. La nature de ces avantages peut se pré-

M. Pierre Culié. L'annulation comme le dessaisissement de Marseille s'expliquent par le respect des dispositions du code de procédure pénale qui fait des officiers de police judiciaire, et donc des élus, des « personnes protégées ». Sur commission rogatoire de M. Culié, les policiers marseillais poursuivent dès lors leurs investigations en direction des responsables nationaux de la SAE.

Entendu le 1^{er} mars 1989, puis inculpé et un temps écroué, M. Pierre Bentata, directeur général de la SAE, confirmera sans trop de réticences les pratiques révélées par

M. Peltier : « L'esprit SAE se traduit en son point fort, par son entraînement local. (...) Nos filiales sont amenées à passer des contrats avec des bureaux d'études pour augmenter leurs chances d'obtenir des marchés et, par ailleurs, sont amenées à payer des prestations à des sociétés de marketing, de publicité ou de communication dans le même but ».

Les « vrais amis » de la SAE

A gauche, les bureaux d'études, à droite, les sociétés de marketing, et, au milieu, des entreprises qui ne se font pas pour profiter du système. Le 14 août 1986, dans une circulaire interne, M. Bentata recommande aux cadres de la SAE d'avoir un certain nombre (réduit car on ne peut pas être ami avec tout le monde) de relations sûres et fortes, de vrais amis, qui se « mouilleront » pour nous parce que nous avons su leur rendre des services ».

Le 11 mars 1988, à quelques mois de l'élection présidentielle, M. Bentata récidive dans une autre note, classée « confidentiel », aux dirigeants de toutes les filiales du groupe - dont évidemment la SORMAE : « La période pré-électorale actuelle (...) renforce considérablement, pour une courte période, le poids et l'influence des élus-majors nationaux des partis sur leurs élus locaux. Nous avons de bons rapports avec tous ces élus-majors, et nous pouvons leur demander d'intervenir dans telle ou telle affaire auprès de tel ou tel député, maire, président de conseil général ou régional, etc. ».

Il s'agit donc bien d'un système national, où partis et élus de tous bords se sont laissés entraîner dans une course folle à l'argent, mais qui ne se réduit pas à « un véritable racket », selon la formule d'un cadre de la SAE, tant les entreprises du bâtiment et des travaux publics contribuent à la généraliser. Ne disposent-elles pas de l'argument essentiel : l'argent, justement ? Quand M. Culié demande benoîtement à M. Peltier de la SORMAE : « Quelle est la sanction si l'un refuse de s'acquiescer ? », celui-ci ne peut que répondre : « Je ne sais pas, car cela n'est jamais arrivé ».

De même a-t-on trouvé dans les archives de la SORMAE-Nord un curieux document confidentiel, intitulé « Relations avec les élus », où, pour les villes les plus importantes, sont alignés les noms et prénoms des élus, leurs « fonctions et capacités de décisions », par quel cadre de l'entreprise ils sont « utilement connus », par quel ils sont « utilement utilisés », etc. Le tout est jalonné sur une « Tableaux d'analyse de la relation politique ». Celui de l'Isère, par exemple, mêle des élus centristes, gaullistes, socialistes et communistes.

Le port de Fréjus

« Etablir qu'on a recours à des bureaux [d'études] de diverses couleurs », recommande M^{me} Evelyn Emin dans une note de mars 1988 à son époux, qui fit la joie des policiers puisqu'elle avait pour objet la conduite à avoir en cas de garde à vue. Un écumenisme qui ne doit cependant avoir qu'un temps en cas d'interrogatoires trop poussés : « CONTRE-ATTAQUE : Menacer de déposer plainte pour extension de fonds » à l'encontre des sociétés collectives de fonds, recommande encore M^{me} Emin, tout en ajoutant cette réserve : « En fait, c'est un moyen volcanique ».

Dans le même registre, le dossier instruit par M. Culié contient une note de M. Bentata, adressée le 9 juillet 1986 à M. Peltier et ayant pour objet le « port de Fréjus », ville dont M. François Léotard est maire. Le numéro deux de la SAE, mécontent, y fait état d'une « relance par M. Mignon, directeur des services techniques de Fréjus et cousin de M. Léotard ». « Je ne comprends pas, écrit-il, que l'on ne manifeste pas davantage de diligence dans une affaire dans laquelle nous disposons pour diverses raisons, d'atouts significatifs ». A l'époque, de son propre aveu, M. Bentata avait des « rapports fréquents » avec M. Léotard, alors ministre de la culture, dont l'objet était le chantier de l'Opéra de la Bastille.

Aussi, quand, en mai 1990, quatre mois après l'adoption définitive de la nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes électorales, accompagnée d'une large amnistie, se termine l'instruction de M. Culié, gauche et droite sont pratiquement à égalité : parmi les trente-six inculpés, on compte sept et huit de gauche... Mais, néanmoins, le PS se sent et se sait plus menacé. A cause d'une funeste perquisition, les 17 et 19 avril 1989, à Marseille.

EDWY PLENEL

Prochain article :
II. - Le financement occulte du PS

Morale et vent

l'escalier penché, en pierre et fermetures pur dix-huitième siècle.

« Toi que j'ai connu fraiseur chez Citroën en 1969, s'essouffait Régimbart ; pour épouser la condition ouvrière », disais-tu, «...comme Simone Weil ! »

« Ce qu'on peut être quand on est jeune ! », gloussa Hussonnet en saluant un Philippe venu ouvrir la porte palier en chêne cerisé.

Devant un portrait de matador par Bernard Buffet et un Chivas sur glaçons, les deux amis reprirent leur conversation favorite sur les flagoratoires de la morale contemporaine.

« Je ne connais rien de plus bouffon, lança Hussonnet, que la prétention de la France à suivre les Etats-Unis ou de s'en distinguer selon que Bush lui paraît plus ou moins moral ! »

Hussonnet riait à gorge déployée. « O tempora, O mores ! », dit-il. Depuis que le mot « moeurs » existe, les moralistes se plaignent que la chose se dégrade. Nos jeux sont-ils plus infects que ceux du cirque bas-romain ? »

Régimbart tomba dans le piège. « Je ne devrais pas t'approuver, car c'est plutôt ma famille d'esprit qui se compromet ces temps-ci, elle si prompte à sermonner, naguère, mais les « affaires », ça commence à faire désordre ! »

Hussonnet aimait les contorsions peignées que le règne de la gauche infligeait à ses plus purs sourires. Il lui plaisait que Régimbart s'obligeât à plaindre les Kurdes... au moment de déguster un foie gras de collection.

« Les partis adverses se jettent des scandales à la figure, dit Hussonnet, parce qu'ils n'ont plus d'idées à s'opposer, parce qu'ils n'ont plus d'idées du tout, sous leur langue de bois ; mais le public ne s'indigne pas plus d'as magouilles qu'autrefois des histoires d'alcôve. L'étonnement s'émousse, comme la compassion. Il est admis que les pouvoirs de toutes sortes confèrent la faculté de se sucrer au passage. Etre aux affaires donne droit aux « affaires », voilà tout ! »

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Régimbart comprit qu'il ne devait pas répondre à la provocation. Il se souvint qu'un colloque l'attendait en banlieue ouest.

« Je t'adore !, claironna Hussonnet en proposant de « rapprocher » son ami de ses « œuvres caritatives ».

Une fois en route vers la tour Eiffel, Régimbart crut apaisant de questionner :

« Et toi ? Tu fais quoi, au juste ? »

« Je vends du look, énuméra Hussonnet, du relationnel, du transactionnel, de la dynamique de groupe, tout ça... Les patrons paient : ça leur évite les financements douteux, les augmentations, les grèves, les syndicats, la conscience de classe, les révolutions ! »

Régimbart riait jaune : « Ta communication bidon salue le paternalisme humaniste, que nous croyions ridicules à jamais, dit-il en s'efforçant au calme. »

La V6 passa devant un terrain vague où il était question de construire un centre de rencontres internationales.

« Figure-toi qu'ils ne savaient pas comment appeler les futurs pavillons du projet, raconte Hussonnet. Mes sémioticiens, après séminaire, leur ont vendu le mot... « pavillon ».

Régimbart enclenchait sur le cynisme qu'affichait son ami communicateur :

« Pourquoi se gêner ? Knock a gagné ! »

« Plus pour longtemps, ajouta Hussonnet. La France sera bientôt battue sur ses derniers terrains technologiques. L'épargne ne sert plus qu'à des combines boursières. Il ne reste à vendre que du vent convulsiel. »

« Et au bout, il y a quoi ? », s'inquiéta Régimbart.

« Le téléphone sauva Hussonnet de l'embarras. Un futur candidat à la présidence de la République demandait quelle cravate mettre à l'émission « De vous à moi ».

« Je vais brain-stormer avec mon staff, répondit Hussonnet, imperturbable. »

A la sortie d'un tunnel qui avait brouillé la communication, Hussonnet fit l'aimable :

« C'est sur quoi, ton colloque ? »

« Le retard scolaire, la biétiétique, ou « Morale et Golfe », dit Régimbart. Je ne sais plus... »

MÉDECINE

Associé aux travaux du professeur Zagury

Le docteur Picard admet que le vaccin antisida est « probablement dangereux » chez les personnes immuno-déprimées

La révélation, par le Monde (nos éditions du 16 avril) et le Chicago Tribune, de la survenue, à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, de deux décès de malades atteints vraisemblablement de vaccine nécrisante et qui étaient par ailleurs traités par immunothérapie antisida, a suscité de nombreuses réactions. « Si cela n'était pas si grave, ce serait digne d'une comédie », a déclaré à l'AFP le professeur Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda), précisant que « les personnes uniquement par compassion et ne faisaient pas partie du protocole ».

Même explication de la part du docteur Odile Picard, de l'hôpital Saint-Antoine, qui a tout de même reconnu, sur Europe 1, que « ce vaccin est probablement, dans sa conception actuelle, dangereux chez un malade qui n'a plus de défenses immunitaires ». « C'est la raison pour laquelle, a-t-elle ajouté, nous avons, dès le premier accident, stoppé toutes les injections intramusculaires et sous-cutanées (...). La deuxième conséquence est que nous allons évidemment réviser nos protocoles d'inactivation du virus parce qu'il faut savoir qu'une seule particule virale vivante restante peut, chez des malades, déclencher une nécrose ».

Concernant l'affirmation selon laquelle les patients décédés n'auraient pas fait partie du protocole, rappelons simplement qu'ils ont signé un formulaire à l'en-tête de l'Assistance publique-Hôpitaux de

Paris intitulé : « Assentiment du malade après son information à subir un essai de traitement par immunothérapie active spécifique (protocole Z202) ». D'autre part, le docteur Picard a expliqué à trois reprises, lors des colloques des Cent Gardes de 1989 et de 1990 ainsi qu'au traditionnel Lab Meeting du professeur Gallo, le 11 août 1990, comment l'équipe de Saint-Antoine avait recruté les malades qui ont participé à l'essai publié dans The Lancet du 21 juillet 1990. Elle décrit bien comment, au départ, « dix-neuf patients atteints d'AIDS ou de sida avaient été enrôlés dans l'essai », et pourquoi, pour des raisons techniques, quatre seulement avaient été appariés à quatorze autres patients contrôles.

Les cinq malades restants – ceux dont le déficit immunitaire était, il est vrai, le plus accentué – ont donc été intégrés dans un groupe « additionnel ». L'article du Lancet fait bien état de ce dernier point, mais, au lieu de préciser que deux malades de ce groupe sont décédés – l'un le 5 mars, l'autre le 6 juillet 1990, – il dit simplement qu'il « est notable de constater que les cinq patients immunisés avec un très faible taux de lymphocytes T4 n'avaient pas eu d'infections opportunistes pendant les huit mois de l'essai ».

FRANCK NOUCHI

« Il faut arrêter immédiatement toute expérimentation de ce type »

nous déclare le professeur Luc Montagnier

Commentant les révélations faites à propos des tentatives expérimentales d'immunothérapie mises en œuvre à l'hôpital Saint-Antoine, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) nous a notamment déclaré : « Il est urgent d'arrêter immédiatement toute expérimentation de ce type sur des sujets infectés par le virus du sida. Il convient de rappeler que le virus de la vaccine est un virus à priori bénin, mais dont la structure est complexe, ce qui le rend résistant aux procédés habituels d'inactivation chimique ».

Le spécialiste français rappelle le cas d'un militaire américain séropositif, vacciné il y a quelques années contre la variole à partir du virus de la vaccine, et qui a été victime d'une vaccine généralisée. « Nous avons, pour notre part, pu démontrer in vitro la possible nocivité de ce virus, dès lors que le système immunitaire n'est pas en état de s'opposer à lui, ce qui est le cas des personnes immuno-déprimées », explique-t-il.

Dans le cadre du protocole expérimental proposé à l'hôpital Saint-Antoine, le professeur Montagnier pense que si l'inactivation virale a pu être en partie suivie d'effet, elle n'a pas concerné les particules virales intracellulaires, « un risque, dit-il, qui aurait dû être connu des virologues qui conseillent M. Zagury ».

« Il est important de souligner que le fait de changer de mode d'inoculation et, par exemple, de passer de la voie sous-cutanée à la voie intraveineuse, ne change rien à l'affaire », fait valoir le spécialiste de l'Institut Pasteur. « La voie intraveineuse n'entraîne pas de symptômes au niveau local, mais pourrait, en revanche, entraîner des phénomènes généraux, qu'il s'agisse de vaccine généralisée ou d'encéphalite. Il faut demander aux autorités de tutelle l'arrêt de tout recours à ce procédé expérimental sur des sujets atteints du sida, ou souffrant d'une dépression du système immunitaire ».

Pourquoi des données expérimentales obtenues à l'Institut Pasteur de Paris et qui auraient pu être faites ultérieurement n'ont-elles pas été prises en compte par l'équipe du professeur Zagury et par ses collaborateurs de l'hôpital Saint-Antoine ? Il faut, pour comprendre, rappeler l'intensité du conflit qui oppose depuis longtemps déjà l'équipe du professeur Luc Montagnier – à l'origine du sida – et celle du professeur Robert Gallo (qui continue de contester cette paternité) et dont le professeur Zagury et l'équipe médicale de Saint-Antoine sont d'étroits collaborateurs.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

POLICE

Une intervention franco-italienne

Une cinquantaine de personnes interpellées dans les milieux de la Camorra et des jeux

Une cinquantaine de personnes ont été interpellées sur la Côte d'Azur et en Italie, dimanche 14 et lundi 15 avril, lors d'une opération de police franco-italienne contre la Camorra – la mafia napolitaine – et les milieux des jeux et des casinos. Cette opération visait à démanteler un réseau international spécialisé dans le blanchiment de l'argent « sale » dans des casinos français et des sociétés immobilières de la Côte d'Azur.

Parmi la vingtaine de suspects italiens et français qui ont été interpellés à Paris, Lyon, Marseille, Nice et Menton, figurent des administrateurs de casinos et des personnes soupçonnées de représenter les intérêts de la Camorra dans l'Hexagone. Les policiers français ont agi sur commission rogatoire du juge d'instruction marseillais

Jean-François Sampieri, qui, depuis la fin de 1988, instruit plusieurs dossiers concernant des trafics internationaux de cigarettes et de drogue, ainsi que le blanchiment des flux financiers qui en découlent. Ces enquêtes ont révélé l'implication de plusieurs responsables de la Camorra.

Chef présumé de la « Nouvelle famille » napolitaine, Michele Zaza, surnommé « l'empereur », vivait en exil doré sur la Côte d'Azur lorsqu'il avait été arrêté, le 15 mars 1989, à Villeneuve-Loubet, près de Nice. Inculpé de contrebande et d'infractions à la législation sur les stupéfiants, et écroué, Michele Zaza, il est soupçonné d'être le maître d'œuvre de l'installation de la Camorra en France.

E. In.

JUSTICE

A la cour d'assises de la Haute-Garonne

Equipée sauvage

Le procès de quatre jeunes parachutistes accusés du viol et du meurtre de deux jeunes femmes et d'une fillette, ainsi que du meurtre d'un garde champêtre, s'est ouvert, lundi 15 avril, devant la cour d'assises de la Haute-Garonne.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Deux ans passés en prison ont laissé à leurs cheveux le temps de repousser, et ils ressemblent désormais à ce qu'ils sont : des enfants. Des sautes de coeur de vingt ans, engourdis par la bêtise ou rongés par la haine, des têtes à claques qui baissent les yeux dans le box et se défendent par des monosyllabes, quatre défis lancés comme des grenades au visage des psychiatres, des jurés, de la société tout entière.

Il ne faudra pas moins de deux semaines, le temps que s'est donné la cour d'assises, pour comprendre pourquoi Philippe Siauve, Thierry El Borgi, Franck Feuerstein et Thierry Jaouan ont violé et tué, le 30 mai 1988, Isabelle Rabou, une kinésithérapeute de vingt-quatre ans. Pourquoi, le 12 juillet suivant, ils ont encore violé et tué Noria Bousse-dra, dix-huit ans, et Luisa de Azevedo, douze ans, après les avoir prises en stop. Pourquoi enfin, le 17 juillet, Siauve et El Borgi ont tiré à coups de fusil de chasse sur Marcel Douzet, soixante-deux ans, garde champêtre.

La première journée du procès, lundi 15 avril, a été consacrée à étudier la personnalité de Feuerstein et de Siauve. De Feuerstein, de son adolescence quasi cloîtrée, mais globalement sans histoire dans une HLM de la banlieue lilloise, il n'y aurait rien à dire ou presque. Il fait gentiment la vaisselle, abandonne son

apprentissage de mécanicien auto « parce que ça lui prenait la tête » et rêve de plus en plus précisément d'« émancipation » à mesure que se rétrécit un horizon bouché par les TUC et le supermarché du coin.

« Un jour, il m'a dit qu'il voulait partir à l'armée », a raconté aux policiers son beau-père, qui l'a élevé comme son propre fils, mais refusé de venir assister au procès. Eh bien, il est parti, c'est tout. Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? L'armée, et pendant les permissions, les vols d'autoradios, puis de voitures : à nous la liberté ! Feuerstein, dans toute l'affaire, fut un suiveur. Il suivait Siauve.

Tout frêle dans une veste de survêtement aux couleurs vives, Siauve ne hausse jamais la voix, répond « ouais », ou « ch'sais pas » aux questions du président, mais semble pourtant en état d'explosion permanente. Depuis dix ans, il dépense l'essentiel de son énergie à apaiser la haine qui le consume. La haine de sa mère, d'abord, qui, chaque nuit, infligeait au petit garçon qu'il était le spectacle de ses ébats avec des amants de passage.

« L'enfance d'un fou dangereux »

Puis, expliquent les psychiatres, la haine de toute sa famille, de son village entier. Et, par mégarde, ensuite, de toutes les femmes, et de toute l'humanité, assurément échouée à persécuter Philippe Siauve, apprenant bouchar-chacuter à Saint-Romain-de-Jalionas (Isère). Philippe Siauve, qui faucha un supermarché pour nourrir ses trois jeunes frères et sœurs, et plus tard, qui tâta rageusement du hochich, de l'eau écarlate, du trichloréthylène, des plantes hallucinogènes,

pour se punir de son enfance et tous les autres avec lui.

L'armée, dans cette tête malade, représente-t-elle autre chose qu'une drogue comme une autre, une tentative supplémentaire de se fuir et de se punir ? S'il devance l'appel pour s'engager dans les paras, explique-t-il, par exemple, dans une lettre adressée de prison à son juge d'instruction, c'est « parce qu'il voulait se faire casser, il voulait qu'on le mate ».

Le président Daniel Schiex a lu à l'audience quelques échantillons de cette correspondance rédigée du fond de sa cellule, où l'accusé, d'une écriture quasi phonétique, se fit fort de reconstruire à la troisième personne l'enfance meurtrière de Philippe Siauve. « C'est l'enfance d'un fou dangereux que je vous raconte là : la mère, qui dilapidait l'argent de son mari, un brave cantonnier dépassé par les événements, des accidents de mobylette, une petite fiancée de quatorze ans et demi aux parents vite hostiles, alors le jeune garçon en est marre. Il commença à tromper cette fille, puis il commit l'erreur de sa vie, avec quatre copains qu'il croyait de bons copains... (vous voyez, monsieur le juge, mon enfance est courte, mais on peut quand même en faire une histoire) ».

Ca, c'est le « bon » Siauve, le Siauve larmoyant qui tourne sans trouver les mots autour d'une supplique : « Aidez-moi, offrez-moi l'oubli et le rachat ». Ainsi, dans cette autre lettre, toujours adressée au magistrat instructeur : « Je sais qu'il est trop tard pour parler d'argent tout de suite, mais je voudrais qu'une fois en centrale, vous me fassiez verser quelque chose chaque mois aux familles des victimes. Ça ne leur rendra pas leurs

enfants, mais ça pourra peut-être les aider à faire de belles tombes. Ce que j'essaie de vous dire, c'est que j'ai, moi aussi, un cœur ».

Le « bon » Siauve, oui, même si dans le même paragraphe, il arrive à entremêler reniflements, menaces, et chantage. Mais l'administration pénitentiaire a aussi intercepté des messages bien différents échangés entre Siauve et son coaccusé El Borgi. Là, les remords de Siauve apparaissent d'une tout autre nature : « On aurait dû faire un plan et dire pareil (...). On n'aurait pas laissé les flingues là-bas, ils n'avaient pas de preuves, on assurait pour tout (...). On a gâché notre vie pour tirer un coup, et moi, j'ai même pas pris mon pied (...). La bête, on l'a même pas baisé car elle avait ses règles (...) ».

« Je suppose qu'il s'agit du féminin de « bicot », et que cela fait référence à Noria Bousse-dra ? lance le président. L'auteur des lettres baise les yeux sans répondre. Le président poursuit la lecture : « Quand on a vu que les meufs souffraient, tu m'as dit de les égarer, voilà ce qu'il faut dire ».

« On a finalement dit toute la vérité à la confrontation ! » hurle soudain El Borgi, comme si le plus insupportable dans leur grosse bêtise était d'être ainsi soupçonnés d'un mensonge. Sur leur banc, les parties civiles sanglotaient discrètement. Elles sont là, les quatre familles qui rapprochent seules la douleur et la dignité, et qui savent bien que le plus dur est à venir.

DANIEL SCHNEIDERMAN

ÉDUCATION

Dès l'ouverture de son congrès

Le SNES confirme son opposition à la restructuration de la FEN

Le congrès du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) qui s'est ouvert à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) lundi 15 avril, s'est situé d'entrée de jeu dans la perspective d'une restructuration de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), qui avait été discutée lors du dernier congrès de la fédération enseignante à Clermont-Ferrand en février dernier.

Deux mois après, M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, le deuxième syndicat de la FEN – après le SNI-PEGC qui regroupe les instituteurs – a pu reprendre le débat qui l'oppose à M. Yannick Simbrun, ce dernier, le premier secrétaire de la FEN, a été élu président lors d'un congrès du SNES depuis 1983, a en effet réaffirmé son projet de regrouper les 500 000 adhérents de la FEN et ses 49 syndicats nationaux autour de plusieurs grandes branches d'activité ou de « familles de métier ».

Profitant du micro tendu, M. Simbrun a même précisé le calendrier de ces grandes manœuvres. Une consultation à bulletins secrets des adhérents de la FEN sur le principe d'une restructuration sera organisée à la prochaine rentrée scolaire, et un congrès extraordinaire, dont le principe avait été adopté à Clermont-Ferrand, sera organisé au plus tard fin 1992.

Mais M^{me} Vuillat ne l'entend pas de cette oreille. Pour la direction du SNES, proche du PC, ce projet de restructuration « pensé au sommet et sans véritable consultation de la base, est un choix « suicidaire » destiné à sauver du naufrage », « une majorité chancelante » qui a obtenu, a rappelé le secrétaire général, moins de 34 % des voix au congrès de Clermont-Ferrand.

Selon elle, l'opération viserait surtout à placer le SNES, « seul syndicat de ce secteur en progression », sous la coupe du SNI-PEGC, proche du parti socialiste. M^{me} Vuillat a violemment critiqué le syndicalisme de « régulation sociale », « soumis », « officiel » et pratiquant « l'interdit revendicatif », véritable « perroquet des orientations gouvernementales les

plus négatives » que représente à ses yeux la FEN. Comparé à la virulence des propos réservés aux dirigeants de la FEN, les critiques adressées par la direction du SNES au ministre de l'éducation nationale sont apparues très mesurées.

M^{me} Vuillat a redit l'opposition de son syndicat aux orientations dessinées par le Conseil national des programmes (CNP) qui doit servir de base à la réflexion du ministre sur les lycées. Le SNES s'oppose, en effet, à une diminution des horaires de cours, au regroupement des sections et au brassage des élèves « présentés comme des moyens de supprimer les inégalités et les hiérarchies scolaires », ainsi qu'à la mise en œuvre des enseignements modulaires.

L'avenir du lycée sera le deuxième point fort de ce congrès. Mais les silences et les prudenances du ministre risquent d'atténuer la portée et l'ardeur des débats.

CHRISTINE GARIN

ENVIRONNEMENT

Le naufrage du « Haven »

Le plan Polmar est déclenché sur la Côte d'Azur

NICE

de notre correspondant régional

Vingt-quatre heures après le naufrage du pétrolier Haven dans le golfe de Gènes, le plan Polmar Med a été déclenché, à titre préventif, lundi 15 avril. Cette mesure a été annoncée à Toulon par le préfet maritime de la région Méditerranée, le vice-amiral d'escadre Michel Tripier, aux quarante-trois maires du littoral du Var et des Alpes-Maritimes. Tout en se montrant rassurant, celui-ci a indiqué que la Côte d'Azur « risquait d'être touchée par du pétrole émulsionné, en plaques, peu consistant ».

Dans le cadre de ce plan, trois remorqueurs affectés à l'année par la marine nationale et équipés du système anti-pollution ESCA, ont appareillés le 15 avril de Toulon en direction de l'Italie. Ils étaient notamment accompagnés par un caboteur pétrolier spécialement affecté à un armement marseillais, le Citerne 38, qui est équipé du système récupérateur-dérégénérateur ESCA lui permettant d'aspirer les nappes de surface et de séparer le pétrole de l'eau de mer.

Les autorités italiennes ont officiellement accepté, dans la soirée 15 avril, l'aide proposée par la France. Les bâtiments du plan Polmar pourront donc intervenir, si nécessaire, dans les eaux territoriales italiennes. A la demande de la préfecture des Alpes-Maritimes, un avion des douanes devait effectuer, à partir de mardi, deux fois par jour, des relevés de la nappe dérivant vers l'ouest sous l'effet du courant ligure. Si la situation l'exige, des barrages flottants seront aussitôt mis en place.

A la capitainerie du port de Gènes, où a été installé un PC de crise, un certain optimisme régnait le 15 avril en ce qui concerne l'état de l'épave du Haven. Selon les premières observations, qui devront être confirmées par des plongeurs, le pétrolier reposait, bien à plat, sur un banc de sable, par soixante-dix mètres de profondeur et ne laisserait échapper que des quantités infimes d'hydrocarbures.

GUY PORTE

EN BREF

Le pape plaide en faveur d'un enseignement de la religion à l'école publique. – A l'issue d'une réunion du Conseil des conférences épiscopales d'Europe, le pape a prononcé, lundi 15 avril, un vigoureux plaidoyer en faveur de l'enseignement de la religion à l'école publique. Invokant les droits des élèves à connaître « les vérités et les certitudes de la religion de leur choix », Jean-Paul II ne s'en tient pas seulement à la culture religieuse ni à l'enseignement de l'histoire des religions, mais il insiste sur le caractère « confessionnel » d'un tel enseignement. Et il lance un appel aux autorités gouvernementales pour qu'elles prennent « les mesures capables d'assurer les conditions d'un développement effectif et correct d'un tel enseignement de la religion à l'école publique » (AFP).

Près de 500 personnes évacuent un ferry grec en feu. – Près de 500 passagers ont évacué un ferry grec en feu, lundi soir 15 avril, en mer Egée. Selon le ministre grec de la marine marchande, M. Aristotolis Pavlides, l'évacuation à bord de canots de sauvetage s'est déroulée dans le calme et aucune victime n'a été signalée. Le navire assurait la liaison régulière entre Le Pirée et l'île de Rhodes. L'incendie a éclaté dans la salle des machines. – (Reuters).

Lancement d'une nouvelle navette américaine dès le 23 avril. – La NASA a annoncé, lundi 15 avril, qu'elle lancerait la navette Discovery le 23 avril, pour une mission militaire. Si tout se déroule comme prévu, ce vol interviendra moins de trois semaines après celui de la navette Atlantis.

Le 5 avril. Ce sera la première fois que la NASA réussit à lancer deux navettes dans le même mois depuis janvier 1986. Seize jours avaient alors séparé un lancement réussi de Columbia et l'explosion de la navette Challenger, survenue le 28 janvier. – (AFP).

Précision. – Condamné le 12 avril à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt ans par la cour d'assises de l'Isère qui le jugerait après cassation (le Monde daté 14-15 avril), Pascal Le Grac s'était vu infliger lors de son premier procès (le 28 novembre 1989) la plus lourde peine depuis la suppression de la peine de mort, la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de trente ans.

50.000.000

CULTURE

ARTS

Un Chagall méconnu

Excellente surprise en Suisse, où l'on expose des tableaux jamais vus, prêtés par les musées soviétiques

CHAGALL
à la Fondation Gianadda

MARTIGNY

de notre envoyé spécial

Autant le dire : trop de bouquets, de chèvres volantes et d'amoureux rouges et jaunes ont nui à la réputation de Chagall, de sorte que l'on pouvait douter de la nécessité d'une exposition de plus. On allait voir, sans doute, des tableaux chamarrés et sentimentaux comme ceux qui ont été montrés dans bien des rétrospectives. On en voit, mais fort peu, et très supérieurs à ceux qui ont été reproduits cent fois. L'essentiel de la rétrospective relève d'une inspiration fort différente, sévère souvent, savante, lettrée, en somme inattendue de la part d'un peintre dont on a coutume de célébrer la grâce un peu facile. C'est que tout est inattendu et nouveau dans cette exposition à surprises : elle ne compte que des œuvres jamais vues en Occident, propriétés des musées soviétiques et de quelques collectionneurs privés qui les ont dissimulées des décennies durant, aussi longtemps que Chagall a passé pour traître à la patrie et artiste décadent. A Moscou, à Erevan, à Pskov, à Krasnodar et jusque dans les bureaux de la direction régionale du KGB à Leningrad - d'où provient, à mystère, une grande gouache sur carton, - toiles et dessins ont survécu à la malveillance, aux campagnes antisémites stalinienne, à l'indifférence des fonctionnaires et à l'humidité des réserves. Elles ont résisté depuis 1932, l'année où Chagall s'exila à Berlin avant de rallier la France, où il avait vécu avant 1914.

Toutes ont été exécutées entre ces deux dates : du retour en Russie pour cause de guerre au départ d'URSS pour cause de dictature. Ces huit ans, Chagall les passe pour l'essentiel à Vitebsk, sa ville natale, où il se marie en 1915 et dirige l'école des beaux-



« Le Soldat blessé », 1914

arts entre 1918 et 1920. Il les passe à peindre et dessiner avec une étonnante fécondité et une diversité non moins remarquable de manières et de procédés. Il alterne la gouache, l'encre, l'huile, la détrempe et l'aquarelle, la toile de sac, le papier gris ou jaune et le carton, le monumental et le minuscule. Paysages habités, portraits, scènes de genre, allégories, sujets sacrés et fantastiques, tout lui est bon. Il figure sa ville, sa famille, le quotidien de Vitebsk, le balayeur, le vieillard et les soldats.

Satiriste et portraitiste

Car telle est la première découverte de l'exposition : à la plume sur des morceaux de papier, par saynètes et effigies, Chagall a représenté la guerre vue du côté russe, les réfugiés, le père portant un chat et la mère un enfant, le retour des blessés, les lamentations des veuves, la gloire des survivants. Les visages sont anguleux, les profils durs, les plis des vêtements à angles droits, le graphisme hachuré et raide. Il y passe des reminiscences du cubisme, que l'artiste a côtoyé entre 1911 et 1914, initié par Apollinaire et Cendrars, aidé par La Fresnaye et Delaunay, mais d'un cubisme mâtiné d'expressionnisme, entre Kirchner et Schmidt-Rottluff. Dans cette série d'encres rehaussées de blanc, il n'est rien de faible, rien d'inutile. Silhouettes blanches sur fond de nuit ou noires sur fond de neige, une humanité réduite à la douleur et aux pires trafics se lamente ou fait des affaires. Chagall fait ses preuves de satiriste.

De portraitiste aussi, faisant poser son père, sa sœur, sa fiancée Bella, l'oncle coiffeur et lui-même. S'il n'a que du noir et blanc dans ces représentations de la guerre et de la retraite, il construit ses portraits par des Allemands de la Brücke, il colore les ombres de vert vif et de violet, les fonds de rose ou de jaune de chrome. Son chromatisme frôle le système symbolique : dominantes bleues et vertes pour l'amour et l'effusion, rouges et orange pour la force et la violence. Soit, dans l'un des registres, le *Juif rouge*, prophète terrible à barbe écarlate assis devant une isba pourpre, et dans l'autre la *Framenide* et *Au-dessus de la ville*, Marc et Bella flottant au-dessus des jardins et des toits de la ville émeraude et azur.

Ces deux fantasmes amoureux annoncent les compositions poétiques de l'entre-deux-guerres. Mais, en 1918, Chagall peint autrement, plus fermement, par formes cristallines et découpages géométriques, si bien que, plus que les couples envolés, les paysages retiennent l'œil dans ces tableaux très vastes : l'architecture des églises et des maisons y est évoquée dans un style à la manière du Delaunay des *Fenêtres*. Quant à la toile la plus extravagante de l'exposition, *L'Apparition*, autoportrait avec la muse, on dirait une allégorie copiée du baroque italien dans la manière du Bernini. Léger des *Femmes*. Des nus ronds et un ange tout en triangles pénètrent dans l'atelier, portés par un rayon bleu. Ces notes du fantastique et du cubisme laissent parfois, nul sérieux là-dedans, une ironie

élégante, le dédain de toutes les formules, le goût de la légèreté et de la parodie : alors que les mouvements d'avant-garde les plus épris de théorie se diffusent dans la Russie de la révolution, Chagall joue avec les contraintes et l'Histoire, très habilement.

Coïncidence ? A partir de 1918, il éprouve de plus en plus vivement, de plus en plus douloureusement, le poids des doctrines politiques esthétiques. En janvier 1919, l'académie de Vitebsk, qu'il dirige, accueille parmi ses professeurs Malevitch et Lissitzky, purs et durs de l'abstraction et du monochrome. Se rend-il en voyage à Moscou, à son retour, il découvre son « Académie libre » rebaptisée par eux « Académie suprématisme ». Il démissionne, convaincu qu'il ne peut s'accorder avec des esprits si raides. De son art de l'incongruité, de ses mixtes de styles, de ses inventions, il n'ont que faire, forts d'une théorie générale et définitive. Entre l'auteur de *L'Apparition* et celui du *Carre blanc sur fond blanc*, rien de commun. Le premier est aussi changeant et irrespectueux que l'autre tient à son orthodoxie suprématisme.

Sept compositions colossales

Vainqueur, Malevitch demeure à Vitebsk. Chagall s'installe à Moscou, enseigne la peinture à des colonies d'expatriés de guerre et se consacre à une entreprise monumentale : peindre des panneaux allégoriques pour le Théâtre juif de Moscou. Sauvés de la destruction dans les années 30, restaurés pour l'exposition, ils occupent le centre de la Fondation : d'un côté, la colossale *Introduction au théâtre d'art juif* de 8 mètres de long et presque 3 de haut ; en face, *L'Amour sur scène*, déconcertante composition géométrique blanche et grise. Sur les côtés, une frise de 8 mètres, *Le Repas de noces* et quatre allégories, *La Musique*, *La Danse*, *La Littérature* et *Le Théâtre*.

N'y aurait-il que ces sept toiles, elles suffiraient à justifier le voyage à Martigny. Il faudrait des pages pour en épouser les allusions, pour en analyser les constructions faussement déséquilibrées, pour comprendre à l'aide de quels artifices Chagall parvient à occuper des formats si démesurés sans céder ni à la facilité du dépeullement ni au risque de l'encombrement. Le cubisme, y compris celui des papiers collés, le fauvisme, la frontalité des abstractions contemporaines, le dessin sec façon « notes de guerre » de 1914, les allusions littéraires et musicales s'y combinent à merveille. Vit-on dans ce siècle cyclique monumental mieux composé, avec plus d'élégance légère ? L'histoire de l'art moderne s'y trouve récapitulée sur le mode ironique, l'éloge des arts mis en scène sans pesanteur ni rhétorique. La peinture rend à chacune de ses sœurs un hommage tendrement irrespectueux. Ces années-là, sans le moindre doute, Marc Chagall fut l'un des meilleurs peintres de son temps.

PHILIPPE DAGEN

► Fondation Pierre-Gianadda, rue de la République, Martigny (Suisse) ; tél. : 026-22-39-78. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 9 juin.

PHOTO

Guerre et paix

CHRISTINE SPENGLER
au Nouveau Forum des Halles

Trois photographes françaises se sont distinguées sur les terres de guerre des années 70 (Irlande, Vietnam, Cambodge, Liban) : Catherine Leroy, qui, avec Henri Cartier-Bresson, a eu l'honneur rarissime de voir son nom publié en couverture du magazine américain *Life* ; Françoise Demulder, dont on annonce une exposition au Centre photographique d'Ile-de-France ; et Christine Spengler, qui présente une rétrospective de ses images à Paris et raconte sa vie de reporter dans *Une femme dans la guerre*.

La vie de Christine Spengler, ses photos, ses pensées, ses écrits, sont imprégnés de son frère « adoré », qui s'est suicidé en 1973, alors qu'elle se trouvait au Vietnam : « Eric n'est plus, donc moi non plus je ne suis plus. Depuis que tu es mort, je suis sans cesse. Je prends des grands avions à la recherche de la guerre, des fracas, des choses vraies et non adulcées ».

Depuis ce jour, Christine Spengler porte le deuil d'Eric. Elle ne se sépare jamais du Nikon qu'il lui avait donné, s'habille en noir, réalise des images uniquement en noir

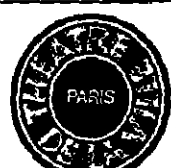
et blanc, au grand angle, des images d'horreur, d'une douleur encore plus grande, comme pour exorciser la sienne. On la surnomme « Moonface » (face de lune), on lui demande à Saigon : « On fait-il rapatrier votre corps en cas d'accident ? » et dans le bureau d'« Orson Welles », le puissant patron des photographes de l'agence américaine Associated Press, elle découvre, punaisés au mur, les visages des cinquante-trois reporters disparus depuis le début du conflit.

En 1984, les photos de Christine Spengler semblent tourner le dos à ses reportages. Elles créent des images plutôt qu'elle ne les enregistre mais se penche toujours sur son

passé et sur la mort. Elle associe ses proches disparus à des objets personnels (perles, pétales de rose...) « afin de ramener ces morts à la vie ». Surtout, elle surprend par ses couleurs, vives, chaudes, envoiées. Mais, comme elle l'écrit au couturier Christian Lacroix : « Ce rouge que vous aimez tant, Christine, n'est autre que le sang des guerres. »

MICHEL GUERRIN

► Christine Spengler, de la guerre et du rêve. Espace photographique de la ville de Paris. Nouveau Forum des Halles. 4-8 Grande galerie. Jusqu'au 28 avril. Une femme dans la guerre, Paris audiovisuel, 90 p., 120 F.



18H30 MAR. 23 ET MER. 24 AVRIL
IKEDA / DIASNAS
UNE JOURNÉE BLANCHE

18H30 VEN. 26 ET SAM. 27 AVRIL
DOUSSAINT / DUBOULOZ
LA BEAUTÉ DES FLEURS

DANSE

65 F. LOC. 42 74 22 77 - 2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

CINÉMA

L'autre garçon

EDWARD
AUX MAINS D'ARGENT
de Tim Burton

Peg Boggs, qui habite un pavillon dans une zone résidentielle, cherche en vain à placer des produits de beauté chez ses voisines. Elle se hasarde jusqu'au manoir gothique victorien qui domine bizarrement cette banlieue aux couleurs d'ice-cream de l'Amérique profonde. Elle y trouve un être d'apparence humaine, Edward, jeune homme au masque blême, couturé de cicatrices, le corps sanglé de cuir, et qui agit en guise de mains des lames de couteau bien tranchantes. Le vieil inventeur de robots domestiques qui l'a fabriqué est mort sans avoir eu le temps de les lui greffer. Pat Boggs (la toujours étonnante Dianne Wiest), qui a deux grands enfants et un cœur gros comme ça, ramène le garçon chez elle. La famille adopte Edward, sans tenir compte de sa différence. D'ailleurs, il est fort habile à manier ses lames, sculpte des formes animales dans les buissons et les arbustes, taille le toison des chiens, sert de coiffeur inspiré aux dames du voisinage, curieuses et désireuses de tromper leur ennui.

Tout ira pour le mieux si les ciseaux, à la longue, ne se mettent à blesser, à faire mal. Après *Pee Wee*, *Beetlejuice* et

Batman, Tim Burton a rassemblé tous les thèmes et les sources de son inspiration : le burlesque, le fantastique, la bande dessinée, le coloriage, la satire sociale. Le film commence et se termine par des images de conte de grand-mère à la Walt Disney, avec neige de Noël et musique assortie, fait une incursion dans la réalité sociale, et développe une fable sur l'intolérance qui fait parfois penser au *Garçon aux cheveux verts* de Joseph Losey. Nouvelle création d'un nouveau docteur Frankenstein - le vieux savant, c'est Vincent Price, - Edward, qui a en lui des trésors de bonté, découvre à ses dépens le conformisme et - excepté chez les Boggs - la fausse hospitalité de la classe moyenne américaine, la férocité qui naît de la peur. A une poésie chez lui insolite, Tim Burton a su mêler, au-delà des gags et de la féerie virant au cauchemar, une émotion profonde et une histoire d'amour romantique.

Au milieu d'une armée de commères hystériques et de « beaux », Johnny Depp - une belle performance - incarne la vérité d'un monstre pathétique, créateur de beauté, et pour lequel, à l'exemple de la jeune Kim Boggs (Winona Ryder), on ne peut éprouver que de la tendresse.

JACQUES SICLER

La scie et le violoncelle

Humour surréaliste et poésie comique pour le premier long métrage d'un duo percutant

DELICATESSEN
de Jean-Pierre Jeunet
et Marc Caro

L'histoire se passe dans un coin oublié de l'Histoire. Un jour, des gens sont venus s'écrouler dans cet immeuble des années 30, le temps d'un repas, personne ne s'en est aperçu. Plus exactement, tout est resté tel quel, sinon qu'une antenne est venue se poser sur le toit - mais la télévision ne diffuse que des interludes et des publicités alimentaires en noir et blanc, - sinon que l'immeuble, l'escalier, les appartements, la typographie sont dans un état lamentable.

Le courageux jeune homme chargé des réparations a bien de l'ouvrage. Il est formidablement sympathique (c'est Dominique Finon), avec un large sourire auquel ne manque que le rouge des maquillages de clowns. D'ailleurs, il a été clown et joue de la scie musicale. Ce qui le rapproche de la jolie blonde timide myope (Marie-Laure Dougnac) qui joue du violoncelle et dont le père (Jean-Claude Dreyfus) est le boucher du rez-de-chaussée, à l'enseigne de Delicatessen...

On trouve de tout dans cet immeuble, depuis le semi-clochard qui vit dans l'escalier avec ses grenouilles et ses escargots (Howard Vernon), jusqu'au couple snob et dépressif - lui (Jean-François Perrier) perpétuellement navré, elle (Sylvie Laguna) bricolant d'inventables machines à se suicider qui ne fonctionnent pas, - en passant par deux gamins gavroches, directement sortis d'une photo de Doisneau, sans oublier la maîtresse du boucher (Kariz Viard), plus les rebelles, des végétariens encapuchonnés qui vivent dans les égouts, et quelques autres dont Rafus...

A contre-courant de la mode

Les gamins pourraient fort bien représenter les deux auteurs de Delicatessen, Jean-Pierre Jeunet (trente-sept ans), qui, pour le dossier de presse, a donné une photo de bambin en barboteuse infiniment sérieux, et Marc Caro (trente-quatre ans), qui s'est fait une tête de moine diabolique. Ils viennent du cinéma d'animation et du clip, ont ramassé beaucoup de prix dans les festivals spécialisés, et ce premier long métrage respire leur univers, où traînent des souvenirs de Prévert, les vestiges d'un réalisme poétique revisité par un peu de mélancolie, mêlée d'ironie corrosive. Leur façon de suspendre le temps, de montrer des gens pittoresques, gentils mais inconscients, pas vraiment associés, plutôt hors-morale, les situe du côté de Jérôme Deschamps, dont ils aiment les spectacles, quoi qu'il en soit.

Jeunet et Caro, un peu dépassés par les devoirs de la promotion,

presque étonnés par l'enthousiasme de la presse, attendent le verdict public, qui va déterminer celui des producteurs. Ils ont eu, en effet, énormément de mal à monter leur production, y ont travaillé plusieurs années, abandonnant un projet après l'autre (trois en tout) pour des raisons financières. Ils n'ont pas eu d'avance sur recettes, et la seule chaîne télévisée à les avoir soutenus est Canal Plus. Leur film, c'est vrai, va à contre-courant de la mode « cinéma littéraire », qui les laisse indifférents. Ils n'ont pas l'allure de « jeunes auteurs en scène branchés », et Delicatessen ne ressemble à rien d'autre, même si quelques paternités y sont revendiquées.

Le film ne ressemble qu'à lui-même, dans le décor unique de cet immeuble vrai dans ses moindres détails, même si les détails sont distordus - les cheminées sur le toit sont trop nombreuses, l'eau dans les tuyaux se déverse en chutes du Niagara, les perspectives forment des trompe-l'œil, le ciel d'été passe de la nuit au jour en un instant... L'histoire s'écrit à l'instar d'un conte, mais son désordre n'est qu'apparent. Avec la musique de Carlos D'Alcázar, elle progresse par association d'images et d'actions, parfaitement maîtrisée, tenue dans une logique imparable, bien que très éloignée du rationalisme. Les personnages sont vivants - « vrais », pourrait-on dire, en dépit de leur loquacité rêveuse - et les comédiens formidablement choisis. En bons graphistes, Jeunet et Caro sont parvenus à les faire coller aux formes et aux couleurs qu'ils avaient en tête. Mais d'abord, si Delicatessen ne ressemble à rien d'autre, c'est que la fantaisie tranquille, l'humour, la lucidité, la méchanceté rêveuse, la poésie tordue de Jeunet et Caro composent un ensemble unique, secret, irrésistiblement drôle et envoûtant.

COLETTE GODARD

PETIT MONTPARNASSE

GUSTAVE

FLAUBERT

Mémoires d'un fou

Rarement a-t-on vu un bonheur de théâtre aussi amoureux, soigné, aussi généreusement imaginé, aussi jeune, aussi poignant. Michel Courmet - LE MONDE
LOC. 43.22.77.74
AU THEATRE DES FOLIES-BERGERES ET VILLES CLOUDES

Favart P

91
erts Radio

CULTURE

Jeunes pousses en Europe

La deuxième édition des « Pépinières d'artistes » d'Eurocréation

Ute Ihlenfeldt s'est longtemps promené dans la campagne, du côté de Nîort, avant de repérer l'endroit idéal. Elle a fini par planter dans un pré adossé à un monticule de hautes colonnes dont le rouge tranchait avec le ciel gris et le vert tendre du marais poitevin. L'œuvre ressemble à un temple grec, en moins éternel. Dans six mois, le vent et la pluie auront emporté cette installation. Six mois, c'est le temps qu'Ute aura passé à Nîort avec cinq de ses confrères, quatre Allemands et une Britannique, pour les « Pépinières d'artistes » de l'agence Eurocréation, un programme européen d'aide à la création. Six mois, pour offrir à Nîort une installation qui s'intégrerait à l'environnement, c'est l'orientation choisie par la municipalité. Six mois, aussi pour se couper de son milieu, ou, comme Susannah Silver, la Britannique, s'apercevoir que l'Europe existe.

Séminaristes, peintres, photographes ou sculpteurs ont essaimé de trois à six mois dans dix villes : Grenoble, Naples, Glasgow ou Lisbonne, avec une bourse mensuelle de 3 000 à 9 000 francs. « Le début a été chaotique », raconte Jean-Michel Djan, directeur général d'Eurocréation qui doit présenter ce 16 avril les grandes lignes de la deuxième édition. Pour boucler le programme de la première année, nous avons eu du mal à trouver la dizaine de municipalités qui acceptent d'accueillir des artistes. Pour 1992, nous nous attendons à recevoir plus que les huit cents demandes de bourses enregistrées l'an dernier.

« Nous avons reçu une mission du ministère de la culture, mais nous ne sommes pas une institution. Nous sommes un organisme léger, pourvu d'un réseau de relations très étendu, d'un réseau de rencontres, et de hasards heureux. Les Pépinières répondent à des besoins de promotion professionnelle, d'ouverture internationale. Enfin, elles amènent les villes à s'interroger sur leur politique culturelle. »

Les ramifications vont s'étendre. Treize villes (1) d'Europe accueilleront le 1^{er} janvier 1992 une bonne quarantaine de créateurs de vingt à trente ans. « Le renouvellement des Pépinières dans une même ville n'est pas automatique. Ainsi, Bratislava et Marseille seront remplacées par Angers et Mulhouse. Nous effectuons une petite ouverture à l'Est, vers Bratislava, qui accueillera des sculpteurs. Le nombre de villes qui participent à l'opération augmente, mais il ne dépassera pas la

quinzaine, et les artistes sélectionnés ne seront pas plus de quarante. Je voudrais pouvoir me souvenir de leurs noms. »

Pour la promotion 1992, un premier jury national se réunira dans chaque pays pendant la seconde quinzaine de septembre. Les 24, 25 et 26 octobre, un jury international effectuera la dernière sélection au Palais de Chaillot. Que deviendront les artistes de 1991 ? Certains ont déjà reçu des commandes, privées ou publiques. Ute Ihlenfeldt est retournée dans son atelier de Brême, où elle prépare une exposition. Avant de quitter Nîort, elle a recouvert des photographes qui vont fixer étape par étape la destruction de sa sculpture éphémère.

BÉNÉDICTE MATHIEU

MUSIQUES

Favart l'enchanteur

L'Opéra-Comique rend hommage à celui qui a donné son nom à la salle

LA RÉPÉTITION INTERROMPUE
LA FÉE URGÈLE
à l'Opéra-Comique

Si les Parisiens connaissent la Salle Favart, ils ignorent tout ou presque de l'homme qui a donné son nom à l'Opéra-Comique. Et pourtant, Charles Simon Favart fut la coqueluche du public parisien pendant cinquante ans. Il a écrit des vaudevilles, des livrets d'opéras mis en musique par les musiciens les plus en vogue du XVIII^e siècle.

Tombées dans l'oubli, la *Répétition interrompue* et la *Fée Urgèle* (un opéra comique représenté avec succès jusqu'en 1815) n'attendaient que le metteur en scène Jean-Marie Villégier, le costumier Patrice Cauchetier, les Arts florissants, excellents chanteurs-comédiens et le clavicembaliste et chef d'orchestre Christophe Rousset pour retrouver les suffrages du public. On ne change pas une équipe qui gagne, celle d'Alys de Lully en l'occurrence. Et comme William Christie ne se trouvait pas dans la fosse, il nait au balcon.

Car l'on rit à ces spectacles. La *Répétition interrompue* est pourtant jouée un peu trop le petit doigt en l'air. Mais l'on ne s'ennuie pas à ces escarmouches féériques, à ces mots d'esprit, à ces situations qui ne le théâtre ni le cinéma n'ont oubliées. Raoul Dellosse dans le rôle d'un vieil acteur pompette échappé à ces « chochottes » (pourquoi enfermer le XVIII^e siècle dans une cage aux folles ?). Il en a tant vu, en a tant vécu sur les planches qu'il semble revenu de tout et déclenche les rires d'un rien.

« Un chef-d'œuvre d'esprit, de naturel et d'art »

Edité sans musique, le livret de la *Répétition interrompue* indiquait en marge le titre des airs que Christophe Rousset a retrouvés pour la plupart, mais dont on murmure que certains lui ont peut-être été dictés du paradis par les compositeurs disparus. Son travail est si habile que l'on serait en peine de toujours démentir l'écheveau.

La *Fée Urgèle* est d'une autre tenue, à part le décor qui tient à la fois du ciel de lit, de la salle du trône, du kiosque de jardin et de l'ouvrage en ferronnerie d'art garantie fonte d'aluminium anodisée. Cet ancrage de *Ciboulette* est non seulement drôle, mais comme l'a dit Voltaire, c'est « un chef-d'œuvre d'esprit, de naturel et d'art ; tout s'y trouve, délicatesse, mots joyeux, sentiments, naïveté, finesse ». Plus un soupçon de grivoiserie à laquelle on ne veut pas résister.

La musique d'Egidio Romualdo Duni (un Napolitain adopté par Paris) est toujours en situation solide et ingénieuse, souvent parodique. Elle est même amusante quand le texte de Favart devient grand, dans la scène où la Vieille se meurt. A moins que tout cela ne soit parodique, une fois de plus...

Il est impossible de citer toute la distribution : près de trente chanteurs se croisent sur scène. Ils sont parfaits. Mais Jennifer Smith en

Vieille édentée faisant sa cour en bêtant dans le cou de Pierre Catala (Le Chevalier Robert) remporte un triomphe sciemment égaré qui, de la fosse et dans l'acoustique parfaite de l'Opéra-Comique, anime de bout en bout les musiciens des Arts florissants avec une conviction à peine entamée par quelques canards (le cor) et décalages dans l'orchestre. Que cet orchestre joue bien, avec naturel !

Ce spectacle en deux parties dure trois heures, mais lorsque l'on quitte la Salle Favart, vers 22 h 45, on s'en éloigne le pas léger, jurant d'y revenir.

ALAIN LOMPECH

Prochaines représentations : les 16, 17, 18, 20, 21 et 23 avril, à 19 h 30. Le spectacle est une co-production avec le Théâtre municipal de Caen. Tél. : 42-56-55-53. De 40 F à 350 F.

EN BREF

□ *Sotheby's*, Christie's et les faux bronzes de Diego Giacometti. — Les deux firmes anglo-saxonnes se déclarent prêtes à coopérer avec la police pour remonter la filière des faux bronzes de Diego Giacometti, le frère d'Alberto. De source policière, 75 % des contrefaçons auraient été écoulées par ce canal, à leur insu. Le reste par Drouot et des marchands. Ces « vraies-fausseuses pièces » étaient fabriquées par un ancien fondeur de l'artiste qui avait gardé les moules de certaines réalisations. Il avait notamment fondu le mobilier du Musée Picasso.

□ Gêve à l'Odéon. — Les représentations des 16 et 17 avril du *Balcon* de Jean Genet, mis en scène par Lluís Pasqual, au Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de l'Europe sont annulées à la suite d'une grève du personnel technique.

□ Patrimoine. — L'association Traverses organise comme chaque été des chantiers-vacances dans la région Midi-Pyrénées. Ses actions consistent à sauvegarder le patrimoine architectural, culturel et écologique par le biais de travaux réalisés par des bénévoles. Traverses, 22, chemin des Oliviers, 31400 Toulouse.

□ Des jeunes troupes pour « 48 heures 91 ». — A l'occasion des « 48 heures 91 » qui se tiendront du 28 au 30 juin au Cirque d'hiver et au

TLP Dejezet, les organisateurs recherchent des jeunes compagnies de théâtre, cirque, marionnettes, mime ou danse afin de « tenir » sur les planches pendant deux jours, non-stop. Les candidatures doivent être adressées avant le 30 avril.

■ Association ELPC, 84, rue Baudouin, 75013 Paris. Tél. : 44-23-81-94. Fax : 45-83-50-02.

□ La cante en libre. — Cinquante six communes de l'Isère, dont Grenoble, reçoivent soixante-dix artistes, conteurs et musiciens, qui, jusqu'au 20 avril, vont donner quatre cent dix représentations, parler, raconter, affabuler, chanter. Et comme il faut savoir aussi prendre la parole, il y aura quatre stages de formation, cinq de conversation, et un colloque sur le thème « La parole aux tout-petits ».

■ Couvent des Minimes, rue Docteur-Lemaire, 38400 Saint-Martin-d'Hères. Tél. : 78-51-21-82.

□ Mission d'étude sur le cinéma et l'audiovisuel dans les départements d'outre-mer. — A la suite des émeutes à la Réunion qui avaient eu pour détonateur l'affaire de Télé-Freedom, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a mis en place une commission d'étude sur l'audiovisuel dans les départements d'outre-mer — notamment sur les relations, différentes de celles qui ont cours en métropole, entre cinéma et télévision.

JEAN GENET
mise en scène
LLUIS PASQUAL
LE BALCON
DU 12 AVRIL AU 2 JUIN

Concerts Radio France

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
Samedi 20 - 20 h 30
Salle Pleyel
J. S. Bach - *Schütz* - Vivaldi
Alexis Oukine, hautbois
Vladimir Kravtsov, piano
Les Virtuoses de Moscou
Violon et direction : Vladimir Spivakov

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE
22-25-27-30 - 20 h
Châtelet
Darius : Ariane et Barbe-Bleue
F. Poullet - N. Deszay - H. Scherz
V. Chevalier - N. Dessaye
G. Bacquier
Mise en scène : Ruth Berghaus
Décors : Hans-Dieter Schaal
Chœurs du Châtelet
Direction : Elihu Isral

DE VIVE VOIX
Mercredi 24 - 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Castiglioni - Berio - Bruni
Ensemble vocal
du Chœur de Radio France
Direction : Clynas Gortwald

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Jeudi 25 - 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Mozart - *Prokofiev*
Marie-Joëlle Pires, piano
Direction : James Conlon

PERSPECTIVES JEUNE MUSIQUE FRANÇAISE
Jeudi 25
Grand Auditorium de Radio France
Trombe - *Levent - Tanguy*
Mauril - *Darieux - Pesson*
18 h 30 - Dominique My, piano
20 h 30 - Ensemble Fa
Isabelle Veyrier, violoncelle
Sylvaine Billier, piano
Direction : Dominique My

LOCATION
Radio France 42 30 23 08
Salle Pleyel 45 63 88 73
Théâtre des Champs-Élysées 47 20 36 37
Châtelet 40 28 28 40

Radio France

ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN
Béla Bartók
Trois scènes de village
Witold Lutoslawski
Trois poèmes d'Henri Michaux
Maurice Ravel
Frontispice
(orchestration Pierre Boulez)
Frédéric Durieux
Lb. Au-delà
Commande de
l'Ensemble Inter-Contemporain
et de la Fondation Crédit Lyonnais
Edgard Varèse
Équatorial
ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN
CHŒUR DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE LYON
Direction PIERRE BOULEZ
Vendredi 26 avril - 20 h 30
Châtelet - 40 28 28 40
En coproduction avec le Châtelet
Samedi 27 avril - 20 h 30
Auditorium Maurice Ravel
Lyon - 78 60 37 13
Lundi 29 avril - 20 h 30
Palais des Sports
Bordeaux - 56 52 75 21

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RÉALISATION DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL D'ART CONTEMPORAIN à VITRY-SUR-SEINE AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES DE CONCEPTEURS

CONDUCTEUR D'OPÉRATION - RENSEIGNEMENTS
Direction des bâtiments départementaux : 10, chemin des Bassins, 94011 Créteil Cedex.
M^{me} HUGUENARD. Tél. : 43-89-81-63.

PROGRAMME
Le programme représente une surface utile (hors circulations et sanitaires) d'environ 7 900 m² et comprend :
- un hall d'accueil ;
- des espaces d'exposition permanente de 2 250 m² ;
- des espaces d'expositions temporaires de 1 700 m² ;
- un auditorium de 250 places ;
- une médiathèque ;
- une bibliothèque ;
- une boutique ;
- un secteur pédagogique ;
- des ateliers d'artistes ;
- des locaux administratifs ;
- des réserves, des ateliers ;
- des locaux annexes et de services.

Les espaces extérieurs du musée seront aménagés en jardins de sculptures.

TYPE DES CONCOURS
Concours restreint sur esquisse détaillée après sélection préalable des concurrents sur dossier de références.

ORGANISATION DE LA CONSULTATION
● Nombre d'équipes admises à concourir : 6 à 8.
● Les candidats disposeront de 12 semaines pour remettre leurs prestations.

COMPOSITION DU JURY
● M. GERMA, Président du Conseil Général, Président du Jury ou son représentant.
● Madame HULOT, Vice-Présidente, chargée du secteur culturel.
● M. le Conseiller Général désigné par le Président du Conseil Général.
● M. MERCECA, Maire de Vitry-sur-Seine ou son représentant.
● M. SARDIE, Historien de l'Art, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, Conservateur du Musée National d'Art Moderne (1981-1989).
● M. ADAMI, Artiste.
● M. CORNU, Critique.
● M. RAOUIL JEAN MOULIN, Conseiller Culturel du Département.
● M. CHATELAIN, Architecte.
● M. GAUDIN, Architecte.
● Un architecte désigné par la MCO.
● Un architecte désigné par la DRAC.

Le jury disposera d'une somme de 750 000 à 1 050 000 francs TTC, en fonction du nombre d'équipes admises à concourir, pour indemniser les équipes non retenues.

MISSION CONFÉE
Mission de maîtrise d'œuvre de type M2 étendue.

CONSTITUTION DES ÉQUIPES CANDIDATES
Les équipes devront comprendre un architecte et un paysagiste.
L'architecte étant le mandataire commun.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURES
- Nom et qualité du mandataire commun.
- Date d'installation en responsabilité professionnelle de celui-ci.
- Noms et titres des membres de l'équipe.
- Moyens de l'équipe.
- Liste des références de chaque membre de l'équipe en matière d'équipements :
- Situation.
- Programme.
- Maître d'ouvrage.
- Coût.

Le dossier devra comporter des plans, photos etc.
De plus les candidats devront sélectionner parmi leurs références en matière d'équipement une réalisation qu'ils jugent représentative et présenter pour celle-ci une note synthétique (une page 21x29,7 ou maximum, rédigée en français) exposant leur démarche de concepteur.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
Un dossier de présentation de l'opération est disponible pour les candidats qui en feront la demande à la :

DIRECTION DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX
DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 17 MAI
ADRESSE OU ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES :
DIRECTION DES BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX
BUREAU 3210 A - CENTRE DE VALENTON
10, chemin des Bassins, 94011 Créteil Cedex
Avec la mention :
Musée départemental d'art contemporain, concours de concepteurs - dossier de candidature.

سكراين الاصل

SPECTACLES

Programmes du mercredi 17 au mardi 23 avril

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

Les Archives du film présentent : Clochemerle (1947-1948), de Pierre Chenal, 16 h ; la FEMIS présente : Sharon 91 (1990), de Virginie Chenu, Sam et Fred (1990), de F. Christophe ; la Vidéo (1990), de J.-Y. Philippe ; la Conversation (1990), de R. Cohen ; Coup de puce (1990), de P. Dreyfus et J. Abecassis ; les Surprises du ver à soie (1990), de J.-C. Jamer ; la Vie selon Luc (de J.-P. Cuvayrac, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : Tachkent, ville du pair (1988, v.o. traduction simultanée), de Choukrat Abbasov, 14 h 30 ; Aventures sur les rives (1986, v.o. s.t.f.), d'Ousmane Saparov, 17 h 30 ; la Coraline (1987, v.o.), de Saparov Mollanazarov ; la Vallée des ancêtres (1989, v.o. s.t.f.), de Kadyryjan Kydyraliev, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

MERCREDI

Géminis de Paris : Jeune Public : Petite Fuite en froid (1988) de J. Dasque, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Éclair journal, 16 h 30 ; Carte blanche : Michel Fresnel : Que deviennent-ils ? (1984) de Michel Fresnel, 18 h 30 ; Apprentissages : Antoine et Colette (1962) de François Truffaut, le Roman de Léo (1988) de Graham Guit, l'Amour en herbe (1978) de Roger Andueux, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.) : Cinoches, 4 (46-33-10-82).

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 3 (42-71-52-38) ; Action Écoles, 5 (43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40).

ALDO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Normandie, 9 (45-83-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 9 (47-07-55-88) ; UGC Rotonde, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-22-48-01) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 17 AVRIL

«Revoir Degas», 13 h 15, Musée d'Orsay (Paris et son histoire).
«Le couvent saint-Joseph des Carmes», 15 h 30, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).
«Hôtels et jardins du Marais», 14 h 30, musée saint-Paul (Régulation du passé).
«La Mosquée, histoire de l'islam», 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte (P. Y. Jassier).
«Berlin, symphonie d'une grande ville 1927», 16 heures, Musée national des arts modernes.
«L'hôpital Saint-Louis», 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Merle).

CONFÉRENCES

Centre Georges Pompidou, 21 heures. Peter Rice.
Goethe Institut, 17, av. d'Iéna, 15 heures. Cinéma pour enfants et jeunes, «Der Sommer des Falken».

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Studio

Galande, 5 (43-54-72-71) ;

Cinoches, 6 (46-33-10-82).

ALJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) :

Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gau-

mont Les Halles, 1 (47-42-80-33) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gau-

mont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 14 (43-20-32-20) ; Sept Par-

nassiens, 14 (43-20-32-20) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Gau mont Opéra, 2 (47-42-80-33) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;

Gau mont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

La Bastille, 11 (43-07-48-60) ;

Gau mont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

47-68) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Ménopause sous influence

La prescription de certaines hormones sexuelles permet de prévenir les symptômes de l'arrêt des menstruations. Nécessité médicale ou traitement de confort ?

FAUT-IL ou non « médicaliser » la ménopause ? La première conférence de consensus organisée en France sur ce thème, et qui vient tout juste de rendre publiques ses conclusions (1), a fort utilement permis de mettre en lumière l'ensemble des difficultés soulevées par ce qui, pour ne pas être stricto sensu une pathologie, n'en comporte pas moins de nombreux aspects médicaux. Publique-ment posée depuis bientôt un quart de siècle, la question de la correction hormonale des troubles de la ménopause n'a pas encore trouvé — contrairement à ce que l'on a longtemps pensé ou espéré — de réponse simple et univoque. Plus encore, les nombreux travaux menés sur ce thème semblent souvent faire naître autant de problématiques qu'ils fournissent de solutions.

Réponse thérapeutique indispensable pour certains, médication de confort non dénuée de risques pour d'autres, la médicalisation de la ménopause, après le combat pour la contraception et l'interruption volontaire de grossesse, vient à sa manière illustrer les rapports souvent complexes, sinon ambigus, qu'entretiennent la médecine et la pratique de la sexualité humaine.

La ménopause est avant toute chose un phénomène physiologique. Il s'agit en effet de la cessation des menstruations, traduction clinique de l'épuisement du capital folliculaire des ovaires. En pratique, l'arrêt définitif des menstruations étant précédé d'une série de perturbations du cycle menstruel, conséquence de certaines carences hormonales auxquelles est soumis l'organisme, les femmes concernées souffrent ainsi de divers troubles : syndrome prémenstruel, règles plus abondantes, plus rapprochées ou au contraire plus espacées, réapparition parfois après plusieurs mois d'aménorrhée.

« Le diagnostic d'arrêt définitif des menstruations ne peut donc être que rétrospectif », précise le professeur Leroy-Billard (CHU de Lille). La ménopause existe chez la femme qui n'a pas eu de règles depuis douze mois et chez laquelle un test aux progesta-



F. B. B. B.

tifs (pris pendant dix jours) ne déclenche pas de règles. Le terme de « préménopause » encore utilisé par certains doit disparaître. Ainsi, les deux définitions internationales utiles de la ménopause sont : l'arrêt définitif des menstruations et la postménopause.

Il s'agit dans le premier cas de la période au cours de laquelle apparaissent les signes endocrinologiques, biologiques et souvent cliniques ainsi

que la période d'« incertitude » d'un an qui suit les dernières règles. Dans le second cas, on parle d'une ménopause confirmée, qui peut se traduire cliniquement par de nombreux symptômes (bouffées de chaleur, sécheresse vaginale, troubles de la peau, etc.) caractéristiques de la carence en hormones sexuelles. Autant de symptômes, cette carence peut également avoir des effets patho-

logiques graves au plan osseux ou cardiovasculaire. Comme l'a rappelé M. Henri Leridon (Institut national d'études démographiques), la plupart des études effectuées sur ce thème situent entre 50 ans et 51 ans le début de la ménopause, et la moitié des femmes sont ménopausées avant

45 ans, 50 % l'étant avant 50 ans et 90 à 95 % d'entre elles avant 55 ans. Si l'on retient la tranche 50-64 ans comme celle qui pourrait être justifiée d'un traitement, 4 millions et demi de femmes sont, en France, actuellement concernées et 6 millions le seront en 2020. C'est dire l'importance de la question, soulevée tout comme l'ampleur des enjeux économiques.

Reproduire l'équilibre hormonal

« En tenant compte des populations d'origine non européenne, les âges moyens restent compris entre 48 et 51 ans, la ménopause la plus tardive étant plutôt le fait des populations blanches », explique M. Leridon. L'âge de la ménopause ne devrait guère évoluer dans les prochaines années. Toutefois, les résultats des différentes études ne sont pas homogènes en ce qui concerne le rôle de la nutrition, le statut économique, les effets de la stérilisation, l'âge des premières règles ou l'utilisation de la contraception orale. En revanche, l'effet le plus net semble être celui du tabac, dont la consommation avance la ménopause d'un à deux ans.

Pour être schématisée, les thérapeutiques de la ménopause consistent à administrer à la femme les hormones sexuelles dont elle est physiologiquement privée du fait de l'arrêt de ses fonctions ovarienne. On cherche ainsi de diverses manières, à reproduire l'équilibre hormonal féminin caractéristique de la période située entre la puberté et la ménopause. On dispose pour cela de deux types d'hormones sexuelles : les œstrogènes et les progestatifs. Les premières, qui comportent différentes catégories (composés naturels et œstrogènes de synthèse en particulier), ont souvent été utilisées pour faire disparaître les bouffées de chaleur et plus récemment pour prévenir l'apparition des troubles osseux ou cardio-vasculaires.

On estime généralement en France que seuls les œstrogènes naturels administrables par voie orale ou percutanée (gels), ou transcutanée (système adhésif), plus coûteux que les gels, sont efficaces et adaptés à ce traitement. « Le schéma thérapeutique

habituel consiste à administrer la plus petite dose d'œstrogène compatible avec un effet sur l'endomètre et sur l'os pendant vingt jours. Il faut compléter cette œstrogénotherapie par une thérapeutique progestative de dix à quatorze jours, soit en combinaison avec les œstrogènes, soit en succession, les œstrogènes, soit en succession, le traitement discontinu, cette modalité peut être suivie d'une hémorragie de privation. Si la stimulation œstrogénale est insuffisante ou si l'administration de progestatifs est prolongée, il peut ne pas y avoir de règles. »

Les rares données chiffrées sur la proportion des femmes concernées par la ménopause et suivies d'une hormonothérapie émanent de l'industrie pharmaceutique. Elles laissent penser qu'au total cette proportion est très minoritaire, inférieure sans doute à 10%.

C'est dans ce contexte que la conférence de consensus a tenté de répondre à quelques-unes des questions les plus importantes. Elle a, du même coup, alimenté quelques controverses médicales et scientifiques tenant pour beaucoup au poids actuel de l'industrie pharmaceutique comme aux nombreuses spécialités médicales (rhumatologues, gynécologues-obstétriciens, gynécologues médicaux, généralistes, radiologues et spécialistes d'endocrinologie) concernées et souvent concurrentes.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 15

(1) « Médicaliser la ménopause ». Cette conférence de consensus organisée par la Fondation de l'avenir avec le concours de la Mutualité française s'est tenue du 11 au 13 avril au siège parisien du CNRS. Le jury était présidé par le professeur Geneviève Barrier (chef du service d'anesthésie-réanimation, hôpital Necker, Paris). La conférence était coordonnée par le professeur Jean-François Lacroix (CHU Henri-Mondor, Créteil). Elle était parrainée par l'Académie nationale de médecine, la Fédération française de gynécologie-obstétrique, l'Union française des sociétés françaises de médecine interne et d'endocrinologie ainsi que par la Fédération nationale des collèges de gynécologie médicale.

Koweït : comment le désert s'embrasa

Un ou deux ans seront nécessaires pour arrêter l'incendie des centaines de puits pétroliers allumés par de véritables « experts »

L'ÉPAISSE fumée venant de l'incendie des puits koweïtiens recouvre la situation de l'émirat d'un voile d'incertitude. Pourtant, les avis des techniciens et des journalistes qui sont ou ont été dans le Golfe convergent sur plusieurs points : d'une part, 350 puits de pétrole environ ont été sabotés, dont la plupart brûlent actuellement (1) faisant partir en fumée chaque jour 1 million de barils (plus de 850 000 tonnes) ; d'autre part, il ne sera pas possible d'éteindre ces incendies avant un ou deux ans ; enfin la fumée émise par les incendies est extrêmement opaque, suffoquante et collante et elle cache bien souvent le soleil dans une vaste région du Golfe où la température, du coup, est sous le nuage, inférieure d'une quinzaine de degrés Celsius à ce qu'elle est au soleil.

On sait, depuis la libération du Koweït, que le sabotage des puits a été remarquablement fait et que ce « travail d'experts » a commencé dans les premiers jours qui ont suivi l'invasion irakienne. Il semble que les « spécialistes » irakiens ont vraiment déployé un extraordinaire génie de la malice en enlevant, dans un certain nombre de puits, les vannes internes de sécurité qui se ferment automatiquement dès que le débit d'un puits dépasse la normale, ou (et) en plaçant puis en faisant sauter des charges d'explosifs à l'intérieur des puits, ou encore en sabotant les têtes de puits et leurs vannes de sécurité de surface. Il y a aussi des puits qui explosent par bouffées en donnant naissance à des champignons de feu interminables.

Des spécialistes français ont d'ailleurs remarqué que les images transmises par la télévision montrent des modes différents d'incendie. Le jet enflammé jaillit, en effet, des puits soit tout droit, soit en couronne, soit

à l'horizontale. Dans le premier cas, il semble que le jet de pétrole en feu sort par le tubing (voir l'encadré) intact. Si la flamme est en couronne, c'est probablement parce que le pétrole jaillit par l'espace annulaire situé entre le casing et le tubing et que ce dernier est cassé. Si le jet est à l'horizontale, on peut penser que les dommages concernent la tête de puits, en particulier ses vannes de sécurité.

Cinq sociétés au monde

Si les Irakiens ont vraiment fait sauter des charges d'explosifs dans les puits, on peut craindre que le tubing et aussi le casing soient cassés et le pétrole même qui a été fracturé, couche productrice ait été fracturée. Dans ce cas, la part des réserves koweïtiennes de pétrole (plus de 14 milliards de tonnes) perdrait sans doute supérieure aux 10 % qui vont, pense-t-on, s'envoler en fumée au cours des douze ou vingt prochains mois. On ne peut espérer, en effet, que les incendies ou les éruptions de centaines de puits puissent être arrêtés dans un laps de temps plus court.

Eteindre un puits de pétrole en feu — et même maîtriser une éruption non accompagnée d'incendie — est déjà un travail difficile et dangereux que seuls peuvent faire des techniciens hautement spécialisés et très entraînés (le Monde du 28 février). Une telle opération nécessite, pour chaque puits, plusieurs jours de travail dans le meilleur des cas, plusieurs semaines parfois et même plusieurs mois lorsque le forage de puits déviés est nécessaire pour « tuer » un puits endommagé. Or le cas du Koweït est unique à ce jour. Il s'agit, en effet, de centaines de puits à éteindre et il n'existe au monde que cinq sociétés

spécialistes de ce genre de travail : quatre américaines — celle de « Red », Adair bien sûr, Boots and Coots, Cudd Well Control et Wild Well Control — et une canadienne — Safety Boss. Cela suffit en temps normal car, On compte, en moyenne par an, une dizaine d'éruptions de puits avec incendie. Même si chacune des quatre sociétés américaines est appelée pour quatre ou cinq interventions par mois, car on a recours souvent à elles pour des incidents mineurs, telle une fuite dans une vanne, non accompagnés d'incendie.

Outre le nombre très limité du personnel compétent, d'autres facteurs ralentiront inévitablement l'extinction des incendies des puits du Koweït : les innombrables mines dont les Irakiens ont truffé les champs pétroliers, les plages et le territoire koweïtien dans son ensemble (les démineurs français en auraient déjà retiré quelques dizaines de milliers depuis l'arrêt de la guerre le 28 février dernier) ; les bombes aériennes et non explosées mais qui la chaleur des incendies voisins fait sauter sans préavis de temps à autre ; le manque d'eau dont les « pompiers » ont besoin en quantités énormes, soit pour se faire arroser par sécurité sous de vrais déluges, soit pour « noyer » les flammes quand c'est possible, soit pour délayer les boues dont des volumes très importants sont indispensables — pour maîtriser l'éruption de chaque puits.

On a certes pensé à utiliser, en sens inverse, les pipe-lines qui amenaient le pétrole brut vers les postes de chargement situés en mer. En admettant que ces pipe-lines soient intacts ou vite réparés. Mais, de toute façon, le pétrole y coulait par simple gravité. Il est donc impossible de faire circuler « naturellement » l'eau dans le sens contraire de celui du pétrole. Il faut

pousser l'eau par de très grosses pompes ou par des batteries de pompes moyennes. Or de tels appareils n'existent qu'en nombre limité. Et même, en général, les plus grosses ne sont faites qu'à la commande.

Il y a aussi le pétrole, qui s'écoule ou jaillit de crevasses ou d'entonnoirs sans brûler d'un peu partout et dont les mares et les rigoles saturées littéralement le sol aux abords des puits, où paissent et s'engouffrent les sauveurs.

Deux experts français, l'un du service des politiques du laboratoire central de la préfecture de police de Paris, l'autre, qui est directeur d'Air-Paris, une société qui surveille la qualité de l'air, ont été envoyés pour une dizaine de jours au Koweït par le ministère français de l'environnement à la demande des autorités de l'émirat. Malheureusement, le camion-laboratoire apporté au Koweït n'était pas adapté à la situation exceptionnelle créée par l'incendie de centaines de puits de pétrole.

YVONNE REBEYROL
Lire la suite, et l'ensemble de notre dossier, page 14

(1) Une publication aussi sérieuse que l'International Petroleum Encyclopedia avait écrit dans son édition de 1988 que 743 puits avaient été forés au Koweït en une quarantaine d'années, que 363 étaient alors « actifs » et que seulement le tiers de ces puits « actifs » étaient équipés de puits de sécurité pour qu'un incendie de puits dure jusqu'à ce qu'on l'éteigne (le Monde du 28 février). Manifestement, les chiffres étaient très sous-évalués : tout le monde est d'accord pour dire maintenant que le Koweït comptait, au moment de l'invasion du 2 août, un bon millier de puits, dont 80 % étaient en activité. Les chiffres viennent-ils de l'International Petroleum Encyclopedia qui n'aurait pas pris en compte que les puits importants

Evaluation, an I

Encore trop méconnue des professionnels de la santé, l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) fête dans quelques jours son premier anniversaire. Cette structure originale, financée cette année à hauteur de 20 millions de francs par l'Etat et par la Sécurité sociale, vise pour l'essentiel à développer un nouvel état d'esprit au service de l'individu souffrant et de la collectivité des assurés sociaux. Il s'agit notamment, sur les sujets diagnostiques ou thérapeutiques, de situer l'état de l'art grâce à l'analyse de la bibliographie internationale, à des échanges entre professionnels concernés et au vu des expériences françaises et étrangères.

Après un premier travail sur le dépistage des hépatites virales, l'ANDEM travaille aujourd'hui sur l'utilité des appareils d'ostéodensitométrie, sur le traitement des lithiases biliaires ainsi que sur les examens préopératoires. Autant de sujets où l'objectivité scientifique pourrait remettre en cause de nombreux comportements médicaux.

Lorsqu'elle tournera à plein régime, cette agence prévoit d'aborder chaque année cinq à six sujets différents. « Nous soumettons avant tout que cette structure fournisse aux médecins les outils d'une aide à la décision », explique le professeur Yves Matillon, directeur de l'ANDEM. La pratique de la médecine est aujourd'hui rendue très difficile, ne serait-ce qu'à cause de la multiplication des techniques mises à la disposition des praticiens. Il faut donc préciser, de la manière la

plus objective, la plus rigoureuse possible, quels sont les avantages et les éventuelles conséquences négatives de ces techniques pour que le médecin puisse choisir. »

Outre qu'elle ne peut pas ne pas intégrer une dimension économique et qu'elle conduit inévitablement vers la réflexion éthique, une telle démarche soulève la question de la qualité de la formation actuelle des médecins. Pour le professeur Joël Ménard, président du conseil scientifique de l'ANDEM, le diagnostic est ici sans équivoque. « Les médecins, dit-il, n'ont pas été formés à réfléchir à leur pratique en fonction des résultats de leur choix. Nous avons une formation descriptive, nous reproduisons tout ce que l'on apprend dans les livres, mais nous n'avons pas été formés en termes de choix. Or il est essentiel de ne plus faire les choses « pour voir » mais d'œuvrer dans un esprit pragmatique. Il nous faut intégrer la dimension de l'évaluation dans tous les gestes diagnostiques et thérapeutiques de la pratique médicale quotidienne. »

Cette évaluation critique conduira-t-elle à remettre en question la liberté de la prescription médicale ? « Cela peut effectivement être perçu de cette manière par ceux qui se refusent à intégrer la médecine individuelle dans le cadre d'une médecine globale avec ses paramètres économiques d'ensemble », estime le professeur Ménard, et il y a encore probablement beaucoup de gens qui ou bien n'y ont pas pensé, ou bien se refusent à l'accepter. »

J.-Y. N.

سكزا ابن الاصل

هكذا نال الامل

SCIENCES • MEDECINE

La catastrophe écologique du Koweït

Sous un soleil noir

Pour certains témoins, l'incendie des puits de pétrole c'est l'Enfer de Dante recomposé

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

IMMAGINABLE! On a beau avoir vu sur le petit écran des images apocalyptiques de puits crachant le feu sur fond de soleil noir, les mots manquent pour décrire l'ampleur de la catastrophe écologique qui frappe le Koweït depuis six semaines. «Thermobyl, à côté, ce n'est rien!», s'exclame le docteur Abdelrahman Al Awadi, ministre chargé notamment de l'environnement auprès du premier ministre koweïtien. «Saddam Hussein est le premier criminel de l'environnement de l'histoire! Il faut mobiliser l'opinion internationale pour le juger, ainsi que son régime et surtout éviter que cela ne se répète dans l'avenir.»

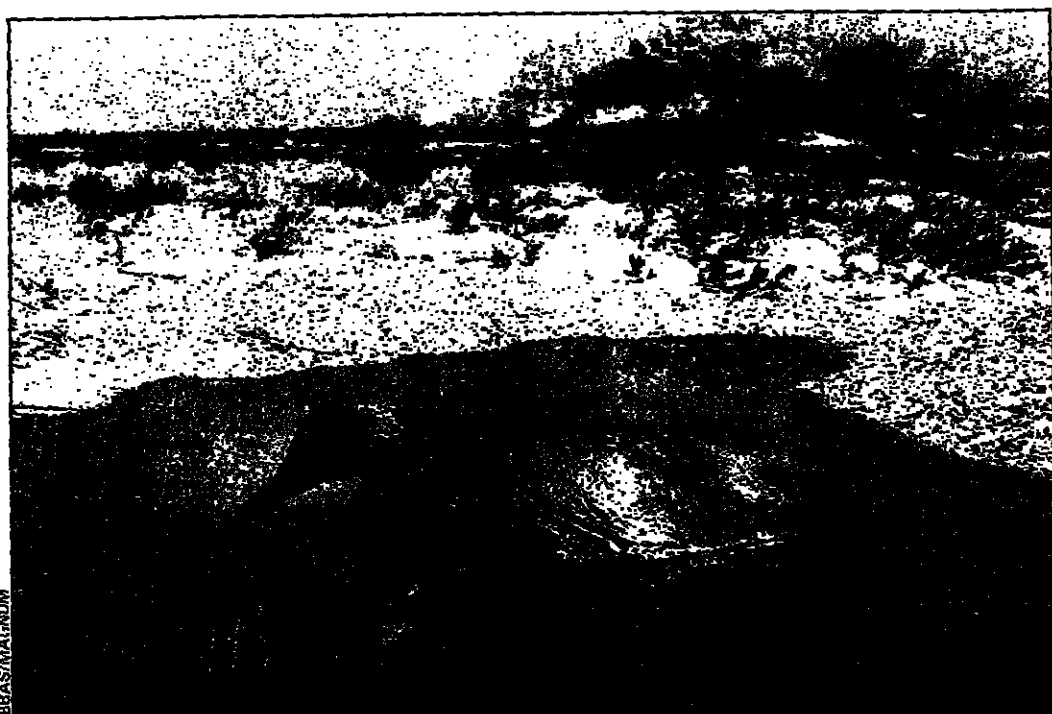
Une fois n'est pas coutume, l'indignation des autorités koweïtiennes est partagée par les experts et les spécialistes. «Je ne croyais pas que ce soit possible avant de l'avoir vu!», reconnaît, samedi 6 avril, le responsable d'une grande compagnie pétrolière au terme de sa visite. «C'est la plus grande catastrophe industrielle de tous les temps», s'exclame de son côté Gérard Tsi, l'un des deux experts délégués sur place, le 27 mars, par le ministère français de l'environnement, non sans avoir toutefois sa perplexité. Comme tous les spécialistes étrangers venus constater sur place l'ampleur des dégâts, les deux «renifleurs», ainsi surnommés par les militaires qui les hébergeaient, ont sillonné pendant deux semaines dans leur camion spécial les routes encaissées du petit émirat. En vain. Leurs appareils, conçus pour analyser la pollution urbaine classique, ne permettent pas de mesurer les effets de cette situation sans précédent. «Il ne s'agit pas de polluants classiques et leur analyse est extrêmement compliquée. Mais il n'est pas possible qu'une

pollution de cette ampleur ne produise pas d'effets catastrophiques à plus ou moins long terme», reconnaissent-ils.

Il suffit d'observer de près la catastrophe pour s'en convaincre. Des centaines de kilomètres avant la frontière l'horizon s'obscurcit. Le ciel bleu vire au tourterelle puis au gris de plus en plus plombé. Une atmosphère d'orage qui, dès la frontière passée, tourne à l'apocalypse. C'est la nuit. Soleil, lumière, chaleur, les fumées de carbone dégagées par les puits pétroliers voisins bloquent tout. Les montres fluorescentes luisent au poignet, les voitures allument leurs phares. Il faut parcourir des dizaines de kilomètres pour enfin échapper au nuage noir, opaque et bas, qui pèse sur le désert comme un gigantesque couvercle, ne laissant passer qu'une lumière rasant venue de l'horizon.

Tout est englué

Arrivé à Koweït, ce n'est guère mieux. La plupart du temps la cité baigne dans un brouillard malsain, pire que ceux qu'on peut observer dans les régions du monde les plus polluées comme la Silésie. Normalement, cette saison correspond dans le golfe Persique au début de l'été: le soleil y est d'ordinaire radieux, le ciel d'azur et les températures déjà chaudes (30 degrés environ). Actuellement on ne s'en aperçoit que certains jours bénis, lorsque les vents venus de la mer nettoient le ciel pour quelques heures. Caprice du temps, hélas! sans suite. Une ou deux fois par semaine, c'est l'inverse: les vents poussent le nuage jusqu'au-dessus de la capitale et toute la cité s'enfonce à son tour dans la nuit artificielle. Les températures tombent en moins d'une heure de quinze degrés. «Cela évoque vraiment l'hiver nucléaire tant redouté», assurent des militaires français. Crasse, suie, fumées. Contrairement à ce qu'on a dit, le Koweït n'a jamais été un beau pays:



L'agonie d'un canard englué de pétrole brut. Au loin, les puits en feu

un morceau de désert plat et gris, quelques agglomérations certes riches, mais sans vrai caractère, un front de mer totalement artificiel arraché aux marais. Aujourd'hui c'est une décharge mal tenue. La ville sacagée par les troupes d'occupation, comme le désert alentours truffé d'épaves militaires, de cratères, et de mines portent partout les traces visibles de la pollution. La moindre pluie laisse des traînées noires si collantes qu'elles ne partent pas à l'eau: il faut nettoyer les pare-brise à

l'essence! Sable, bâtiments, machines, tout est englué.

Ce n'est pas le plus grave. Car les hommes paient, eux aussi, un lourd tribut à la pollution. Maux de gorge, allergies, asthme, migraines, toux persistantes, les symptômes varient avec les individus. Mais après quelques jours passés au Koweït, personne n'y échappe. Journalistes, militaires, diplomates, hommes d'affaires, tous en témoignent... à titre individuel. Car là aussi aucun bilan global n'a encore pu être établi,

les symptômes étant trop diffus pour être aisément utilisés par les épidémiologistes.

«On commence à noter un nombre anormalement élevé de maladies respiratoires, et de manifestations allergiques», reconnaît le docteur Al Awadi. «Mais la saison est aussi normalement celle des allergies. Nous pensons que d'ici deux mois l'impact exact pourra être mesuré», ajoute-t-il. Le 15 avril, une nouvelle équipe d'experts internationaux devrait arriver à Koweït pour tenter de mesurer

l'impact de la catastrophe sur la végétation, les sols, et la santé. À partir de ses conclusions l'émirat organisera une conférence internationale pour débattre non seulement des conséquences possibles de la pollution mais aussi des éventuelles mesures de prévention.

Sans grandes illusions. La seule vraie parade consiste à éteindre les feux. Il faut surveiller les champs pour comprendre pourquoi la tâche prendra des mois sinon des années. «C'est littéralement l'Enfer de Dante reconstitué!», plaisante à demi un pétrolier. Ciel noir, nuit artificielle. Sol noir lui aussi, totalement recouvert de suie épaisse ou, pis, de mares d'huile de plus en plus larges, qui rendent les accès immédiats inaccessibles même lorsqu'ils ne sont pas minés. Et des brasiers! Des centaines de brasiers de toutes teintes, de toutes formes. Des flammes hautes et minces, d'autres rondes, molles, d'autres enfin au ras du sol qui semblent être autant de cratères actifs.

On en ressort choqué, partagé entre la fascination et l'horreur. Mais sans illusion. «La différence entre cette catastrophe et celle de Bhopal, qui avait fait deux mille morts d'un coup, c'est que celle-ci est chronique et non accidentelle. Il en a bien pour plus d'un an», explique l'un des deux «renifleurs» français.

Lentement mais sûrement la vérité commence à s'imposer malgré l'absence de bilan global. Les Koweïtiens eux-mêmes ne s'y trompent pas. Depuis deux semaines ils quittent le pays par milliers. Témoin: le principal poste frontière au sud, à Khafji, encombré de centaines de véhicules bondés, agglutinés sur plusieurs kilomètres, dans l'attente de la délivrance.

VÉRONIQUE MAURUS

Après la guerre, la bataille sanitaire

Selon l'OMS, 4,1 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir le programme de santé d'urgence dans l'émirat

GENÈVE

de notre envoyé spécial

TOUS les indicateurs médicaux en témoignent: avant son invasion par l'Irak, le Koweït était, d'un point de vue sanitaire, en tous points comparable à la majorité des pays industrialisés. L'espérance de vie y était de soixante et onze ans pour les hommes et de soixante-quinze ans pour les femmes, et le chiffre était alors à 16,3 pour mille le taux de la mortalité infantile.

Comment le système de santé de ce pays, caractérisé par une totale prise en charge des dépenses de soins par l'Etat, a-t-il vécu l'invasion et l'occupation irakiennes?

C'est pour répondre à cette question et pour fournir une solution aux différents problèmes médicaux qui se posent à la population koweïtienne que, à la demande urgente du ministre de la santé publique de ce pays, l'OMS a envoyé une mission conduite par le docteur Daniel Tarantola, chef du programme de secours (division des opérations de secours d'urgence) de l'organisation mondiale.

Cette mission, composée de neuf experts spécialistes de diverses disciplines, a pu, au terme d'un séjour de trois semaines (16 mars-6 avril), établir un premier bilan après la fin de l'invasion irakienne.

L'une des premières conséquences de cette invasion a été le départ d'un très grand nombre – près de 30 % – de professionnels de santé qui, le plus souvent non koweïtiens, ont regagné leur pays

d'origine. C'est notamment le cas des infirmières (venues des Philippines, d'Inde, de Sri-Lanka, d'Egypte ou de Palestine), dont le nombre est passé de 9 900 à 1 600. Elles ont souvent, sur le terrain, été remplacées par des volontaires koweïtiens ou non, dont la formation et les compétences sont, semble-t-il, insuffisantes. De la même manière, le nombre des médecins en exercice est passé de 3 200 à moins de 1 000.

Le principal risque

Parallèlement à ces expatriations volontaires, les structures hospitalières ont été souvent touchées et ne fonctionnent plus aujourd'hui qu'à 20 % de leurs capacités. Le Mubarak Alkabeer Teaching Hospital, l'établissement le moins atteint, fonctionne, lui, à près de 50 %. «Si les murs des hôpitaux demeurent, la plupart des établissements sont entièrement saignés. Les éléments-clés du matériel électromédical ont été soit détruits, soit rendus inutilisables, explique le docteur Tarantola. C'est notamment le cas des centres de gastro-entérologie, de néphrologie. Nous avons, d'autre part, été beaucoup touchés par la complète destruction du centre de médecine islamique, qui accueillait en permanence une trentaine d'universitaires. Il s'agit là de chercher les racines d'une médecine qui a servi de base à la nôtre et dont le contexte spirituel a généralement été oublié.» Pour ce qui est des soins de santé primaires, seuls onze dispensaires (sur soixante-douze) fonctionnent, l'UNICEF ayant, pour sa part,

renouvelé le stock de vaccins et le matériel – la chaîne du froid – nécessaire à leur conservation. L'OMS estime nécessaire et urgent l'envoi de six cent quatre-vingt infirmières, afin de répondre aux besoins de base de la population.

Le principal risque auquel est aujourd'hui soumise la population tient à la forte pollution de l'air, due aux incendies des puits de pétrole. «Tous ceux qui arrivent actuellement au Koweït ont immédiatement une impression d'angoisse, d'insécurité, rappelle le docteur Tarantola. Cela est dû à un ciel noir, qui semble devoir vous tomber sur la tête, à l'odeur de pétrole qui imprègne les vêtements, à un univers nocturne et a priori insalubre.»

La science, pourtant, ne semble pas encore en mesure de répondre quant à la nocivité d'une telle atmosphère. Les premières analyses effectuées par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement sur les différentes concentrations de gaz toxiques ont fourni des données plutôt rassurantes. «Ces analyses n'ont toutefois rassuré que provisoirement et en réalité bien peu de monde», note-t-on au siège genevois de l'OMS. D'autres travaux, français, sont en cours, visant à déterminer les taux exacts de produits potentiellement cancérigènes (hydrocarbures aromatiques) ou très toxiques (métaux lourds). Aucune catastrophe similaire n'ayant été observée à ce jour, les experts se gardent bien d'établir des prévisions.

Traiter les traumatismes psychologiques

Quant aux conséquences sanitaires de l'actuelle pollution, qui, de toute évidence, sévira encore durant de longs mois, pour l'heure la seule pathologie observée semble être, selon les experts de l'OMS, la recrudescence des troubles respiratoires, allergiques ou cardiovasculaires chez des personnes ayant des antécédents de ces maladies. Toutefois, différents témoi-

gnages, émanant notamment de journalistes, laissent penser que ces troubles seraient beaucoup plus fréquents (lire ci-contre l'article de notre envoyée spéciale Véronique Maurus). Aucun déplacement de population n'est, pour l'heure, à l'étude, la prévention se résumant à l'information des personnes à risque.

Grâce à l'usage d'antibiotiques à large spectre et au rappel des règles d'hygiène diffusées via les mosquées, la menace infectieuse semble aujourd'hui repoussée, et ce en dépit de l'identification de vibrations cholériques chez des personnes de retour d'Irak. L'autre danger concerne la présence dans le sol de très nombreux objets explosifs, à l'origine de plusieurs accidents quotidiens. Le nombre de ceux-ci pourrait malheureusement augmenter avec l'accroissement prochain de la population, qui pourrait passer de 500 000 à 1,2 million d'habitants.

Enfin, il apparaît indispensable aux experts de l'OMS de mettre en place, conjointement avec l'UNICEF, un programme spécial pour traiter les traumatismes psychologiques consécutifs à la guerre, l'accent devant être mis en particulier sur les enfants, les prisonniers de guerre rapatriés et toutes les personnes ayant été victimes ou témoins d'atrocités.

Au total, la direction générale de l'OMS a fixé à 4,1 millions de dollars le coût des compétences des services et du matériel médical nécessaires pour un plan d'urgence de trois mois. «J'en appelle au secrétaire général des Nations unies pour qu'il soutienne ce programme de santé d'urgence et fournisse les moyens financiers», a déclaré le docteur Hiroshi Nakajima. Cet appel, indique-t-on en substance à Genève, s'adresse également à tous les Koweïtiens expatriés qui souhaitent participer financièrement à la reconstruction de leur pays. Lequel, souligne-t-on, a longtemps été un grand bailleur de fonds et n'a pas l'habitude de solliciter l'aide internationale.

J.-Y. N.

Comment le désert s'embrasa

Suite de la page 13

Cependant, quelques analyses ont pu être faites. Curieusement, l'air ne contient pratiquement pas de gaz aussi toxiques que l'oxyde de carbone ou les oxydes d'azote; tout juste, certains jours selon le vent, un peu ou beaucoup d'ozone et de dioxyde de soufre, sans doute en raison du fait que la température de combustion du pétrole n'excède pas 700 ou 800°C.

Mais il y a les particules fines de carbone (et aussi d'un peu d'hydrogène). Les grosses retombent très vite et ne vont donc pas bien loin. Les petites sont en cours d'analyse en France. Ce seraient les particules qui rendent, certains jours en fonction du vent, l'air irrespirable. Selon certains experts, elles seraient poreuses de par la combustion incomplète du pétrole. Les produits légers s'envoleraient mais, par pyrolyse, il y aurait forma-

tion d'hydrocarbures lourds qui seraient piégés dans les pores des particules et qui seraient cancérigènes.

Les petites particules pourraient être transportées par le vent pendant cinq jours – peut-être jusqu'au Népal. Mais après ce délai maximal, elles retomberaient forcément et ne peuvent donc pas faire le tour de la Terre. En outre, contrairement aux poussières volcaniques qui sont projetées à haute altitude jusqu'à la stratosphère, les particules restent cantonnées dans la basse atmosphère.

Les particules expliquent probablement pourquoi les personnes qui vivent au Koweït en permanence ou temporairement souffrent de problèmes respiratoires, ont le nez, la gorge et les poumons irrités et ont même parfois le sentiment d'étouffer comme des poissons hors de l'eau.

YVONNE REBEYROL

Casing de chemisage et tubing de production

Au fur et à mesure de son forage, le puits est chemisé par des tubes d'acier (le casing) qui assurent la tenue des parois et l'étanchéité du puits: ils sont très solidement scellés sur la plaque de base supportant la tête de puits et du ciment est coulé entre eux et les parois. Ainsi les boues de forage, qui descendent par l'intérieur du train de tiges, peuvent-elles remonter – avec les débris de la roche déchaînée par l'outil de forage – par l'espace annulaire compris entre le train de tiges et les tubes de chemisage.

Le diamètre des tubes va en décroissant avec la profondeur. On commence par un tube de gros diamètre (de l'ordre de 75 à 50 centimètres). Lorsque le forage a atteint une profondeur de quelques dizaines de mètres, on diminue le diamètre de tubes de chemisage. Le nouveau casing – plus petit – est introduit dans le premier. Lui aussi est scellé sur la plaque de base mais il descend plus bas. Et ainsi de suite tout au long des opérations de forage.

Un puits terminé est ainsi chemisé par toute une série de tubes qui sont tous scellés sur la plaque de base et dont le longeur varie (le plus petit étant le plus long). Vu en coupe – si c'était possible – un puits ressemblerait assez à une longue-vue mal dépliée.

Pour la production, on installe dans le puits chemisé le tubing, c'est-à-dire un tube spécial, d'une dizaine de centimètres de diamètre le plus souvent, par lequel monte le pétrole. C'est dans le tubing que sont installées les vannes internes de sécurité (lorsqu'il y en a, ce qui n'est pas toujours le cas pour les champs de terre ferme mais ce qui est la règle absolue pour les champs offshore).

Un puits de production est coiffé d'une tête de puits qui comporte des vannes de sécurité et des entrées de petits tuyaux, les choke lines, par lesquels on peut intervenir dans le puits, en y injectant, par exemple, des boues.

Y. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MONDIALE INVESTISSEMENTS SICAV DU GROUPE LA MONDIALE

La Sicav «Mondiale Investissements» a, par son conseil d'administration, décidé de modifier sa fiche signalétique; en conséquence, les actionnaires sont informés que la valeur liquidative de la Sicav sera désormais publiée par ailleurs. Pour tout renseignement, téléphoner au 40-08-45-43.

SCIENCES • MEDECINE

Univers de violence

Dernier satellite géant mis en orbite par les Américains, le Gamma Ray Observatory va traquer les astres suspects

Un instant, les responsables de la NASA ont bien cru que tout était perdu. Un instant, ils ont craint que ne se renouvelle l'affaire du télescope spatial Hubble qui, à peine mis en orbite, se révèle n'être qu'un vieillissant fragile affligé d'une myopie gênante. Dieu merci, la pire a été évitée, et le satellite d'observation des rayons gamma (Gamma Ray Observatory) que la navette Atlantis a mis en orbite grâce à l'intervention habile de deux des astronautes de l'équipage, Jerry Ross et Jay Apt.

Sanglés dans leur scaphandre, «Tom et Jerry», comme les surnomment les contrôleurs au sol du centre spatial de Houston, ont su réussir à débarrasser à la main l'antenne récalcitrante du satellite géant de 17 tonnes, là où leur collègue Linda Godwin avait échoué avec le bras télémanipulateur de la navette. Une prouesse dont la NASA avait bien besoin, car on voit mal comment elle aurait pu une nouvelle fois expliquer une telle défaillance sur un satellite de 615 millions de dollars (3,5 milliards de francs).

L'affaire aurait été d'autant plus délicate que ce nouveau satellite amé-

ricain est, avec le télescope Hubble, l'un des quatre grands observatoires astronomiques automatisés dont la NASA a programmé la mise en orbite. Les deux autres, le satellite d'observation astronomique XAXAF (Advanced X-Ray Astrophysics Facility) et le satellite d'observation astronomique infrarouge SITF (Space Infrared Telescope Facility), doivent compléter ce formidable dispositif d'observation dans le milieu des années 90.

Ainsi, les astronomes pourront-ils se livrer à une surveillance tous azimuts du ciel puisqu'ils seront alors capables de surveiller l'univers sur l'ensemble du spectre : dans le visible et l'infrarouge avec Hubble; dans l'infrarouge avec SITF; dans le domaine des rayons X avec XAXAF et dans celui des rayons gamma avec GRO. Les scientifiques ne sauraient en effet se contenter aujourd'hui pour leurs recherches des seules observations faites dans le domaine de la lumière visible (longueurs d'onde comprises entre 400 et 800 nanomètres), c'est-à-dire dans le domaine auquel l'œil humain est sensible.

Ne s'accrocher à des longueurs d'onde plus élevées (rayonnement infrarouge et radio) ou plus basses

(ultraviolet, rayonnements X et gamma) revient d'une certaine manière à être sourd et en partie aveugle. A ne voir qu'une infime partie de l'univers. A ne connaître qu'imparfaitement, par exemple, des astres chauds comme Sirius dont le maximum d'émission de lumière se fait dans l'ultraviolet. A ne disposer que d'informations fragmentaires sur une étoile froide comme Antares faute de disposer d'appareils d'imagerie infrarouge.

N'être ni sourd ni aveugle

L'avènement, depuis la guerre, de nouvelles techniques de détection dans les domaines des courtes et des grandes longueurs d'onde a permis de corriger cela. Dernière en date de ce formidable arsenal, l'astronomie gamma, née au début des années 70, est promise vraisemblablement au plus bel avenir dans la mesure où les rayons gamma semblent constituer des traceurs de choix de la violence dans l'univers.

Violence de ces étoiles massives qui, après avoir utilisé une infime partie de leur énergie de masse au cours de leur courte vie (quelques millions d'années), disparaissent dans une explosion spectaculaire (1) comme la célèbre supernova de la nébuleuse du Crabe (4 juillet 1954) ou celle du Grand Nuage de Magellan (24 février 1987). Violence aussi de

ces sursauts gamma extrêmement brefs (quelques secondes) découverts voici une vingtaine d'années et dont le phénomène reste encore un mystère. Même si quelques-uns paraissent pouvoir être associés à ces astres particuliers que sont les étoiles à neutrons.

C'est pourquoi la communauté scientifique attend beaucoup de l'astronomie gamma qui, chaque année, apporte son lot de nouveautés. Dernier événement en date : la découverte, l'an dernier, par la caméra française Sigma installée sur le satellite soviétique Granat, d'un curieux objet situé à 300 années-lumière du centre de notre galaxie et qui diffuse en rayonnement gamma une énergie plus de dix mille fois supérieure à celle du Soleil (Le Monde du 4 juillet 1990).

D'autres curiosités sont bien sûr attendues qui viendront compléter le bestiaire des scientifiques, car ce n'est pas la première fois que des satellites de détection des rayons gamma sont lancés. Mais c'est la première fois que des engins d'une taille aussi imposante que celle de GRO le sont.

Ce changement d'échelle n'est pas sans incidence sur les performances de ce satellite géant. Bien que depuis les années 60, une demi-douzaine d'expériences sur les rayons gamma aient été mises en œuvre soit sur des ballons, soit sur des satellites de taille modeste (Explorer, Vela, Venera, Prognoz, Oso-3 et 7, Cos-B, Granat),

aucune n'a les performances du GRO fabriqué par TRW.

Croisant à 450 kilomètres d'altitude pour s'affranchir des effets néfastes des particules chargées piégées par le champ magnétique terrestre, GRO devrait être capable de localiser avec une précision dix fois plus grande (de 1 à 0,1 degré) les sources de rayonnements gamma. Mais il devrait aussi être en mesure de détecter des objets dix à cinquante fois plus faibles que ceux - une trentaine - qui ont déjà été répertoriés, et ce dans une gamme de spectre relativement large (photons d'énergie comprise entre 30 keV et 30 GeV). Cela n'était guère le cas de ses prédécesseurs plus spécialisés.

Pour ce faire, GRO qui, paradoxe apparent pour un observatoire astronomique, est totalement dépourvu de télescopes et de miroirs, est équipé en vue de quatre expériences. La première, BATSE (Burst and Transient Source Experiment), aura la charge de détecter ces fameux sursauts gamma. On s'attend à ce qu'elle enregistre entre 100 et 400 de ces phénomènes par an, de quoi alimenter la curiosité des chercheurs et mettre peut-être un terme à cette énigme. La deuxième, OSSE (Oriented Scintillation Spectrometer Experiment), très sensible à la signature spectrale des éléments radioactifs, observera les novae et les supernovae productrices importantes de tels noyaux lourds.

La troisième, COMPTEL (Imaging Compton Telescope), est une sorte de caméra à la construction de laquelle les Hollandais et les Allemands ont participé et qui devrait permettre de cartographier largement le ciel. La dernière, enfin, EGRET (Energetic Gamma Ray Experiment Telescope), étudiera, du fait de ses performances particulières dans le domaine des rayons gamma de très haute énergie, les phénomènes les plus violents : les fameux quasars et leurs fabuleuses et encore inexplicables émissions d'énergie, mais aussi les réactions de la matière au voisinage de ces trous noirs, formidables puits gravitationnels qui avalent tout ce qui les entoure et dont on soupçonne l'existence sans pouvoir effectivement la démontrer.

Depuis des années, la chasse au trou noir est ouverte. GRO permettra-t-il de «lever» un premier «élève» et de localiser un premier candidat? C'est tout le mal qu'on lui souhaite.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans ce type de phénomène, la formidable élévation de la température du milieu ambiant ainsi que la forte accélération donnée à la matière environnante favorisent la production de rayonnements de haute énergie - gamma en particulier - soit par l'ionisation thermique d'un gaz chaud, soit par l'interaction de particules de haute énergie avec le milieu.

Ménopause sous influence

Suite de la page 13

Le jury de la conférence, après avoir entendu de nombreux experts, est tombé d'accord pour dire que le traitement substitutif hormonal de la ménopause permet d'améliorer rapidement les très nombreux troubles qui caractérisent cette période de la vie et qui doivent être différenciés des conséquences du vieillissement : bouffées de chaleur, sueurs nocturnes, crampes, insomnies, troubles de l'humeur d'apparition récente, sécheresse vaginale ou troubles du comportement sexuel.

En revanche, pour ce même jury, le traitement hormonal ne permet pas de manière aussi nette d'obtenir une amélioration pour ce qui est des différents stades de l'ostéoporose (démminéralisation osseuse simple, douleurs rachidiennes, tassements vertébraux, fractures), des accidents coronariens ou de certains troubles fonctionnels génito-urinaires, au premier rang desquels l'incontinence urinaire, qui semble concerner une proportion élevée de femmes ménopausées mais qui est très généralement cachée.

La conférence de consensus a par ailleurs permis de rappeler les inconvénients, voire les dangers, des traitements hormonaux de substitution, qu'il s'agisse de l'utérus et du sein (le risque accru de cancer de l'endomètre est contrecarré par une prescription de progestatifs) ou des troubles des concentrations de lipides sanguins, vis-à-vis desquels les œstrogènes naturels par voie percutanée semblent être plus inoffensifs. Le plus utile ici semble être un traitement contemporain des premiers symptômes de la ménopause. Toutefois, ce traitement peut aussi être mis en œuvre avec profit aux alentours de la soixantaine. Par ailleurs, il importe de préciser que si

l'objectif visé est la prévention des pertes osseuses (ostéoporose), cette thérapeutique devrait être administrée pendant un minimum de cinq ans, ce qui, semble-t-il, est rarement le cas aujourd'hui en France.

Un tel traitement hormonal ne peut nullement être prescrit chez toutes les femmes. La contre-indication absolue ici est un antécédent de cancer du sein. En l'absence de certitude scientifique, toute une série d'autres contre-indications doivent être respectées : antécédents de cancer de l'endomètre, antécédents familiaux de cancer du sein, troubles importants des concentrations de certains lipides sanguins (triglycérides).

300 000 femmes concernées chaque année

D'autres pathologies mériteraient par ailleurs des études complémentaires, qu'il s'agisse du diabète, de l'hypertension artérielle ou encore des antécédents de thrombose veineuse. «Nous reconnaissons», expliquent les membres du jury de la conférence, que la ménopause provoque des inconvénients qui perturbent la vie des femmes. Ces troubles constituent un véritable problème de santé publique. 300 000 femmes atteignent chaque année en France l'âge de la ménopause. La charge financière liée aux conséquences de cet état est de l'ordre de 7 milliards de francs annuels. Toutes les données dont nous disposons mettent en évidence l'empirisme des pratiques médicales et la rareté des recherches cliniques menées sur ce thème dans notre pays. Il est indispensable d'établir des stratégies à mettre en œuvre, une surveillance médicale régulière des femmes ménopausées, qu'elles soient traitées ou non traitées.

Pour certains membres de la conférence, il est essentiel par ailleurs de souligner que la ménopause, au second rang des préoccupations médicales quotidiennes, ne correspond, sur les bancs des facultés de médecine, qu'à deux heures d'enseignement. Sur l'un des chapitres les plus controversés, le jury estime qu'il n'existe «aucun indicateur clinique ou paraclinique ayant une valeur prédictive satisfaisante pour l'ostéoporose avec risque de fracture. Les résultats des différents appareils de densitométrie osseuse, qui sont en cours de standardisation, ne constituent nullement des arguments de décision thérapeutique». «Il existe, ajoute-t-il, une forte présomption clinique de l'efficacité du traitement hormonal à long terme dans la prévention du risque de fracture, mais cette présomption nécessite d'être confirmée par des études cliniques rigoureuses».

Au total, les membres de ce jury estiment qu'en l'état actuel des connaissances, et contrairement aux professions de foi de certains, il est hors de question de prescrire systématiquement un traitement substitutif hormonal à l'ensemble de la population féminine française touchée par la ménopause. Au-delà des risques évidents qu'elle comporterait, une telle prescription systématique correspondrait, au fond, à une médicalisation forcée d'une période de la vie dont la traduction clinique n'est, pour certains, que la manifestation du cours normal de l'existence humaine.

JEAN-YVES NAU

Pour aller en province, vous aurez du mal à vous passer de notre compagnie.

Paris - Béziers
Paris - Bergerac
Paris - Périgueux
Paris - Agen
Paris - Epinal
Paris - Le Puy

Il y a déjà 92 vols hebdomadaires au départ de Paris et, dès ce printemps, 7 nouvelles lignes européennes : Saragosse, Amsterdam, Dublin, Manchester, Newcastle, Belfast et Florence. Pour connaître toutes nos destinations, le plus simple est encore de vous munir de notre guide horaire.

AIR LITTORAL

Mais jusqu'où vont-ils aller?

Reservations centrales : Tél. 16 (1) 47 35 70 71 - 67 65 49 49, ou se renseigner auprès de votre agence de voyages la plus proche.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppart directeur de la rédaction Jacques Guili directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Arnal Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Feraud Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des locataires du Monde Le Monde-Entreprise, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimé de « Monde » 12, rue M. Gerbier 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Changements d'adresse défectueux ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

حسبنا الامم

مركزنا الاول

16 Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

Erreurs sur les codes barres !
Parce que chez Leclerc un prix est un prix,
voici notre nouveau cheval de bataille.



Le système des codes barres a permis aux hypermarchés de réduire les erreurs d'étiquetage sur les produits, d'améliorer leur gestion et de satisfaire davantage le consommateur grâce aux factures détaillées fournies à la caisse. Mais Madame Neiertz a raison, trop d'erreurs subsistent. C'est pourquoi tous les Centres E. Leclerc s'engagent à rembourser l'article dont le prix inscrit sur le ticket de caisse ne correspondrait pas à celui indiqué en rayon. Un bon moyen d'éviter les polémiques, non ?

E. LECLERC

12 Les prévisions de l'INSEE sur la croissance
20 L'avis du Haut Conseil

20 Marchés financiers
21 Bourses de Paris

22 Des quinquiers de l'ONDA privatisée
Antenne 2 adopte un budget en déficit

BILLET

La sortie d'Henri Krasucki

Après MM. Edmond Maire, André Bergeron et Jean Bonnard, M. Henri Krasucki va quitter, à la fin de janvier 1992, lors du prochain congrès de la CGT, l'avant-scène syndicale. Sans surprise. Le secrétaire général de la CGT a annoncé officiellement le 15 avril qu'il ne briguerait pas de quatrième mandat, présidant que sa décision n'avait « aucun caractère politique mais tout simplement des raisons naturelles et évidentes ». Agé de soixante-sept ans, M. Krasucki entend pourtant « poursuivre » sa participation à la vie de la CGT, tout en restant au bureau politique du PCF et à la vice-présidence de la Fédération syndicale mondiale.

A première vue, le bilan de l'ère Krasucki (juin 1982-janvier 1992) est globalement négatif. Sur une période de dix ans (1977-1987), la CGT a perdu officiellement plus de la moitié de ses effectifs, soit près de 1 300 000 adhérents ! Aux élections aux comités d'entreprise, son score est tombé de 32 % en 1981 à 25,1 % en 1989. Son influence s'est affaiblie tandis que son alignement sur le PCF s'est accentué. Malgré les journées d'actions à répétition, sa capacité de mobilisation s'est largement réduite. Dans bien des occasions, elle s'est placée, résolument et même obstinément, hors du jeu social.

Pourtant, le déclin de la CGT, amorcé avant 1982, n'est que le reflet de celui du syndicalisme, et M. Krasucki a fait montre de beaucoup plus de qualités que ses médiocres prestations télévisées n'en laissent deviner : intelligence brillante, esprit cultivé, il fut un tacticien rigoureux, un négociateur expérimenté, il a su analyser très vite la crise du syndicalisme sans renchigner à l'autocritique et en ouvrant la voie au « syndicalisme de proximité ». Tombé de M. Georges Séguy, symbole de l'ouverture, placé sous la surveillance de plus dur que lui en 1985, il a souvent tenté d'occuper une position médiane, en veillant à maintenir certaines formes de débat.

La succession de M. Krasucki est quasiment réglée. Mais le choix sera important, car la CGT doit reconquérir son audience, son influence, ou au moins stopper l'hémorragie, et retrouver une place dans le jeu social, quitte à être moins systématique. Bref, elle doit tirer les leçons des changements intervenus à l'Est. M. Louis Vianney, cinquante-huit ans, déjà numéro un bis, est le mieux placé. Membre du bureau politique du PCF, où il est parti les fidèles de M. Marchais, ce qui n'était plus « Krasu », il pourrait assurer une transition avant qu'en 1995 ou après M. Alain Obadia, quarante et un ans, dirigeant de l'UGICT, prenne la relève. Pour l'instant, la CGT est sans doute encore trop ouvriériste pour accepter d'être dirigée par un cadre.

MICHEL NOBLECOURT

Les agents d'EDF-GDF recevront 2 262 francs en moyenne au titre de l'intéressement

Les agents d'Electricité et de Gaz de France recevront, en moyenne, une somme de 2 262 francs au titre de l'intéressement pour 1990, ont annoncé lundi 15 avril les dirigeants des deux établissements, à l'occasion d'une rencontre organisée par l'AJIS (Association des journalistes de l'information sociale).

Premières entreprises publiques à mettre au point des modalités d'intéressement, EDF (119 000 salariés) et GDF (27 000 salariés) vont verser une somme de 174 millions de francs au personnel, correspondant à

Les négociations financières internationales et l'inauguration de la BERD

Tokyo s'oppose à Washington à propos de la dette polonaise

Parmi les questions évoquées dimanche soir 14 avril à Londres - lors de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) qui avait précédé l'inauguration de la BERD - figurait le problème des dettes des pays en développement et des pays de l'Est. Et c'est sur ce problème, autant, semble-t-il, que sur la participation financière aux frais de la guerre du Golfe (*le Monde* du 16 avril) que les représentants des Etats-Unis et du Japon se sont affrontés.

La presse anglo-saxonne s'est fait l'écho d'une longue conversation qui opposa dimanche soir, avant le dîner officiel des pays du G7, MM. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor américain, et Ryuzo Hashimoto, ministre japonais des finances. Les deux hommes se seraient faits des reproches mutuels, l'Américain accusant que Tokyo n'avait pas versé toute la contribution promise pour la guerre du Golfe, le Japonais s'en défendant et critiquant la façon dont Washington s'était comporté dans le traitement de la dette polonaise.

Le 20 mars dernier, à l'occasion de la visite du président Lech Walesa à Washington, les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils effaçaient 70 % des emprunts publics contractés par la Pologne auprès d'eux. Cette décision allait plus loin que l'annulation de

50 % de la dette publique polonaise antérieure à 1989, plus tôt par le Club de Paris. L'organisation qui regroupe l'ensemble des Etats créanciers. M. Pierre Bérégovoy, notamment, avait critiqué cette décision bilatérale, assurant que si certains faisaient plus et d'autres moins le résultat ne serait pas bon.

C'est une critique en trois points qu'a reprise M. Hashimoto : une telle comportement encourage les autres pays débiteurs à demander de pareils abandons ; les Etats-Unis se contredisent puisqu'ils avaient toujours insisté pour que les pays endettés honorent leurs engagements ; il est à craindre que ce changement d'attitude - qui s'explique par des raisons politiques - n'ouvre une nouvelle période au cours de laquelle les remises de dettes se feront sur des bases bilatérales et selon des critères qui n'auront plus rien d'économiques. Tout en reconnaissant que son premier ministre, M. Toshiki Kaifu, s'était engagé à accorder de nouveaux crédits à la Pologne, M. Hashimoto aurait déclaré que la décision du Club de Paris avait créé une situation nouvelle. Selon le *Financial Times*, M. Hashimoto n'aurait annoncé aucune date pour de nouveaux prêts, ajoutant même qu'il n'y aurait peut-être pas de nouveaux prêts.

Le débat sur la retraite à l'heure du Livre blanc

II. - Le double langage

Le débat sur l'avenir des retraites, qui pose un problème d'arbitrage entre générations (*le Monde* du 16 avril), n'est pas toujours synonyme de « parler vrai ». L'Etat comme les partenaires sociaux ou les assureurs sont souvent tentés d'utiliser un double langage.

La plupart des syndicats de salariés ont répondu avec un silence éloquent à l'idée d'organiser un « Grenelle des retraites » lancée en novembre 1990 par M. Michel Rocard. Alors que la CGT refuse par avance la moindre adaptation, les autres confédérations tiennent un discours parfois équivoque. Selon elles, considérer que les régimes de base risquent de connaître des difficultés croissantes de financement relève de l'exagération, voire de la « dramatisation intéressée ». En revanche, leurs dirigeants admettent en privé que les problèmes sont réels mais que la surenchère des plus « durs » - entendre FO et la CGT, - voire l'état d'esprit de leurs propres adhérents les incitent, pour le moment, à « décaler en touche ».

Curieusement, la pratique syndicale est sensiblement différente dans les caisses de retraite complémentaire (ARRCO et AGIRC) gérées par les partenaires sociaux. Depuis plusieurs années, ces organismes n'ont pas hésité à accroître les cotisations et à ralentir la hausse des prestations afin de s'adapter à leur environnement. Or, un « Grenelle des retraites » n'aurait pas d'autre objectif que

d'appliquer les mêmes principes aux régimes de base...

Ces derniers, pourra-t-on rétorquer, se trouvent sous la tutelle de l'Etat. Mais les syndicats comme le patronat n'ont nullement l'intention d'exercer, comme le suggèrent les textes, la réalité du pouvoir, car il leur faudrait s'impliquer dans l'équilibre des comptes. « Depuis dix ans, le report des décisions est permanent. Nous avons un problème manifeste dans le domaine des retraites, mais je ne peux le dire que maintenant », se lamentait récemment M. Roger Meudec (CFE-CGC), quelques jours après le terme de son mandat à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS).

Avancer en terrain découvert

Force est toutefois d'admettre qu'il n'est pas aisé pour un syndicat d'expliquer à ses mandataires que les dépenses de retraite doivent être stabilisées et, plus difficile encore, d'avancer en terrain découvert des propositions en ce sens. Dernière contradiction : pas de syndicats, qui ne trouvent pas de mots assez durs pour critiquer les régimes par capitalisation, trouvent parfaitement naturel que leurs propres organismes de retraite complémentaire en proposent, bien qu'à une échelle modeste, au public.

Le patronat, lui non plus, n'a pas un discours dénué d'ambiguïté. Partisan déclaré d'un allongement de la durée de cotisation des salariés, il n'en reste pas moins très demandeur de formules de cessation anticipée d'activité, qui permettent de réduire « en douceur » les effectifs. D'autre part, le CNPF, cessionnaire des régimes complémentaires, reste divisé sur la place à réserver à la capitalisation et les représentants de l'assurance ont parfois le sentiment de ne pas être parfaitement compris.

De son côté, le gouvernement tient un discours hardi tout en préparant ses arrières. Après M. Jacques Chirac, qui avait organisé en 1987 des « états généraux » consacrés à l'ensemble des régimes de sécurité sociale, M. Rocard a décidé lui aussi d'ouvrir le dossier des retraites. La démarche est courageuse : les pouvoirs publics s'engagent de leur propre initiative dans un débat à hauts risques qui englobera tous les régimes et, pour la première fois, évoquera la perspective de réformes forcément impopulaires. Or, si le Livre blanc

Les Etats-Unis freinent les ardeurs européennes sur la reconstruction de l'Est

Le souhait de M. Jacques Attali, président de la BERD, de faire de l'inauguration, à Londres du 15 au 17 avril, de cette nouvelle institution financière une grande rencontre internationale a en partie été exaucé, mais l'agitation propre à ce genre de réunion n'a pas masqué les divergences sur les priorités : redémarrage de la croissance des pays industrialisés ou soutien effectif aux réformes économiques des pays de l'Est.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

M. Jacques Attali souhaitait faire de l'inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dont il est le président, une grande rencontre financière internationale, d'ampleur comparable à celle qui se tient chaque année en septembre à l'occasion de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Il y est en partie parvenu. Dîner des représentants du groupe des sept pays industrialisés la veille de la réunion, salle de presse enfiévrée,

discussions polyglottes dans les couloirs... On retrouvait l'ambiance de Washington en ce lundi 15 avril avec, en prime, un petit soleil londonien, et un groupe d'habités où quelques invités supplémentaires - les représentants des pays de l'Est - jetaient un brin de nouveauté et d'imprévu.

En gestation depuis dix-huit mois, la BERD a donc prouvé son existence, bécote par la trinité de chefs d'Etat et de gouvernement présents d'Etat et de gouvernement. Dix-huit mois, c'est court pour mettre en place un nouvel organisme financier international, même si son champ d'action est limité à une zone géographique précise, en l'occurrence l'Europe de l'Est. Pourtant, durant ce laps de temps, le contexte politique et économique a considérablement changé à l'Est.

La métaphore de la jeune fiancée

A travers les discours laudateurs sur la mise au monde de la première institution réunissant les deux parties de l'Europe, des signes d'inquiétude ont souvent percé. Ainsi, dans son discours, M. François Mitterrand a-t-il souligné la fragilité des nouvelles démocraties de l'Est et le risque de désintégration qu'elles encourrent si les réformes économiques n'avancent pas suffisamment vite au profit des populations. « Si les difficultés économiques et sociales s'aggravaient dramatiquement et que ces pays étaient laissés à leur sort, ils atteindraient le niveau de développement souhaité, mais au bout de combien de temps ? Rapidement, leurs nouvelles institutions démocratiques seraient menacées », a déclaré le président français.

« Nous aurons ensemble à affronter une tâche extrêmement complexe, où se mêleront les exigences financières, les nostalgies nationales, les ambitions particulières. Si l'on n'y prend garde, nous courrons le risque, à l'instar de ce qui s'est passé en Espagne, de voir se développer une situation de type "Franco" », a affirmé pour sa part M. Attali, avant de dédier

cette journée à « Von Stauffenberg et Jean Moulin, Benes et Masaryk, Garcia Lorca et Sakharov ».

Intervenant à la table ronde organisée pour les chefs d'Etat lundi après-midi, à Lancaster House, le président yougoslave, M. Ante Markovic (qui devait rencontrer M. Mitterrand en tête-à-tête), s'est inquiété de la montée des tensions sociales, en raison desquelles « les aspirations légitimes à l'expression d'une identité nationale tendent à dégénérer en chauvinisme anachronique ». Son propre pays n'est-il pas actuellement en pleine décomposition ?

La BERD doit contribuer à améliorer le niveau de vie en Europe de l'Est de sorte qu'un jour tous les Etats du continent puissent appartenir à une même zone politique et économique. Les dirigeants de l'ancienne Europe socialiste ont rappelé qu'ils étaient déjà candidats à une adhésion à la CEE, le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, allant jusqu'à utiliser l'image d'une jeune fille qui fera tout pour être sûre de plaire à son futur mari. Mais il faudra sans nul doute attendre longtemps pour que l'Europe parle d'une seule voix, et certains actionnaires non européens de la Banque ne vont pas hésiter à freiner les ardeurs de leurs collègues. Ainsi, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, a-t-il affirmé que les Etats-Unis ne peuvent se contenter de négocier avec l'Europe sur la base du plus petit commun dénominateur entre ses membres, ni de négocier d'abord avec la Communauté puis avec chacun des Etats. Clairement, les interventions de M. Brady contrastaient avec celles des dirigeants européens. Pour lui, « le besoin le plus urgent, à l'heure actuelle, est celui d'une croissance forte et non inflationniste dans le monde industrialisé », car, autrement, les besoins financiers nécessaires à « l'Europe de l'Est, l'unification allemande, l'Amérique latine et la reconstruction du Proche-Orient » ne pourront être satisfaits.

FRANCOISE LAZARE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AVIS D'OUVERTURE
D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE
OBJET : Autoroute A 64 - section Pinas - Martres-Tolosane
Bretelle du val d'Arnan

Les préfetures de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées communiquent : L'enquête publique relative à : - l'unité publique des travaux de l'autoroute A 64 entre Pinas et Martres-Tolosane, de la bretelle du val d'Arnan et du bureau de Saint-Gaudens, Tolosane, de la bretelle du val d'Arnan et de la détermination des sols des communes de Saint-Laurent-de-Neste dans les Hautes-Pyrénées, Saint-Gaudens et Clarac dans la Haute-Garonne, qui devait se tenir du 27 mars 1991 au 26 avril 1991 inclus, aux lieux du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus, car elle concerne aussi la commune de Beauchalot.

Elle est ouverte dans les formes prévues par le code de l'expropriation. Un dossier restera déposé au siège des mairies de : - Département des Hautes-Pyrénées : Cantou, Saint-Laurent-de-Neste, Saint-Paul, Mazères-de-Neste ; - Département de la Haute-Garonne : Montjérou, Ausson, Pontet-Tailleur, Bourg, Clarac, Bordes-de-Rivière, Huos, Gourdan-Potignon, Seilhac, Ville-neuve-de-Rivière, Saint-Gaudens, Landorthe, Estancarbon, Savarthes, Saint-Médard, Beauchalot, Castillon-de-Saint-Martyr, Lestelle-de-Saint-Martyr, Martres-Tolosane, Montesquieu, Roquefort-sur-Garonne, Mazères-du-Salat et Martres-Tolosane.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, qui devront être rendus avant le 15 juin 1991, seront tenus à la disposition du public pendant un an aux préfetures de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, au tribunal administratif de Toulouse et dans l'ensemble des mairies concernées par cette opération.

Les réclamations éventuelles pourront être : - soit adressées par écrit, pendant la même période, au président de la commission d'enquête siégeant aux mairies de Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Martres-Tolosane ; - soit présentées directement à la commission d'enquête composée comme suit :

Président : M. Jean BARADAT, ingénieur, retraité.
Membres : M. Robert Turro, expert conseil en bâtiments et travaux publics,
M. Michel Sablayrolles, géomètre,
M. Hervé Teychene, architecte,
M. Jean Cramausse, inspecteur central des domaines en retraite.

qui assureront ensemble ou à tour de rôle les permanences dans les quatre mairies suivantes : Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Martres-Tolosane, aux jours et heures ci-dessous :

- le 15 avril 1991 de 14 heures à 17 heures,
- le 26 avril 1991 de 14 heures à 17 heures et de 14 h 30 à 17 h 30,
- le 14 mai 1991 de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

En outre, le 15 mai 1991, la commission plénière siégera à la mairie de Saint-Gaudens, de 9 h 30 à 12 heures, où devront être rendus avant le 15 juin 1991, les conclusions de la commission d'enquête, qui devront être rendus avant le 15 juin 1991, aux préfetures de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, au tribunal administratif de Toulouse et dans l'ensemble des mairies concernées par cette opération.

Les réclamations pourront également être communiquées à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au préfet de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale, 1^{er} bureau, ou au préfet des Hautes-Pyrénées, direction de l'administration générale et des collectivités locales, bureau du contrôle de légalité et du contentieux.

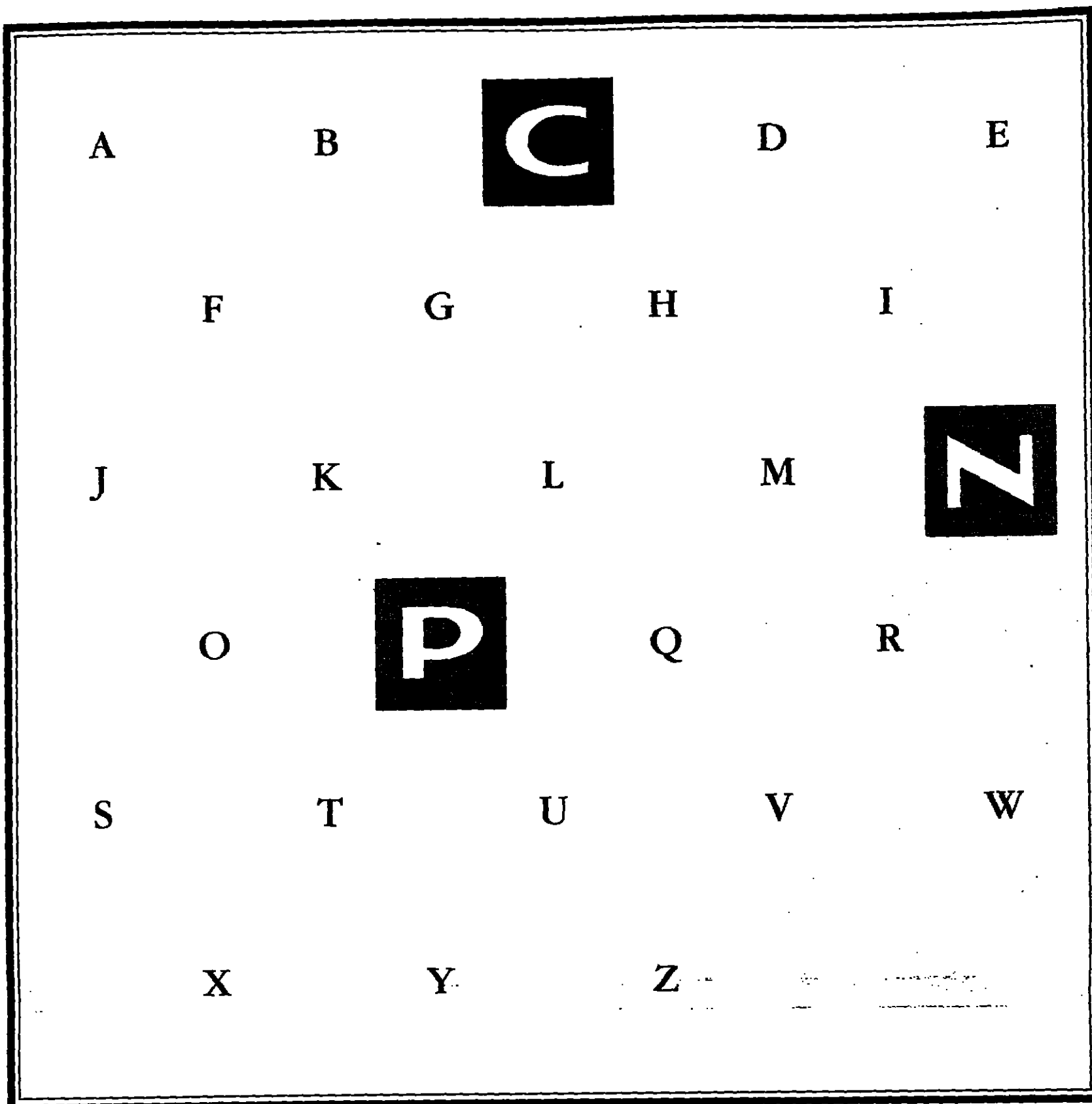
Toulouse, le 19 mars 1991.
Le préfet de la région Midi-Pyrénées,
préfet de la Haute-Garonne,
Pour le préfet, le secrétaire général
de la préfecture de la Haute-Garonne :
Jean-Claude PRAGER.

Tarbes, le 19 mars 1991.
Le préfet des Hautes-Pyrénées,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général :
Jean-Marie LENZI.

هكذا انشأ الاصل

هكذا من الاميل

18 Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •



DANS CET ALPHABET SE CACHE
L'ASSUREUR-VIE D'UN FRANÇAIS SUR TROIS.

LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS
ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI,

GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS
D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS
(ÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT,



COMPLÈMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À
LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ÉCUREUIL
OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MU-
TUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LET-
TRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Gouvernement
de preuve



Sciences Com

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 16 AVRIL

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	
3900	CNE-2%	2970	220	Comp. Camp	211	210	213 50	+ 1.35	305	Lafarge	394 10	392 40	392 40	- 0.43	1480	Saugeton Pél.	1649
805	B.N.P. T.P.	955	.....	.....	.....	1180	Comp. Mont.	1182	1185	1185	+ 0.26	410	Lafarge	395	394 50	394 50	+ 1.77	1510	Schneider	795	795	795	0.25
1300	Ch. Lyon T.P.	925	.....	.....	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.30	1710	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1550	Comp. Ind. T.P.	925	.....	.....	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1120	Thomson T.P.	1121	.....	.....	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
984	Thomson T.P.	980	980	980	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
770	ALCOB	625	625	625	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
880	Al. Liquide	698	694	693	- 0.72	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32	
1000	Al. Liquide	698	694	693	- 0.72	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32	
1650	Al. Liquide	698	694	693	- 0.72	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32	
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1650	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
420	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540	1540	1540	0.32
1000	AL S.P.	1280	1280	1280	.....	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	+ 0.19	1380	Lafarge	395	395	395	+ 1.04	1410	S.O.I.A.	1540			

COMPTANT (sélection)

VALEURS		% du nom.	% de coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	Etrangères	
Obligations				C.I.M.		955	955	Algeant		721	740	A.E.G.		685	685	Auton Hy. Soc.	
Emp. Bay. 0.95/77				C.I.T.R.A.M. (R)		2500		Alma		580	593	Alcan Pac. Soc.		280	30	Alcan Alumin.	
Emp. Bay. 0.96/78				Collège		382		Navigation (M)		253	253	Alcan Alumin.		117	117	Alcan Alumin.	
10.80% 79/94				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
Emp. Bay. 12.25/84				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
110 32				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
Emp. Bay. 11.55/85				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
10.25% nov 86				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
107 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	
102 24				Cognit		630		Océan		286		Alcan Alumin.		688	688	Alcan Alumin.	

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frans incl.	Rechart net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rechart net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rechart net
A.A.A.	1054 33	1028 81	First-Conf	38 67	38 10	Peinto Gasol	127 23	123 82
Actifion	228 28	218 28	First-Conf	128276 30	122276 80	Peintin Oil	59109 82	59109 82
Amepac	774 94	749 26	Franch	236 28	235 74	Pelroy, Gasol	11254 37	111 84
Applicat	7121 47	7121 47	Franch	31 88	31 74	Pelroy, Gasol	2586 07	2586 07
Applicat	118 82	102 58	Franch	652 52	652 52	Pelroy, Gasol	113 96	107 54
AGF Action et CP	111 18	118 27	Franch	29 86	29 86	Pelroy, Gasol	31 33	31 33
AGF S&L	524 91	508 47	Franch	123 68	123 68	Pelroy, Gasol	927 94	927 94
AGF S&L	1054 89	1046 65	Franch-Prime	1818 48	1806 22	Peintin	161 82	151 82
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	362 84	372 12	Peintin	5375 62	5323 23
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	13379 25	13312 85	Peintin	1160 56	1160 56
AGF S&L	436 92	429 12	Franch	167 57	167 57	Peintin	944 20	944 20
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1284 48	1284 48	Peintin	10163 39	10163 39
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	12532 86	12532 86	Peintin	245 32	245 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	11272 58	11272 58	Peintin	754 02	719 18
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	13071 92	12617 23	Peintin	197 75	197 75
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	534 52	534 52	Peintin	610 21	582 30
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	173 28	173 28	Peintin	523 81	523 81
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	226 76	217 52	Peintin	609 61	609 61
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	253 16	242 84	Peintin	1583 80	1583 80
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	239 63	248 08	Peintin	12410 11	12410 11
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	322 56	320 40	Peintin	120 81	120 81
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	444 68	428 53	Peintin	1676 41	1676 41
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	140 53	134 80	Peintin	118 76	118 76
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	182 77	184 91	Peintin	481 08	481 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	369 32	373 08	Peintin	1463 21	1463 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2035 86	2035 86	Peintin	664 54	664 54
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	11381	11381	Peintin	418 20	418 20
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	6460 38	6277 21	Peintin	221 63	221 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	11056 24	11056 24	Peintin	451 87	451 87
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	26574 78	26568 08	Peintin	251 93	251 93
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	867 43	867 43	Peintin	11213 37	11213 37
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	207 35	2058 78	Peintin	1210 07	1210 07
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	23862 91	23862 91	Peintin	500 73	500 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	549 03	533 04	Peintin	1325 96	1325 96
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	717 88	695 57	Peintin	2132 47	2132 47
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	186 69	186 69	Peintin	1288 94	1288 94
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	10106 47	10106 47	Peintin	1104 53	1104 53
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	5852 08	5852 08	Peintin	598 42	598 42
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	61102 50	61102 50	Peintin	1120 39	1120 39
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	6584 85	6584 85	Peintin	1100	
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	74005 03	74005 03	Peintin	1100	
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	12277 86	12213 42	Peintin	1170 19	1170 19
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	150 82	144 33	Peintin	1267 24	1267 24
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	25568 00	25568 00	Peintin	1160 56	1160 56
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	161 56	15955	Peintin	5163 58	5163 58
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	7175 48	7137 19	Peintin	1100	
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1222 03	1193 73	Peintin	562 26	562 26
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1213 03	1227 60	Peintin	616 36	616 36
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2258 62	2258 62	Peintin	197 86	197 86
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1308 15	1308 15	Peintin	126 08	126 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1426 94	1426 94	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	63501 68	63501 68	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	11831 38	11831 38	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	627 61	625 50	Peintin	570 08	570 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1401 56	1398 76	Peintin	1431 73	1431 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1401 56	1398 76	Peintin	2800 44	2800 44
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2458 60	2423 20	Peintin	215 88	215 88
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	184 27	184 27	Peintin	1284 24	1284 24
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1220 57	1220 57	Peintin	1768 62	1768 62
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	11807 58	11807 58	Peintin	1827 71	1827 71
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	32981 83	32981 83	Peintin	48201 13	48201 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	980 18	980 18	Peintin	26190 21	26190 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	6497 85	6262 99	Peintin	158 89	158 89
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1387 05	1386 56	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	18805 44	18767 80	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	126 08	126 08	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	139 63	139 63	Peintin	570 08	570 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	624 83	625 50	Peintin	1431 73	1431 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	300 08	300 08	Peintin	2800 44	2800 44
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1284 24	1284 24	Peintin	215 88	215 88
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1768 62	1768 62	Peintin	1827 71	1827 71
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	48201 13	48201 13	Peintin	26190 21	26190 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	158 89	158 89	Peintin	158 89	158 89
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	10619 32	10619 32	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	121 63	121 63	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1318 13	1318 13	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	570 08	570 08	Peintin	570 08	570 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1431 73	1431 73	Peintin	1431 73	1431 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2800 44	2800 44	Peintin	2800 44	2800 44
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	215 88	215 88	Peintin	215 88	215 88
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1768 62	1768 62	Peintin	1768 62	1768 62
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1827 71	1827 71	Peintin	1827 71	1827 71
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	48201 13	48201 13	Peintin	48201 13	48201 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	26190 21	26190 21	Peintin	26190 21	26190 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	158 89	158 89	Peintin	158 89	158 89
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	10619 32	10619 32	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	121 63	121 63	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1318 13	1318 13	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	570 08	570 08	Peintin	570 08	570 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1431 73	1431 73	Peintin	1431 73	1431 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2800 44	2800 44	Peintin	2800 44	2800 44
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	215 88	215 88	Peintin	215 88	215 88
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1768 62	1768 62	Peintin	1768 62	1768 62
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1827 71	1827 71	Peintin	1827 71	1827 71
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	48201 13	48201 13	Peintin	48201 13	48201 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	26190 21	26190 21	Peintin	26190 21	26190 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	158 89	158 89	Peintin	158 89	158 89
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	10619 32	10619 32	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	121 63	121 63	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1318 13	1318 13	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	570 08	570 08	Peintin	570 08	570 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1431 73	1431 73	Peintin	1431 73	1431 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2800 44	2800 44	Peintin	2800 44	2800 44
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	215 88	215 88	Peintin	215 88	215 88
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1768 62	1768 62	Peintin	1768 62	1768 62
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1827 71	1827 71	Peintin	1827 71	1827 71
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	48201 13	48201 13	Peintin	48201 13	48201 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	26190 21	26190 21	Peintin	26190 21	26190 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	158 89	158 89	Peintin	158 89	158 89
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	10619 32	10619 32	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	121 63	121 63	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1318 13	1318 13	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	570 08	570 08	Peintin	570 08	570 08
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1431 73	1431 73	Peintin	1431 73	1431 73
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	2800 44	2800 44	Peintin	2800 44	2800 44
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	215 88	215 88	Peintin	215 88	215 88
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1768 62	1768 62	Peintin	1768 62	1768 62
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1827 71	1827 71	Peintin	1827 71	1827 71
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	48201 13	48201 13	Peintin	48201 13	48201 13
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	26190 21	26190 21	Peintin	26190 21	26190 21
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	158 89	158 89	Peintin	158 89	158 89
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	10619 32	10619 32	Peintin	10619 32	10619 32
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	121 63	121 63	Peintin	121 63	121 63
AGF S&L	118 47	118 47	Franch	1318 13	1318 13	Peintin	1318 13	1318 13
AGF S&L	118 47							

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا بين الاصل

COMMUNICATION

Springer et Bertelsmann mènent la course aux kiosques de l'Est

Dix quotidiens de l'ex-RDA privatisés

L'unification de la presse allemande est en marche : la Treuhandanstalt, l'organisme chargé des privatisations en Allemagne orientale, va vendre à des éditeurs ouest-allemands dix quotidiens régionaux, anciennes propriétés du Parti communiste.

Pour ces journaux dont le tirage total atteint 3 millions d'exemplaires, les acquéreurs vont débours 2,8 milliards de francs. Et ils s'engagent à investir au total 4,4 milliards de francs dans ces titres, qui emploient 7 940 personnes à la fin 1990.

Les principaux vainqueurs de cette « course aux kiosques » en Allemagne orientale sont deux géants de la presse ouest-allemande, Springer (qui édite notamment *Bild Zeitung* et *Die Welt*) obtient ainsi le *Leipziger Volkszeitung* (379 000 exemplaires) en association avec Madsack, un éditeur de Hanovre, Springer possède déjà le *Leipziger Tageblatt* (35 000 exemplaires) et consolide donc sa position dans la capitale de la Saxe-Anhalt.

Gruner und Jahr obtient pour sa part le *Sächsische Zeitung* de Dresde (517 000 exemplaires), en association avec la maison Rheinischen Post/Gladbeck. Pour la filiale de presse du premier groupe européen de médias, Bertelsmann, cette acquisition couronne une politique intensive d'acquisitions ou de créations à l'Est.

« Dès le 14 novembre 1989, cinq jours après la chute du mur, j'étais à Dresde », rappelle M. Gerd Schulte-Hillen, le patron de Gruner und Jahr. Sa société a déjà acheté, en association avec le groupe du britannique Maxwell, le *Berliner Zeitung*, quotidien berlinois de l'ancien Parti communiste.

Dès 1990, Gruner und Jahr a également créé dans l'ex-RDA des quotidiens populaires, dits « de boulevard », un genre qui n'existait pas à l'Est. Sont ainsi nés une série de journaux, à Dresde (110 000

exemplaires), à Chemnitz (50 000), et dans le Mecklenburg (40 000), des villes ou régions historiquement liées à Hambourg, le siège de Gruner und Jahr. Les difficultés n'ont pas manqué : à leurs débuts, ces nouveaux quotidiens dépendaient de la « trahi-diffusion », la distribution par des particuliers possesseurs de célèbres Trabant. Et le *Mecklenburger Morgenpost* bouclait par exemple ses pages à deux heures de l'après-midi, pour permettre leur impression à Hambourg. Les équipes de l'Ouest dépêchées sur place ont dû adapter leur journalisme à un public friand d'informations pratiques, habitué à des journaux rares, censurés et « maigres » (8 pages en moyenne) par manque de publicité.

Mais Bertelsmann n'entendait pas laisser passer cette chance historique. Fortement implanté dans la presse magazine, le groupe était en revanche presque absent de la presse quotidienne à l'Ouest, un terrain que domine Springer. Ce n'est qu'en 1986 que Gruner und Jahr a repris le *Hamburger Morgenpost*, quotidien populaire de la métropole du nord.

À la chute du mur, la demande des lecteurs de l'Est s'est portée massivement vers les magazines populaires, ceux des groupes Burda ou Bauer, autres concurrents de Bertelsmann dont les magazines sont plus élitistes. En même temps, les quotidiens régionaux du PC ont conservé une partie de leur lectorat, à cause de leur fonction « locale » irremplaçable. Les créations de titres ne s'ajoutant donc pas à conquérir le lectorat, une véritable lutte au couteau s'est engagée pour la reprise des quotidiens existants, à coups de promesses et de pressions politiques. Les attributions décidées par la Treuhandanstalt y mettent fin, et marquent le début d'une concurrence à l'échelle de l'Allemagne entière entre les quatre grands éditeurs de l'Ouest.

M. C. I.

L'audience de France-Info progresse fortement

Avec la guerre du Golfe, l'audience de la radio a sensiblement augmenté au premier trimestre selon l'institut de sondage Médiamétrie : 79 % d'audience cumulée (34,7 millions d'auditeurs) contre 74,8 % (32,9 millions) un an plus tôt. Cette progression bénéficie principalement au secteur public dont la part de marché se redresse sensiblement (21,2 % contre 17,9 % pendant les mêmes mois de 1990), grâce à la légère remontée de France-Inter (8,8 % de part de marché contre 8,6 %) et, surtout, à la remarquable percée de France-Info. La station d'information continue se hisse en effet au cinquième rang des radios nationales, avec 5,7 % de part de marché contre 2,5 % de janvier à mars 1990. En audience cumulée, France-Info gagne 2,8 millions d'auditeurs en un an.

La guerre du Golfe, en revanche, n'a pas modifié l'ordre des grandes stations généralistes. En très léger recul, RTL reste toujours très largement en tête avec 21,1 % de part de marché, devant très largement Europe 1 (9,9 % de part de marché) et RMC (4,2 %). La hiérarchie des réseaux musicaux demeure elle aussi inchangée, même si chaque nouveau sondage confirme l'érosion de NRJ (7,2 % de part de marché contre 7,8 % un an plus tôt) au profit cette fois de Sky Rock, Fun et Nostalgie.

Antenne 2 adopte un budget en déficit

Adopté à l'unanimité du conseil d'administration lundi 15 avril, le budget 1991 d'Antenne 2 prévoit un déficit de 295 millions de francs, pour des dépenses de 3,8 milliards. Ce budget - sur lequel le comité d'entreprise réuni le matin s'est abstenu - a été remanié depuis décembre. Il tient compte de surcoûts d'information liés à la guerre du Golfe (20 millions), d'achats de droits sportifs (29 millions) et de dépenses de programmes en hausse (180 millions) ainsi que de nouvelles dépenses d'informatisation liées à la mise en place du contrôle de gestion (10 millions).

Toutefois, ce budget n'est que provisoire. Il sera révisé en juin en fonction du plan de réorganisation actuellement élaboré. Ce plan implique 150 millions d'économies à réaliser en 1992 pour Antenne 2. Selon le PDG d'Antenne 2, Hervé Bouges, il faudra « un plan social » qui « ne devra négliger aucune piste : mobilité, formation, reconversion, départs en pré-retraite, le cas échéant des départs négociés, etc. pour ceux qui ne pourraient s'insérer dans les nouvelles structures ».

EN BREF

■ Hachette acquiert le magazine américain *Home*. - Le groupe Hachette a conclu avec l'éditeur Knapp Publications un accord de rachat concernant le magazine *Home*. Ce mensuel, diffusé en moyenne à 950 000 exemplaires, est le premier dans le secteur de la construction et de la décoration de maisons aux États-Unis. Hachette, qui n'a pas indiqué le prix de cette transaction, contrôle déjà dix-huit autres titres de presse magazine outre-Atlantique - dont le féminin *Woman's day*, 4 800 000 exemplaires diffusés - ainsi que la maison d'édition Grölier et le réseau de distribution de journaux Curtis.

■ Le groupe Express lance une revue paneuropéenne, *Belvédère*. - Quelques semaines après avoir créé un magazine de loisirs et d'art

de vivre, *Mensuel*, le groupe Express a lancé le 16 avril une revue bimensuelle haut de gamme, *Belvédère*. Tiré à 40 000 exemplaires, *Belvédère* (122 pages, 48 francs) traite de l'ensemble des problèmes européens, qu'ils soient économiques, politiques, culturels ou gastronomiques, en usant d'une vaste palette d'écritures (essai historique, journal de voyage, portrait, enquête, notes, etc.) et en faisant appel à des écrivains, des diplomates ou des journalistes européens. Doté d'une maquette élégante, imprimé en noir et blanc, *Belvédère*, dont l'ambition est de « renouer avec le meilleur de la tradition du *Siècle des Lumières* », est animé par deux journalistes de l'Express, Jérôme Dumoulin et Jean-Louis Arnaud et une historienne italienne, Diana Pinto.

RELIGIONS

La fin du jeûne musulman

Le ramadan en famille

L'Aïd el-Fitr, ou « fête de la rupture du jeûne », marque, mardi 16 avril, la fin du mois de ramadan pour trois millions de musulmans en France. La pratique du jeûne suivi des « piliers de l'islam » témoigne du poids de la tradition dans les familles.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

À 20 h 11 précises, quand à la radio la *Rot des versets* du coran s'est tarie, quand l'imam a prononcé la rupture quotidienne du jeûne, soixante quinze milliers ont plongé d'un coup dans les assiettes. Comme un seul homme, les soixante-quinze clients du *Constantinois*, rue des Récollettes, ont mangé la chorba frik, soupe à base de graines de blé vert concassées, puis les boulettes de mouton et de bœuf. Sous le portrait bienveillant de feu Gaston Defferre affiché au mur, ces travailleurs isolés brisent, pour 26 F, dans la lumière crue des néons une journée d'abstinence et de solitude.

« Pour qu'on vive un bon carême, rappelle Nordine, le patron du restaurant, il faut qu'on ait la sensation d'avoir faim ». « Mais tout se perd. Même le ramadan. Combien savent encore ce que signifie ce mois de carême ? Qui est là pour expliquer qu'il ne s'agit pas seulement de s'abstenir de manger, de boire, de fumer et d'avoir des relations sexuelles du lever au coucher du soleil. Qu'il s'agit avant tout d'un mois de piété, de bonté, de réconciliation. Qu'il ne faut pas faire de profits, qu'il faut pratiquer l'aumône (la *zakat*) (deux clochards entrent alors et mangent gratuitement). Qu'il ne faut pas être vulgaires, insulter son voisin... »

Un mois de réconciliation

En dix ans d'activité, Nordine a constaté un sérieux changement : « De plus en plus, le ramadan est un réflexe identitaire, et rien que cela ». Bien sûr, la tradition demeure. Les habits neufs pour les enfants le jour de l'Aïd, les gâteaux, les *matlou*, les *makrouts*, les « cornes de gazelle », qui rappellent « le pays ». La datte et le lait fermenté qu'on prend, en guise de coupe-faim, pour rompre le jeûne avant la prière du soir. « Mais les jeunes fument ouvertement dans les cités », remarque M. Ali Madani, professeur algérien à la retraite. Chaque soir du mois, il enseigne les vertus du ramadan, en français puis en arabe, sur la dernière née des radios « communautaires » marseillaises, Radio Soleil.

Certes, le ramadan attire toujours une forte proportion de jeunes, qui rêvent ainsi d'aller, littéralement, « à la table ».

■ Mgr Jean-Paul Jaeger évêque coadjuteur de Nancy. - Le pape a nommé, jeudi 11 avril, le Père Jean-Paul Jaeger évêque coadjuteur de Nancy, il est appelé à succéder à Mgr Jean Bernard, soixante-quinze ans, évêque de Nancy depuis 1972.

(Né le 6 septembre 1944 à Nancy, Jean-Paul Jaeger a fait ses études à Dunkerque, au séminaire d'Hazebrouck, aux facultés catholiques (philosophie) et au séminaire de Lille. Ordonné prêtre en 1974, il a été professeur de philosophie, au lycée Saint-Jacques, à Hazebrouck, avant d'être nommé directeur d'établissements privés dans cette même ville et à Roubaix. Il était, depuis 1981, supérieur du grand séminaire interdiocésain de Lille.)

■ Les conférences-débats d'Algerie aux réalités internationales. - À l'initiative de l'association Algerie aux réalités internationales, un déjeuner-débat aura lieu, le mercredi 17 avril de 13 heures à 15 heures au Club des arts et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 75016 Paris, sur le thème des formations professionnelles en Europe.

► Pour tous renseignements : Tél. : 45-23-23-63 ou 42-46-66-56.

des grands » (1), mais, regrette M. Madani, « le carême n'est pratiquement plus spirituel que chez les vieux. Et surtout chez les femmes, qui sont les gardiennes de la tradition ».

Yamina, trente-huit ans, garde les fourneaux des cinq heures de l'après-midi et tente d'oublier les odeurs de café. Trois de ses frères viennent chaque soir, durant le ramadan, dîner en famille. Ils habitent à quelques pas les uns des autres, dans la cité de la Visitation.

Là, que l'on pratique ou non, la réunion de famille s'impose d'elle-même en cette période. Bounour, le mari de Yamina, ouvrier spécialisé dans l'entretien des toitures, le plus âgé de tous, rappelle « le droit chemin du croyant ». Pourtant, Si-mane (vingt-huit ans) et Tahar (trente-cinq ans) ne pratiquent pas. Tout comme Farid, le plus jeune (vingt-cinq ans), qui « respecte » le choix des autres. De toutes façons, son travail - nettoyage au sable des cuves de pétrole -, trop fatiguant, ne lui permettrait ni de jeûner, ni de ne pas boire. En revanche, Choredine (vingt-neuf ans) pratique depuis trois ans. Depuis qu'il est marié, qu'il a « le sens des responsabilités ». Toutes les femmes, elles, observent le ramadan.

Entre la soupe de pois chiches et le tajine aux pruneaux - spécialités de Tiemcen - Bounour raconte des histoires drôles et distille quelques piqûres de conscience. Il dit sa « peur des femmes, qui s'énervent pour un rien », ses détours pour ne pas les rencontrer, durant le mois de ramadan, dans les supermarchés. Il évoque pêle-mêle les « impôts du Bon Dieu » (l'aumône obligatoire), le « jour des comptes », une fois mort, et la dernière fête du mouton l'Aïd el-Kebir, la fête du sacrifice dans les cités. Tous ensemble, ils rient des brouilles passées et des réconciliations à venir : concrètement, le jour de l'Aïd, pour effacer les rancunes et raviver l'amitié, ils iront de peller en peller rendre visite à leurs voisins.

Jusqu'à minuit, une heure, ils veillent ; ils ne se réveillent plus à trois heures du matin pour festoyer à nouveau, comme ils le faisaient, « du temps des parents ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Certains professeurs de collèges ont pu ainsi constater une recrudescence de la pratique du ramadan chez les élèves à partir de la sixième (le Monde du 11 avril).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5500

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Traduit un plaisir ou bien apporte l'annul. Pesse avant les autres. - II. Participe à un concours. - III. Porte ses fruits. Fait des points. - IV. Étant proche des moutons. Repoit la balle. - V. Réfléchi. Entoure une éminence. - VI. Soigné sans être malade. - VII. Agissait lentement mais sûrement. - VIII. Qui a trop pris de coups. Étrange personnage. - IX. Préposition. Gros « plan ». - X. Abréviation d'âme. Article. - XI. Qui ne prennent donc plus en charge.

CARNET DU Monde

Décès

- M. Maurice Ballet-Baz, son épouse, M. et M^{me} Didier Baile, M. Erik Ballet-Baz, ses enfants, Marie-Cécile, Louis-Marie, Guillaume, Édouard Baile, ses petits-enfants, Les familles Ballet-Baz et Doby, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice BALLEZ-BAZ,

survenu à Toulouse, le 5 avril 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, Boulevard, 31000 Toulouse.

- M. et M^{me} Pierre Bandet et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Bandet et leurs enfants, M^{me} Lisette Guillard et ses enfants, M. et M^{me} Louis Schyn, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean BANDET,

survenu le 8 avril 1991, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

29, rue Henri-Barbouse, 77124 Crécy-la-Meuse, 11, rue de la Chaloise, 35510 Cesson-Sévigné.

- M. et M^{me} Claude Henri Villette, M. Antoine Villette, M^{me} Marie-Laurence Villette, M. et M^{me} Philippe Marchat et leurs enfants, M^{me} Bernadette de Boucans, Le docteur René Frileux, M. et M^{me} Claude Schenker, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marcel GUILLIQU,

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale, le mercredi 10 avril 1991, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Bourg-Charente (Jarnac).

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

- Sa famille, Ses amis,

L'équipe de la librairie du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Peter HANSEN.

Paris, le 13 avril 1991.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 avril, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

- Sa famille, Ses amis,

L'équipe de la librairie du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Silvana MONTAGANO,

survenue le 10 avril 1991, à Florence (Italie).

De la part de Mario-Renée Bourget Bassinet, son amie, sa sœur.

Une rencontre sera organisée avec tous ses amis, ultérieurement, autour du livre qu'elle a écrit avec Alessandra Pazzagli, intitulé *Il Genogramma, Teatro di Alchimie Familiari*.

AMITREF,

52, rue du Four, 75006 Paris.

- M. et M^{me} Louis MERMAZ,

ses parents, Pierre et Laure,

son frère et sa sœur, M. et M^{me} Jean de Chalus,

ses grands-parents, Ses oncles, tantes,

Ses cousins et cousines, Et tous les membres de la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric,

survenu à Cabourg (Calvados), le 14 avril 1991, à l'âge de vingt ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées en l'église de Brilla-sous-Forges (Essonnes), le mercredi 17 avril, à 15 heures, suivies de son inhumation au cimetière de Limours-en-Hurepoix.

Un livre recueillera vos témoignages de sympathie.

Montée Coupe-Jarret, 38200 Vienne, 4, avenue Emile-Accolas, 75007 Paris.

(Le Monde du 16 avril.)

- Samir NASRI

est décédé le 12 avril 1991, au Caire (Égypte).

Ses amis se retrouveront autour de son souvenir pour une réunion de prière le vendredi 19 avril, à 17 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-6.

- Les familles Panoutsos et Zarpas

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vassiliki PANOUTSOS,

survenue le 7 avril 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Laskaratos, 34, rue Washington, 75008 Paris.

- Le jeudi 11 avril 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, s'est éteint dans la paix

M. Louis REVON.

Il avait désiré, comme son épouse, donner son corps à la science.

Une célébration à sa mémoire aura lieu en la chapelle Notre-Dame-de-Compassion, place de la Porte-des-Ternes, le vendredi 19 avril, à 18 h 10.

De la part de

Ses enfants,

M. et M^{me} Bill Horn,M. et M^{me} Jacques du Baux,M. et M^{me} Michel Revon,M^{me} Thérèse Revon,M. et M^{me} Jean-Louis Revon,

M. Alain Revon,

Ses vingt-deux petits-enfants,

Ses cousins, neveux et nièces,

Ses enfants par le cœur, Fleur, Jade et Amélie,

Ali et Maria Benlilich et leurs enfants,

Ses nombreux amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Christiane Wolfarth et sa fille,M^{me} Danièle Wolfarth et M. Boumelle et leurs enfants,M. Mervel et M^{me} née Evelynne Wolfarth, et leurs enfants,M. et M^{me} Jean-Pierre Wolfarth et leurs enfants,M. et M^{me} Patrick Wolfarth et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Andrée, Lucienne WOLFARTH,

survenue le 11 avril 1991.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Sarcelles, le mardi 16 avril, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messes

- Une messe en souvenir du

comte Michel d'ORNANO

sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le jeudi 25 avril, à 11 heures.

Anniversaires

- Le 17 avril 1990 disparaissait

Jeanne BRUNSCHWIG.

Ses amis pensent à elle.

TRAÇAGE DE PLANS

A PARTIR DE

VOS FICHIERS

DE CAO/DAO

ÉTRAVÉ REPRO

38, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

Tél. : 43 47 21 32

Guy BROUTY

METÉOROLOGIE

17 avril 1991

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

Météo France - Météo Service

La nouvelle tournée de M. Baker au Proche Orient suscite de l'appréhension en Israël

A peine rentré samedi dernier d'une tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, s'apprête à y retourner. Il devait quitter Washington mardi 16 avril pour Luxembourg où il aura mercredi soir des entretiens avec les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne. Il arrivera en Israël jeudi soir. Les autres étapes de sa tournée n'ont pas été annoncées. M. Baker devrait à nouveau se rendre en Egypte, en Arabie saoudite

et en Syrie. Une étape jordanienne est à l'étude. Selon M. Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, MM. Bush et Baker « sont convaincus que toutes les parties ont une approche sérieuse de la paix au Proche-Orient ».

Jerusalem, où l'on s'occupera aux célébrations de la fête nationale, et ne devrait commencer ses entretiens que vendredi. En principe, sa visite devrait amener M. David Levy à annuler ou du moins à reporter un séjour à Paris prévu précisément pour cette fin de semaine.

Extrême méfiance envers l'Europe

D'ores et déjà, les dirigeants israéliens ont commenté avec une extrême méfiance l'étape européenne - luxembourgeoise - de la tournée du secrétaire d'Etat américain. L'annonce d'une rencontre cette semaine entre M. Baker et la « troïka » suscite une levée de boucliers. S'il s'agit de discuter d'une éventuelle participation européenne au processus envisagé - comme la Syrie semble le demander - Israël s'y opposera. « Rien de

bon ne pourra venir de là », a dit M. Levy dans une interview au *Jerusalem Post*, du projet de conférence régionale, explique-t-il, on reviendrait alors à celui d'une conférence internationale dont Israël ne veut pas. Si les Européens doivent jouer un rôle, dit-on à Jérusalem, ce ne pourrait être qu'à la fin du processus, comme garants des accords conclus entre Arabes et Israéliens.

ALAIN FRACHON

JERUSALEM

de notre correspondant

Officiellement, Israël se félicite du retour de M. Baker dans la région. « C'est un bon signe (...) cela prouve que ses efforts (...) ont permis de trouver le désir de progresser vers la paix », a déclaré, lundi, le ministre des affaires étrangères, M. David Levy.

A la satisfaction de voir le secrétaire d'Etat se rendre pour la troisième fois en Israël en cinq semaines, se mêle, cependant, une incontestable appréhension. Dans certains milieux officiels, on a le

sentiment que cette visite-là pourrait être plus « dure », qu'il faudra, cette fois, décider sur les nombreux points encore en litige entre les deux parties. Si on assure, à Jérusalem, être arrivé à un large accord avec les Etats-Unis, on n'ignore pas que bien des questions délicates restent à régler avant que puisse être réunie la conférence régionale souhaitée par M. Baker : quel rôle reviendrait aux deux par- tains de la conférence, URSS et Etats-Unis, dans le cours des discussions israélo-arabes ? quelle serait la composition de la délégation palestinienne ? quelle interprétation faut-il donner des résolutions 242 et 338 de l'ONU (elles posent le principe de la paix en échange de territoires), base d'un règlement ? quel effet aurait le développement continu des implantations israéliennes dans les territoires occupés ?

M. Baker est attendu jeudi soir à

ÉTATS-UNIS : la crise des otages de 1980 à Téhéran

Un autre Irangate pour M. Reagan ?

Un ancien adjoint important de M. Carter à la Maison Blanche vient de réanimer, dans les colonnes du *New York Times*, puis dans celles de l'*International Herald Tribune* du mardi 16 avril, une vieille polémique : oui ou non, l'équipe électorale de M. Reagan a-t-elle conclu un arrangement avec l'imam Khomeiny, en 1980, pour retarder la libération des otages américains de Téhéran, afin d'empêcher la réélection de M. Carter ? La réponse, pour M. Gary Sick, ne semble pas faire de doute.

M. Gary Sick a travaillé aux côtés du président démocrate sur les affaires du Moyen-Orient, notamment au moment de la crise des otages. Il affirme qu'à deux reprises, des entretiens secrets ont eu lieu en juillet 1980 à l'hôtel Ritz de Madrid entre M. William Casey, qui dirigeait la campagne électorale de Ronald Reagan (avant de devenir directeur de la CIA) et un représentant personnel de l'imam Khomeiny, l'hodjatolislam Mehdi Karubi. L'accord entre les deux parties aurait

été conclu à Paris en octobre 1980, un mois avant l'élection présidentielle américaine. L'affaire des otages avait tenu la dernière année de la présidence Carter. Elle avait commencé en novembre 1979, quand des fidèles de l'imam Khomeiny, qui venaient de fonder son régime islamique, avaient occupé l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et retenu son personnel en otage.

Le gouvernement Carter avait monté en avril 1980 une opération de commando pour délivrer les prisonniers américains, mais celle-ci avait échoué. Il espérait néanmoins parvenir à son but avant le scrutin de novembre, soit par la négociation soit par une nouvelle tentative de sauvetage. L'entourage de M. Reagan était conscient qu'un succès risquait de faciliter la réélection du candidat démocrate.

M. Gary Sick dit tenir ses informations d'un marchand d'armes iranien, M. Jamshid Hashemi, qui aurait préparé avec son frère Cyrus les deux rencontres de Madrid, auxquelles l'un et l'autre auraient assisté.

La visite de l'ex-maire de Shanghai à Paris

M. Zhu Rongji, vice-premier ministre chinois veut séduire les investisseurs français

« Nos amis étrangers qui visitent la Chine trouvent que notre pays est stable politiquement, surtout nos amis américains ! » M. Zhu Rongji, vice-premier ministre chinois et ex-maire de Shanghai, a, une fois de plus, mané à la fois la fermeté et l'humour pour tenter de séduire les investisseurs français. En visite en France pour cinq jours dans le cadre d'une tournée européenne (le *Monde* du 16 avril), l'ancien maire de Shanghai qui vient d'être promu vice-premier ministre a expliqué, lundi 15 avril à l'occasion d'une réunion organisée dans les locaux du CNPF par le comité Franco-Chine, tout l'intérêt qu'il avait, selon lui, les industriels français à investir directement en Chine.

« La politique d'ouverture et de réformes lancée il y a dix ans a apporté beaucoup de choses à la Chine... même

s'il y a encore quelques petits défauts dans le travail du gouvernement et malgré ce qui s'est passé en 1989 », a déclaré M. Zhu Rongji qui a affirmé la volonté du gouvernement de poursuivre cette politique. Satisfait de la levée des restrictions sur les crédits des Etats occidentaux, l'ex-maire de Shanghai a souligné les atouts de sa ville de treize millions d'habitants (sa localisation, ses avantages fiscaux, la qualité de sa main-d'œuvre...) et les projets en cours, notamment l'importante zone économique de Pudong, « le plus grand projet chinois des années 1990 ».

Après avoir visité dans la matinée une usine d'Alcatel et rencontré le ministre délégué aux affaires étrangères, M. Edwige Avice, M. Zhu et ses collaborateurs ont regretté que les Français ne soient pas aussi actifs à Shanghai que leurs concurrents. Sur

les neuf cent dix investissements étrangers réalisés (représentant 2,88 milliards de dollars), il n'y en a que sept avec des participations françaises. Si le maire dit apprécier « les bons restaurants français », le responsable de la commission des investissements étrangers, M. Ye Longfei, se félicite pour sa part de la présence de deux banques (Indosuez et le Crédit lyonnais) parmi les six qui viennent d'obtenir la possibilité de s'y installer. Mais la France ne se situe, globalement, qu'au dix-septième rang parmi les investisseurs étrangers.

« Nous avons besoin d'argent. Vous voulez en gagner. Alors venez chez nous ! », M. Zhu Rongji a des conceptions économiques simples. Il a confirmé qu'il allait être désormais chargé de l'économie au gouvernement à Pékin.

E. I.

M^{me} Madeleine Reberlioux élue présidente de la Ligue des droits de l'homme

La Ligue des droits de l'homme, réunie en congrès les 12, 13 et 14 avril à Paris, a élu à sa présidence l'historienne Madeleine Reberlioux. M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme depuis 1984, a été élu à l'unanimité du congrès président d'honneur.

[Née le 8 septembre 1920 à Chambéry, Madeleine Reberlioux, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, est agrégée d'histoire et de géographie. Docteur d'Etat en sciences humaines pour

une thèse sur « Jaurès, la SFIO, et la société française au tournant du siècle », elle est aujourd'hui professeur émérite à l'université Paris-VIII. Elle a été vice-présidente du Musée d'Orsay de 1981 à 1987. Secrétaire du comité Maurice Audin pendant la guerre d'Algérie, responsable du collectif interyndical universitaire contre la guerre du Vietnam de 1965 à 1969, et responsable du Front Solidarité Indochine de 1971 à 1975, Madeleine Reberlioux était membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme depuis 1962.]

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Entre deux gendarmes

O H là ! Pauvre Saddam, pauvre chéri ! Ils sont durs avec lui, les douze bons apôtres de la CEE. Lui, intenter un procès, vous rendez compte un peu ! Fallait voir sa tête ce matin, au journal de TF 1. Il m'a fait peine. Les traits tirés, les yeux cernés, pas un sourire, rien. Sur qu'il en a pas dormi de la nuit. Non, c'est vrai, c'est gênant, quand même, d'être traité en justice menottes aux poings.

Et puis, ça tombait mal. Il discutait le coup à Kirkouk avec l'envoyé spécial de l'ONU, venu lui demander, il était pas au courant, de bien vouloir les reprendre, les deux millions de Kurdes qu'on s'apprête à lui renvoyer, vu qu'on sait pas où les mettre.

— Soyez gentil, quand ils reviendront, allez pas les punir en les arrosant au gaz. Ils sont déjà trempés. Ils crèvent de froid, ils crèvent de faim. Ils se battent comme des chiens pour mettre la main sur la bouffe qu'on leur jette en essayant de pas les assommer sous les caisses.

— A qui la faute ? C'est pas moi qui les ai forcés à partir. Ils ont été poussés au cul par ces chiens de rebelles que vous avez encouragés à foutre le bordel.

— On aurait pas dû, d'accord. On vous demande pardon, mais, bon, maintenant faut nous promettre de l'appliquer, la résolution 688.

— C'est quoi, ça ?

— C'est un truc contre la répression et pour le respect des droits de l'homme.

— Faudrait savoir ! Ou vous me demandez de les respecter ou vous m'accusez de pas les respecter. Et devant les tribunaux, en plus !

— Attendez, je suis largué, là, de quoi s'agit-il ?

— Comment, vous savez pas ? Après m'avoir chassé du Koweït, ils veulent me poursuivre.

— Jusqu'où ? Jusqu'à Bagdad ?

— Non, jusqu'à Nuremberg.

— Ah ! Si c'est ça, vous inquiétez pas. Un simple coup de fil au Mimi, et il se fera un plaisir d'étouffer l'affaire. Ce sera pas la première.

La réunion du Comité des usagers des services bancaires

Le désaccord subsiste entre pompistes et banquiers

Après trois mois de négociations, les pompistes vont-ils repartir en guerre contre les banquiers ? Le Comité des usagers des services bancaires, qui réunissait toutes les parties sous la présidence de M. Maurice Gousseau, s'est séparé lundi 15 avril au soir sur un bilan en demi-teinte.

Sur les cartes bancaires, le comité n'a pas réussi à obtenir l'engagement des banques sur un meilleur ciblage des majorations de commissions infligées aux commerçants victimes d'un trop grand nombre de fraudes. Quant aux chèques, les pompistes n'ont pas réussi à obtenir des banquiers qu'ils remontent la garantie de paiement de 100 francs à 300 francs.

Les banquiers ont bien proposé de contractualiser le découvert avec leur client, mais cette proposition, selon M. Gousseau, est venue trop tard. Elle n'a pas amené les pompistes à une position conciliante. Les banquiers, qui ont réclamé en outre une amende pénale, se sont sur ce point opposés au ministère de la justice, qui souhaite dépenaliser le chèque sans provision pour désengorger les tribunaux. Les représentants des ban-

ques ont émis le vœu que la Banque de France soit autorisée à infliger des amendes (comme la SNCF ou la RATP), mais le ministère de la justice s'y oppose et l'institut d'émission reste lui-même prudent.

Le bilan du Comité des usagers est nettement plus positif sur les mesures préventives destinées à assurer une meilleure sécurité des moyens de paiement. Les banquiers et les commerçants se sont engagés à une plus grande prudence.

Le débat sur les fichiers et leur interconnexion a en revanche recueilli une franche unanimité. Le comité des usagers s'est prononcé pour un enrichissement du fichier national des chèques volés par Ficoba, le seul fichier recensant l'intégralité des comptes bancaires. Mais la Commission nationale informatique et liberté et le fisc (propriétaire de Ficoba) doivent donner leur accord. Ce nouveau fichier serait accessible aux commerçants, notamment pour leur permettre de déceler les fraudeurs agissant à partir de comptes multiples.

YVES MAMOU

Hausse de 0,1 % des prix de détail en mars

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,1 % en mars par rapport à février selon l'indice provisoire publié mardi 16 avril par l'INSEE. En un an (mars 1991 comparé à mars 1990), la hausse est de 3,2 %. En février, les prix avaient augmenté de 0,2 % et le glissement annuel était de 3,5 %.

Le bon résultat de mars réduit l'écart annuel d'inflation avec l'Allemagne (1) à 0,7 point (0,8 point en février), la hausse sur un an étant de 2,5 % outre-Rhin. La faible augmentation des prix le mois dernier en France s'explique notamment par la baisse d'environ 15 % du fuel domestique, qui réduit à elle seule d'au moins la moitié le rythme de hausse mensuelle (si les prix du fuel étaient restés stables, l'augmentation de l'indice en mars aurait été comprise entre 0,2 et 0,3 %). Les prix de l'essence, en revanche, sont restés à peu près stationnaires. L'indice de mars a enregistré la hausse de 2,2 % au 1^{er} mars des tarifs domestiques d'EDF et la deuxième partie de la hausse de 2 % des tarifs du gaz intervenue au 15 février.

Les hausses des prix ont été très modérées dans la plupart des pays industrialisés en mars, notamment aux Etats-Unis (-0,1 %) et en Allemagne (-0,1 %), signe d'une nette détente des tensions inflationnistes, y compris outre-Rhin où pourtant la croissance a été très forte depuis trois ans.

(1) Les prix net sont calculés pour l'Allemagne de l'Ouest.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 avril

Mitigée

La tendance était mitigée mardi matin à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40 perdait 0,47 % une heure après l'ouverture, dans un marché calme. Les principales hausses étaient emmenées par Bie, Castorama et Locindus. En baisse, on notait Nordon, BNP, CI et Cap Gemini Sogefi.

Un jeune boursier blessé par un conseil municipal. — M. André Thomas, conseiller municipal (PC) de La Romaine (Loire), se serait senti menacé par un groupe de jeunes gens qui l'aurait importuné lorsqu'il se promenait le 13 avril en compagnie de son épouse et de deux couples d'amis. Au cours d'une vive discussion avec un jeune, M. Hakim Archaoui, âgé de dix-huit ans.

Nouvelles Collections

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 490 F

PANTALONS 830 F VESTONS 1 680 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies

anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un entretien avec M. Federico Mayor : « Il faut élaborer une morale du développement » ; Revues, par Frédéric Gausson. Peurs de l'Est..... 2

M. Gorbatchev

au Japon
Dissiper la méfiance réciproque..... 6

Les travaux parlementaires

La réforme des caisses d'épargne ; La solidarité financière entre les communes..... 7

La « refondation »

de la gauche
M. Fierman se défend de créer une « tendance communiste »..... 8

Diagonales

Morale et vent, par Bertrand Poirot-Delpech..... 8

Traitement antisida

Une déclaration du professeur Luc Montagnier..... 9

« Delicatessen » : défilant

le premier film de Jean-Pierre Jeune et Marc Caro dépasse les imaginations..... 10

« La Fée Urgèle »

quitte la CGT
Un hommage à Charles-Simon Favart, qui a donné son nom à la salle..... 11

SCIENCES • MÉDECINE

• Ménopause sous influence
• La catastrophe écologique du Koweït • Univers de violence..... 13 à 16

SECTION C

Le débat sur la retraite

Le double langage de l'Etat, des partenaires sociaux et des assureurs..... 17

L'inauguration de la BERD

Trente chefs d'Etat à Londres pour la naissance de la Banque européenne..... 17

M. Henri Krasucki

quitte la CGT
Dix ans secrétaire général et un bilan « globalement négatif »..... 17

L'unification

de la presse allemande
Dix quotidiens de l'ex-RDA privatisés..... 22

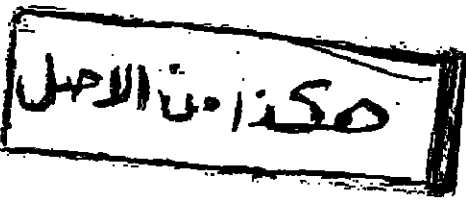
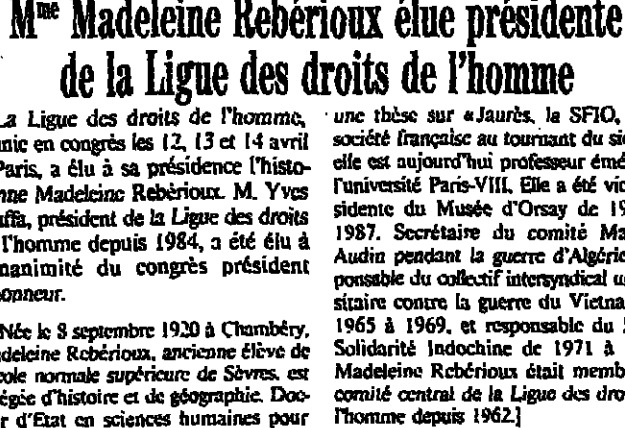
Services

Abonnements..... 15
Annonces classées : VII à XXIV
Carnet..... 22
Marchés financiers..... 20
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 22
Radio-Télévision..... 23
Spectacles..... 12

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte une section B « Initiatives » foliotée I à XXIV intercalée entre les pages 18 et 17.

Le numéro du « Monde »
daté 16 avril 1991
a été tiré à 528 255 exemplaires.



Une banque pour l'Europe

